



RAPPORT ANNUEL  
2007

[www.transparency.org](http://www.transparency.org)

Le portail qui vous donne accès au combat contre la corruption

Transparency International est l'organisation internationale de la société civile au premier plan de la lutte contre la corruption. Grâce à ses 90 sections nationales dans le monde entier et son Secrétariat International basé à Berlin, en Allemagne, TI sensibilise l'opinion publique aux ravages de la corruption et travaille de concert avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile pour développer et mettre en œuvre des mesures efficaces visant à enrayer la corruption.

© Rapport annuel 2007 de Transparency International

Publié par Transparency International, juin 2008

Responsable: André Doren

Editeurs: Inken Denker, Mike Sidwell

Conception graphique: Lemke-Mahdavi Kommunikationsdesign

Imprimerie: Druckhaus Berlin-Mitte GmbH

Imprimé sur du papier 100% recyclé

ISSN: 1999-6667g



La souffrance humaine et la pauvreté demeurent des plaies incommensurables qui résultent directement de la corruption et de la cupidité. Tel est notre principal défi. En dépit de cette situation dramatique, notre mouvement peut se prévaloir d'avoir remporté l'an passé de réels succès.

Les sections de Transparency International ont continué de se développer et notre message en faveur de la transparence et de la responsabilité a résonné plus fortement auprès des gouvernements et du secteur privé. L'inclusion d'engagements forts en faveur de la lutte contre la corruption dans la Déclaration du Sommet du G8 d'Heiligendamm en 2007 en témoigne.

TI a participé à la commémoration du 10<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention de l'OCDE contre la corruption, qui fait de la corruption de fonctionnaires étrangers par les entreprises des pays les plus riches une infraction pénale. A cette occasion, TI a exhorté la communauté internationale à mieux faire respecter les dispositions de la Convention.

Nous avons également consacré une part importante de nos efforts à promouvoir la Convention des Nations Unies contre la corruption. Nos efforts constants et coordonnés ont été essentiels pour maintenir l'élan nécessaire au contrôle étroit de la mise en œuvre de la Convention.

Engagé dans la mise en œuvre de solutions concrètes, TI a continué de collaborer avec le secteur privé : nos *Principes pour contrer la corruption dans le secteur privé* facilitent le développement de politiques anticorruption et nous militons pour des programmes tels que le Pacte mondial de l'ONU et l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives.

Le *Rapport mondial sur la corruption 2007* de TI consacré aux systèmes judiciaires dresse un tableau affligeant et montre comment la corruption mine les droits humains lorsque la justice est à vendre. Dans le même temps, le nombre croissant de Centres TI d'Assistance juridique et d'Action citoyenne, qui continuent à éduquer les citoyens et à leur permettre d'exercer leurs droits, constitue une lueur d'espoir.

Les combats à mener demeurent rudes, et les défis à relever multiples, mais le dévouement et la détermination de tous au sein de notre dynamique organisation sont un formidable encouragement à poursuivre la tâche. Au nom du Conseil d'Administration de TI, je souhaite exprimer ma gratitude à tous les membres de notre mouvement pour les remarquables succès remportés l'an passé.

Huguette Labelle  
Présidente

Cela a été pour moi un grand honneur de contribuer à la lutte contre la corruption au cours de cette première année passée en tant que Directeur Général du Secrétariat International.

En 2007, la coalition internationale de TI a une fois encore démontré son efficacité dans le combat mondial contre la corruption, forte des sections de TI et de ses partenaires au sein de la coalition. L'implication et le courage extraordinaires des sections en font la colonne vertébrale du mouvement anticorruption.

En 2007, rien n'a mieux reflété la force et la réussite de TI que son Assemblée Générale à Bali en Indonésie. Cherchant à renforcer l'efficacité du combat contre la corruption, les représentants de 81 pays se sont réunis pour travailler avec acharnement au développement de stratégies anticorruption, partager leur expertise et renforcer la collaboration entre les sections.

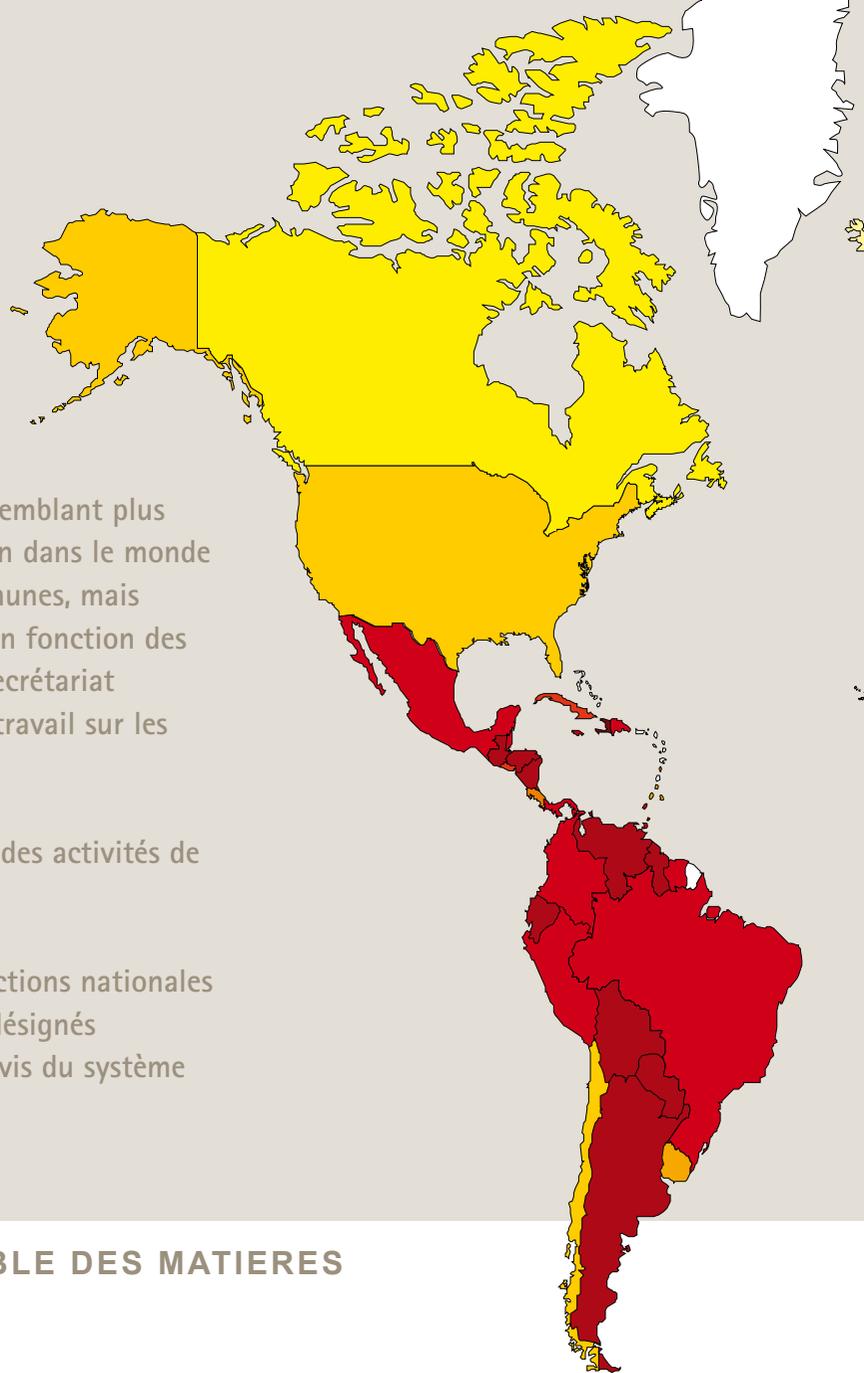
L'adoption du Plan stratégique 'TI 2010' a constitué le cœur des grandes décisions stratégiques adoptées lors de cette Assemblée. TI 2010 va guider l'activité de TI au cours des années à venir, et constitue une base solide pour le renforcement et la promotion de notre mouvement à long terme.

Dans le cadre de l'adoption du Plan TI 2010, nous avons constitué trois groupes de travail au sein du Secrétariat de TI afin de nous concentrer sur trois priorités : assurer le développement de sections fortes partout dans le monde, accroître substantiellement l'assise financière de notre mouvement et augmenter notre approche stratégique du plaidoyer.

Disposant d'objectifs mesurables et d'une position financière saine, et décidés à offrir le meilleur service à nos parties prenantes, nous nous engageons à réaliser ces objectifs.

Ayant fait la preuve de notre unité et défini nos priorités, notre tâche est désormais de veiller à ce que nos efforts aient le maximum d'impact. Nous ne devons pas moins aux victimes de la corruption.

Cobus de Swardt  
Directeur général



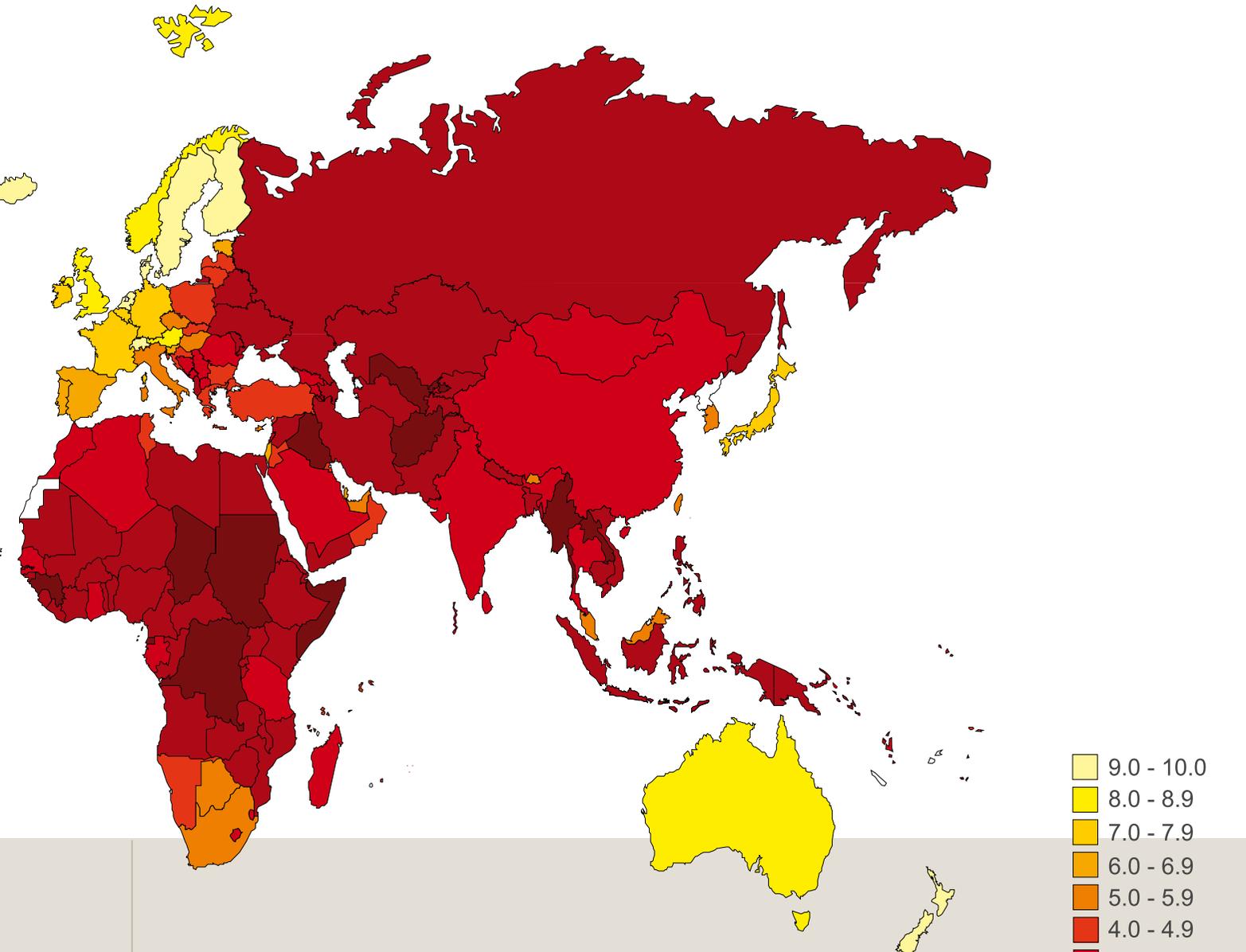
Transparency International (TI) est une coalition rassemblant plus de 90 sections nationales luttant contre la corruption dans le monde entier. Les sections de TI partagent des valeurs communes, mais décident elles-mêmes de leur agenda en la matière en fonction des impératifs locaux de lutte contre la corruption. Le Secrétariat de TI appuie les sections nationales et coordonne le travail sur les questions globales et transnationales.

Le présent Rapport annuel offre une vue d'ensemble des activités de Transparency International en 2007.

Par souci de concision, les sections nationales, les sections nationales en formation et les contacts locaux de TI sont tous désignés comme des 'sections' quel que soit leur statut vis-à-vis du système d'accréditation de Transparency International.

## TABLE DES MATIERES

	<b>Impliquer les gouvernements et le monde des affaires</b>
4	Les gouvernements et la vie politique
8	L'institution judiciaire
11	Le droit à l'information
12	Les marchés publics
14	Le secteur privé
17	Les conventions internationales
	<b>Satisfaire les besoins fondamentaux</b>
20	La pauvreté
22	L'accès aux services publics
24	L'assistance humanitaire
25	Le ' <i>Water Integrity Network</i> '
	<b>Diagnostiquer la corruption</b>
26	Mesurer la corruption
31	Le Système National d'Intégrité
34	Susciter les réformes



## INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION (IPC) 2007

Les chiffres reflètent la perception du degré de corruption par des entreprises et des analystes-pays et vont de 10 (haut degré de probité) à 0 (haut degré de corruption) - voir page 27.

### Elargir les horizons

- 36 Action citoyenne et assistance juridique
- 40 Education et formation anticorruption
- 42 Récompenses et médias
- 44 Des coalitions efficaces
- 47 Un mouvement en fort développement

### Inscrire le mouvement dans la durée

- 48 Les contributions
- 50 Rapport financier

### Travailler pour le changement

- 52 Le Conseil d'Administration
- 53 Le Conseil Consultatif, les conseillers spéciaux, les permanents du Secrétariat
- 54 Contacts dans les sections de TI

# Les gouvernements et la vie politique

La corruption politique nuit à la confiance du public dans le processus démocratique. L'intégrité du système politique est essentielle à l'Etat de droit et à la capacité des gouvernements de garantir les droits des citoyens. Lorsque la corruption fausse les élections et permet d'accéder au pouvoir, l'autorité de l'Etat est compromise.

Les démocraties modernes exigent qu'il existe des organisations politiques fortes qui s'affrontent pour le pouvoir lors de scrutins équitables; aussi ces partis politiques doivent disposer de ressources pour fonctionner et mener campagne. Selon leur origine, leur mode de distribution et leur utilisation, ces ressources peuvent porter atteinte aux valeurs démocratiques et à la bonne gouvernance. Les lois et les réglementations ne sont pas toujours suffisantes pour prévenir de telles atteintes. Promouvoir la transparence du financement des partis constitue pour TI un des leviers permettant de limiter l'influence induite de l'argent et des intérêts privés sur la vie politique. Le contrôle exercé par les citoyens, la société civile et les médias est essentiel pour compléter, voire contester, le contrôle financier opéré par les institutions publiques.

TI établit des relations directes avec les citoyens pour améliorer la circulation de l'information entre les citoyens et leurs représentants. Les sections travaillent avec les partis politiques, les parlements, les autorités électorales et les autres parties prenantes pour veiller à ce que les décideurs politiques rendent des comptes et prennent en considération l'intérêt public. Les sections de TI militent en faveur de la réforme des partis politiques et des règles électorales. Elles collaborent avec les autorités électorales pour garantir des scrutins équitables et libres de toute forme de corruption et mènent des actions concrètes telles que l'ouverture de lignes d'assistance téléphonique destinées à recueillir les réclamations des citoyens, le contrôle des médias et le suivi de l'utilisation des fonds publics.



## AFRIQUE ET MOYEN ORIENT

A l'approche des premières élections tenues après la guerre de 2006, la section de TI au **Liban**, l'**Association Libanaise pour la Transparence**, a lancé la *Campagne civile pour les réformes électorales*. Dans ce cadre, la section a tenu 41 réunions publiques dans des mairies et produit une série de spots publicitaires.

Pendant toute l'année 2007, **TI Kenya** a conduit une *Campagne de sensibilisation aux élections*. Utilisant des fresques réalisées par des artistes locaux, la musique et la technologie, cette campagne visait à sensibiliser l'opinion publique à l'approche des élections présidentielles et législatives de décembre. **TI Kenya** a également milité en faveur de la réforme des partis politiques en organisant des réunions publiques à Nairobi et à Mombasa, en publiant des suppléments dans les journaux et en lançant une campagne originale de SMS.

A l'approche des scrutins, **TI Kenya** a publié une version révisée de son *Guide anti-fraude électorale* et organisé une présentation suivie d'un débat sur les principaux indicateurs anticorruption que pouvaient utiliser les observateurs électoraux et les médias. Traduit en swahili, le guide a fait l'objet d'une synthèse publiée dans les principaux journaux du pays.

A la suite de l'élection présidentielle au **Sénégal**, la section de TI, **Forum Civil**, a développé et coordonné une coalition nationale composée de parties prenantes de tous horizons pour veiller à la transparence du processus électoral et de la vie politique dans le pays. Les efforts de la section ont surtout porté sur la promotion du dialogue entre le gouvernement et tous les secteurs de la société sénégalaise en vue d'assurer l'intégrité et la responsabilité des élus.

La section de TI en **Sierra Leone**, le '**National Accountability Group**', a joué un rôle déterminant dans le contrôle des scrutins présidentiels et législatifs. Dans le cadre de la 'National Election Watch', une coalition d'organisations de la société civile, la section a continué durant toute l'année à suivre les activités des municipalités en plaçant des observateurs au niveau local dans l'ensemble du pays.

## AMÉRIQUES

A l'occasion de l'élection présidentielle en **Argentine**, la section de TI, '**Poder Ciudadano**', a surveillé le temps de parole accordé aux candidats dans les médias et fait état du déséquilibre de la couverture médiatique, qui portait atteinte à la bonne information des citoyens. Pour informer les électeurs sur leurs droits et devoirs lors du scrutin, la section a publié dans les principaux journaux du pays un guide des règles et procédures électorales. Le jour du scrutin, la section a ouvert une ligne d'assistance téléphonique qui a reçu plus de 500 plaintes.

**Chili Transparente**, la section de TI **Chili**, a été invitée à participer à la Commission présidentielle anticorruption, constituée par la Présidente Michelle Bachelet, en vue d'améliorer l'intégrité de l'administration publique et de limiter la corruption. Par son active participation, la section a contribué à l'élaboration d'un Programme pour l'Intégrité de l'Etat. Dans le cadre de ce programme, TI Chili a procédé à des évaluations et formulé des recommandations législatives.

Pour les élections régionales d'octobre 2007 en **Colombie**, la section de TI, **Transparencia por Colombia**, a lancé, en partenariat avec les médias et les organisations de la société civile, la quatrième édition de son site web [www.votebien.com](http://www.votebien.com). Le site a pour objectif d'accroître la transparence du processus électoral en aidant les citoyens à mieux s'informer. Le site a reçu plus de 40.200 visiteurs au cours du mois précédant le scrutin.

En outre, un accord avec les autorités électorales a été signé visant à renforcer la transparence et la responsabilité dans le financement des partis et des campagnes électorales. La section a offert aux autorités électorales un logiciel intitulé « comptes propres » pour faciliter la transmission des informations en matière de recettes et de dépenses des partis et des candidats.

A l'approche de l'élection présidentielle, la section de TI au **Guatemala**, **Acción Ciudadana**, a évalué le respect par les partis de la réglementation électorale à partir des indicateurs 'Crisis'. La section a publié une série de classements permettant de comparer la transparence et les performances des différents partis. En réponse, la moitié des formations politiques a fourni les informations requises dans le but d'améliorer leur classement dans le rapport suivant. A partir de son analyse sur le financement de la campagne électorale, la section a pu formuler des recommandations visant à réformer les règles relatives au financement des partis politiques.

» LA CORRUPTION NUIT A LA DEMOCRATIE ET A L'ETAT DE DROIT. ELLE ENTRAÎNE DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS. ELLE NUIT A LA CONFIANCE DU PUBLIC DANS LE GOUVERNEMENT. ELLE PEUT MEME TUER « Ban Ki-moon, Secrétaire Général des Nations Unies

La section de TI au **Nicaragua, Etica y Transparencia**, a mené une campagne en faveur d'une réforme des règles électorales au niveau local. Cette campagne, qui a bénéficié d'une forte couverture médiatique, a permis de sensibiliser le public à la nécessité d'une telle réforme. De nombreuses formations politiques ont commencé à en débattre en interne.

A l'occasion d'un débat national concernant une nouvelle loi sur le financement des partis politiques, la section de TI en **Uruguay, Uruguay Transparente**, a organisé une conférence internationale au cours de laquelle il a été procédé à une comparaison des règles relatives au financement des partis politiques et des campagnes électorales. Cette conférence a permis d'éclairer le débat législatif, grâce à l'intervention d'experts qui ont souligné les défis potentiels que l'Uruguay devrait relever pour mettre en œuvre une réforme du financement des partis.

### ASIE-PACIFIQUE

**TI Corée du Sud** a approfondi sa coopération avec le secteur public en conseillant la Municipalité de Séoul ainsi que d'autres collectivités locales, et en participant aux Comités pour l'Intégrité mis en place par ces collectivités locales.

**TI Népal** a appelé à une plus grande transparence des comptes des formations politiques et du congrès népalais. En 2007, le parti Prajatantrik est devenu le premier parti du pays à publier et rendre accessible à TI Népal ses comptes audités.

**TI Nouvelle-Zélande** a organisé une conférence sur le financement des partis politiques, qui a débouché sur la publication d'une série de recommandations remises à la Commission Parlementaire pour la Justice et le Système Electoral, suggérant la création d'un organisme indépendant chargé de contrôler l'utilisation des fonds publics à des fins électorales.

Dans le cadre de ses efforts pour améliorer l'organisation électorale, **TI Papouasie-Nouvelle-Guinée** a surveillé le déroulement des élections législatives de juillet 2007. Dans le cadre d'une action intitulée *Coalition publique contre la corruption*, des observateurs volontaires ont contribué au bon déroulement du processus électoral et recueilli d'importantes informations relatives à la qualité du processus électoral.

La section de TI à **Taiwan, TI Chinese Taipei**, a lancé à Taipei, avec d'autres organisations de la société civile, une campagne «Elections propres» en vue d'exercer un contrôle sur le déroulement de l'élection des maires et des responsables administratifs locaux. La section a incité les candidats à s'engager publiquement à rejeter toute forme de corruption.

## CRINIS – ARGENT ET POLITIQUE: UNE PREOCCUPATION UNIVERSELLE

En juin 2007, Transparency International a lancé un nouvel outil pour l'analyse et l'action intitulé *Crinis - argent et politique: une préoccupation universelle* qui permet d'évaluer le degré de transparence et de responsabilité du financement des partis. Pour sa première édition, *Crinis* a été appliqué dans huit pays d'Amérique latine : **Argentine, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Nicaragua, Panama, Paraguay et Pérou.**

*Crinis* évalue l'efficacité des législations nationales et de leur mise en œuvre en période électorale ou hors période électorale. Les résultats de ces évaluations révèlent les insuffisances des règles et des pratiques en matière de financement des partis et des campagnes électorales dans les pays évalués. Les principaux problèmes touchent au manque de contrôle des dons privés, aux faibles obligations imposées aux candidats en matière

de reddition de comptes, à la fiabilité insuffisante des informations communiquées par les partis politiques, ainsi qu'au fait que les données relatives au financement des partis politiques ne sont rendues publiques dans aucun de ces huit pays. A partir des résultats propres à chaque pays, les sections de TI ont collaboré avec des parties prenantes pour élaborer des réponses adaptées.



## EUROPE ET ASIE CENTRALE

La section de TI en **France**, **Transparence International France** a engagé le débat avec les candidats à l'élection présidentielle en abordant des thèmes tels que la corruption dans l'éducation, le financement des partis politiques, les marchés publics, l'aide au développement, la coopération judiciaire internationale, la défense nationale et les industries extractives. Si les candidats ont généralement promis de lutter contre la corruption, ils ont en revanche pris des positions divergentes s'agissant du droit à l'information pour les questions touchant à la sécurité nationale, et de la suggestion de limiter à deux le nombre de mandats présidentiels, afin de minimiser les risques de corruption.

**Transparency International Géorgie** a contrôlé l'utilisation des fonds publics pendant la campagne électorale précédant le scrutin présidentiel de janvier 2008. TI Géorgie a étroitement suivi l'accès des candidats aux médias en mesurant la fréquence des apparitions télévisées et des parutions dans la presse écrite, et en contrôlant la tonalité du traitement médiatique, la fréquence et le coût de la publicité politique, et l'équité dans les interviews, les éditoriaux et les photos.

La section de TI en **Allemagne**, **Transparency International Deutschland**, avec d'autres organisations partenaires de la société civile, a salué la décision prise par la Cour Constitutionnelle allemande de confirmer la loi exigeant que les parlementaires publient des informations relatives à leurs revenus non liés à leur mandat parlementaire, et le code de déontologie afférent. Elle continue toutefois à demander des informations plus détaillées sur les revenus des parlementaires.

Entre juin 2006 et janvier 2008, la section de TI en **Roumanie**, **Asociația Română pentru Transparentă**, a fourni une assistance technique à l'Office National de Prévention et de Lutte contre le Blanchiment d'Argent pour procéder à l'harmonisation du cadre législatif national avec les directives de l'Union européenne. Etant une des organisations pionnières dans ce domaine, TI Roumanie a élaboré des recommandations pour améliorer les mécanismes de détection de la grande corruption, de la fraude fiscale et du crime organisé et pour suivre la circulation des revenus de la corruption. Ces recommandations ont servi de base au cadre juridique soumis au ministère de la Justice, toujours en cours d'examen.

TI Roumanie a aussi apporté une contribution significative à la Loi sur l'Etablissement, l'Organisation et le Fonctionnement de l'Agence Nationale pour l'Intégrité, adoptée en mai 2007. Depuis 2004, la section travaille avec le Ministère de la Justice à l'élaboration de ce projet de loi. TI Roumanie a salué l'adoption de ce projet tout en exprimant des réserves du fait de certaines lacunes du texte, ce qui a entraîné en 2007 l'adoption d'un amendement par voie d'un Décret gouvernemental d'urgence.

La campagne de **TI Russie**, *Lutter contre la corruption politique: le contrôle de l'utilisation des fonds publics dans les campagnes électorales*, visait à minimiser l'utilisation abusive de fonds publics à des fins électorales. TI Russie a ainsi surveillé le déroulement des campagnes législatives et présidentielles et élaboré des recommandations à l'attention des différentes autorités électorales et des institutions de la société civile afin d'identifier et de prévenir les risques d'utilisation abusive des fonds publics. L'action de TI a permis de sensibiliser l'opinion publique à l'impact de l'utilisation abusive des deniers publics dans les campagnes électorales sur le système démocratique russe, et fourni à la société civile des instruments permettant d'exercer un contrôle électoral efficace.

# L'institution judiciaire

La corruption des institutions judiciaires prive les victimes et les accusés de leur droit à un procès équitable. Elle asphyxie la croissance économique, freine le développement humain, divise les communautés, érode la protection des droits et libertés fondamentaux et empêche la communauté internationale de juguler la criminalité transnationale. En dépit des efforts concertés au niveau international pour réformer les institutions judiciaires, dans de nombreux pays, les juges et les tribunaux doivent résister à de fortes pressions pour ne pas prononcer de manière systématique des jugements favorables aux élites économiques et politiques. Dans de nombreux systèmes judiciaires, les citoyens sont souvent contraints de choisir entre verser un pot-de-vin ou être confrontés à un juge partial ou encore à une longue procédure judiciaire.

Les sections de TI sont en première ligne du combat contre la corruption judiciaire. Tout d'abord pour garantir le droit fondamental à un procès équitable, mais aussi parce que si l'impunité est la règle, lorsque le système judiciaire se révèle incapable de résister à l'emprise de la corruption, il est pratiquement impossible de combattre la corruption. Des mécanismes efficaces de sanctions sont indispensables pour lutter contre la corruption. Pour toutes ces raisons, plus de 30 sections travaillent sur des projets relatifs à l'intégrité de l'institution judiciaire.

## AFRIQUE ET MOYEN ORIENT

La section de TI **Ghana Integrity Initiative** s'est livrée à un exercice de veille judiciaire. Les résultats ont été publiés et présentés à l'occasion d'un atelier inauguré par le Président de la Cour suprême, Georgina Wood, qui s'est engagée à maîtriser la corruption au sein du système judiciaire.

TI **Kenya** a organisé le lancement régional du *Rapport mondial sur la corruption* dans les systèmes judiciaires qui a été largement couvert par les médias africains. A la suite de cette publication, TI Kenya a été invité par le gouvernement kenyan à présenter au Comité pour l'Éthique et la Gouvernance de la Justice les principales réformes à entreprendre.

En 2007, la **Coalition AMAN**, autrement appelée **TI Palestine**, a signé un accord avec le ministère de la Justice et l'Autorité foncière pour former les responsables de ces deux institutions à l'utilisation d'un système de traitement non contentieux des réclamations élaboré par la section.

Le partenaire de TI au Rwanda, **Transparency Rwanda** a mis en œuvre un projet appuyé par la Cour Suprême du pays pour prévenir et lutter contre la corruption dans la magistrature. Les conclusions ont été présentées lors de l'assemblée annuelle de toutes les juridictions du pays et ont servi à sensibiliser l'institution judiciaire au rôle qu'elle peut jouer dans la lutte contre la corruption.

## AMÉRIQUES

En **Argentine**, la section de TI, **Poder Ciudadano**, a donné son avis sur la procédure de sélection et de nomination des juges intérimaires à la Cour Suprême. Suite à cela, la publication d'informations relatives au patrimoine des juges a été organisée et une réforme des procédures entreprise.

La section de TI en **Colombie**, **Transparencia por Colombia**, s'est associée à d'autres organisations de la société civile et à certains groupes de médias pour contrôler la transparence des procédures de nomination des magistrats à la Cour Suprême et au Conseil d'Etat. En réponse aux recommandations de cette coalition, les tribunaux ont autorisé le contrôle de la procédure de nomination, un canal de communication pour les citoyens a été établi, et la liste des candidats a été rendue publique.

En **Haïti**, la section de TI, **La Fondation Héritage pour Haïti**, a joué un rôle central dans la préparation du 8ème Forum National sur le thème de *La corruption et la sécurité judiciaire* qui a rassemblé 800 représentants du monde des affaires, du gouvernement et de la société civile.

**Transparencia Mexicana**, le conseil judiciaire de **Mexico** et la Cour Suprême ont signé un accord visant à organiser le contrôle des citoyens sur différents marchés publics et à réformer le système judiciaire. Au **Venezuela**, la section de TI, **Transparencia Venezuela**, en partenariat avec l'Université de Caracas, a organisé un cursus universitaire intitulé *Renforcement des Capacités d'Investigation de la Justice*, axé sur les systèmes judiciaires et les questions pénales, qui a pour objectif de renforcer les capacités anti corruption des juges, des procureurs et des avocats. La première promotion est sortie en novembre 2007.



## ASIE-PACIFIQUE

Pour marquer la journée nationale anticorruption, **TI Fiji** a organisé une conférence sur l'intégrité de la justice, qui a débouché sur la formulation de recommandations en vue de renforcer la transparence et la responsabilité au sein de l'institution judiciaire.

**TI Corée du Sud** a suivi la mise en œuvre des mesures décidées en 2006 par la Cour Suprême et le bureau du Procureur Général, en vue d'éradiquer la corruption dans le système judiciaire. Cette intervention a officialisé le rôle de la société civile dans le contrôle de la mise en œuvre de ces mesures, et a également permis de faire pression sur ces deux institutions judiciaires et de sensibiliser l'opinion publique à cette question.

**TI Malaisie** a suivi les progrès de l'institution judiciaire en matière de lutte contre la corruption en menant une étude évaluant le degré de la corruption judiciaire.

Après la publication d'un rapport de **TI Népal** sur la corruption judiciaire, du *Rapport mondial sur la corruption 2007* de TI et d'un document établi par un groupe de travail constitué par le barreau de la Cour Suprême, le ministre de la Justice du Népal a reconnu publiquement qu'il existait des problèmes de corruption dans le secteur judiciaire et a promis d'engager des réformes.

Suite à la publication par **TI Pakistan** de son *Enquête Nationale sur la Perception de la Corruption*, le Président en exercice de la Cour Suprême du Pakistan et le Comité National pour la Politique Judiciaire ont convenu qu'il fallait éradiquer la corruption sous toutes ses formes. A leur instigation, l'enquête réalisée par TI a été adressée à toutes les Hautes Cours du pays afin qu'elles puissent élaborer des stratégies en vue de prendre les mesures disciplinaires appropriées à l'encontre des fonctionnaires reconnus coupables d'actes de corruption.

Le *Programme d'Etude judiciaire* de **TI Philippines** a examiné différents dossiers judiciaires déposés par le bureau du Médiateur auprès du Tribunal de Sandiganbayan contre des responsables gouvernementaux, afin de comprendre pourquoi, au cours des 27 dernières années, un seul dossier sur les milliers de dossiers déposés chaque année avait été suivi d'une condamnation.

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

**Transparency International Albanie/CAO** a continué à mener campagne pour la réforme du système judiciaire en **Albanie**. Les tables rondes organisées par TI Albanie/CAO dans les principaux districts judiciaires visaient à permettre des débats professionnels entre des juges, des procureurs et des juristes. A l'occasion d'un débat public, organisé dans ce cadre, le Président Bamir Topi a, pour la première fois depuis son élection, déclaré publiquement qu'il fallait réformer le système judiciaire albanais.

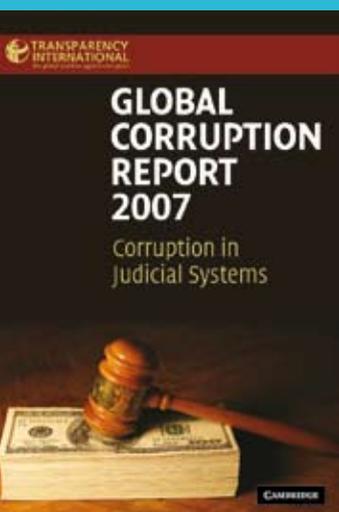
La **section TI Estonie**, invitée par le Ministère de la Justice à diriger les discussions, a joué un rôle déterminant dans l'élaboration d'une stratégie nationale anticorruption.

**TI France** a établi un groupe de travail sur l'utilisation des ressources judiciaires dans la lutte contre la corruption. A l'occasion d'une conférence organisée par la section, intitulée *Justice et lutte contre la corruption* en France, des voix se sont élevées pour critiquer les récentes réformes de procédure visant à limiter le pouvoir d'enquête des magistrats et à renforcer le rôle du ministère public.

Le *Programme pour l'intégrité judiciaire* de **TI Hongrie** vise à améliorer la transparence et la responsabilité dans le système judiciaire hongrois. Il est centré autour d'une campagne pour la réforme du cadre législatif et d'une sensibilisation des jeunes magistrats et des Présidents des tribunaux par le biais de formations sur les risques de corruption. Le *Rapport mondial sur la corruption 2007* de TI dans les systèmes judiciaires sert de référence et les parties pertinentes du rapport ont été traduites en hongrois.

» LA CORRUPTION JUDICIAIRE EST INSIDIEUSE ET DETRUIT  
TOTALEMENT LA BONNE GOUVERNANCE, CE QUI ENTRAINE OU FAIT  
DURER DES CONFLITS « *Gareth Evans, Président de l'International Crisis Group*

### LE RAPPORT MONDIAL SUR LA CORRUPTION 2007



Le *Rapport mondial de TI sur la corruption 2007 – la corruption dans les systèmes judiciaires*, publié en mai par Cambridge University Press, s'intéresse à la corruption judiciaire, examinant la situation des magistrats, des tribunaux et du système judiciaire au sens large, et évaluant les pressions exercées sur le système judiciaire qui peuvent entraîner la corruption. Ce document clé présente les opinions et les expériences d'universitaires, de juristes et de militants associatifs qui analysent les causes et les conséquences de la corruption judiciaire (y compris l'impact de la corruption judiciaire sur la condition des femmes). Le rapport 2007 comprend aussi des analyses spécifiques de la corruption judiciaire dans 35 pays ainsi que les dernières enquêtes menées sur la question de la corruption judiciaire et, plus généralement sur les questions d'intégrité.

Le *Rapport mondial sur la corruption 2007* distingue deux aspects essentiels de la corruption judiciaire: les ingérences du pouvoir exécutif ou législatif dans le processus judiciaire, et la corruption stricto sensu. Le rapport formule une série de recommandations en vue de renforcer l'indépendance des institutions judiciaires et de lutter contre la corruption judiciaire, qui couvrent les domaines suivants : nominations des magistrats, conditions de fonctionnement des tribunaux, questions liées à la responsabilité et aux sanctions, transparence des procédures judiciaires.

Après avoir organisé partout dans le monde une série de manifestations à l'occasion du lancement du rapport, et notamment des tables rondes telles que celle organisée à la Brookings Institution de Washington, TI a continué de soutenir les efforts engagés pour lutter contre la corruption judiciaire. Le rapport a été distribué auprès des décideurs de plus de 100 pays et un *kit d'outils de plaidoyer (Advocacy Toolkit)* a été élaboré pour aider les sections et les autres militants associatifs à planifier et à mener leurs actions de lutte contre la corruption judiciaire. TI a également ciblé les donateurs internationaux pour qu'ils renforcent leur action en faveur des programmes de réformes judiciaires. Le Rapport mondial sur la corruption 2007 a également résulté en de nouveaux partenariats avec des organisations telles que *Due Process of Law Foundation, American Bar Association, Central European and Eurasian Law Initiative* et *Centre for Justice in the Americas*. Enfin, le Secrétariat de TI a profité de la publication du rapport 2007 pour établir un groupe de travail inter-département chargé d'évaluer l'impact du rapport en matière de plaidoyer et de travailler pour faire progresser l'intégrité judiciaire au niveau international, régional et national.

# Le droit à l'information

Le droit à l'information est crucial pour renforcer le pouvoir des citoyens. Par les élections, ces derniers confient l'exercice du pouvoir, en payant l'impôt, ils accordent à l'État les ressources nécessaires. Aussi, les gouvernants doivent non seulement se mettre au service des citoyens, mais aussi les informer et les encourager à participer à la prise de décisions et à la vie publique. L'exercice du droit à l'information rend les gouvernements et les organismes publics responsables devant les citoyens. Cela restreint les pratiques de corruption que l'opacité favorise. Les citoyens doivent constituer la source ultime du pouvoir, car ce sont eux qui subissent les conséquences des abus perpétrés par leurs gouvernants.

## AFRIQUE ET MOYEN ORIENT

TI Kenya a co-présidé le Réseau pour la liberté d'information (*Freedom of Information Network*) et coordonné à ce titre les principales contributions de la société civile dans la rédaction d'un projet de loi. Le texte de Loi sur le droit à l'information (*Access to Information Bill*) ainsi élaboré a fait l'objet d'une proposition de loi soumise au Parlement kenyan.

La section de TI au Liban, **Lebanese Transparency Association (LTA)**, a lancé une campagne intitulée *Le droit de savoir*. Cette campagne visait à faire prendre conscience à l'opinion publique libanaise de la nécessité d'adopter une loi pour le droit à l'information. Pour avancer dans cette direction, la section a signé un Protocole d'Accord avec le Ministère libanais des Finances intitulé « Partenariat pour la transparence », garantissant la transparence et le droit à l'information.

Le partenaire local de TI au Liberia, le **Centre pour la Responsabilité et la Transparence (Center for Accountability and Transparency)**, a testé le niveau d'accès du public à l'information en interrogeant différents responsables et en adressant à diverses institutions publiques des demandes d'informations relatives à des questions d'intérêt général. Les résultats ont été publiés dans un rapport intitulé *Percer le voile du secret (Piercing the Veil of Secrecy)*, présenté par le ministre de l'Information, Laurence K. Bropleh dans les bureaux de la Commission pour la Gouvernance.

Un protocole sur le droit à l'information et la coopération a été signé entre la section de TI en Palestine, la **Coalition AMAN**, et l'Autorité Palestinienne. Par ce protocole, l'Autorité Palestinienne s'engage à accorder l'accès à ses archives à AMAN, à d'autres organisations de la société civile ainsi qu'au public, afin de satisfaire aux principes de transparence et de responsabilité.

## AMÉRIQUES

**Uruguay Transparente**, la section de TI en Uruguay, travaille au sein d'une coalition nationale pour le droit à l'information. L'action de ce groupe a contribué à l'adoption d'une nouvelle loi sur le stockage des données. Un projet de loi sur le droit à l'information est actuellement examiné par le Sénat.

De même, la section de TI **Transparencia Venezuela** a formé la coalition Proaccesso qui milite pour l'adoption d'une loi pour le droit à l'information. Dans le cadre de cette coalition, la section a élaboré les '*Dix principes pour le droit de savoir (X Principles to the Right to Know)*', présentés sur le site [www.proaccesso.org](http://www.proaccesso.org), et engagé un plan d'action avec plusieurs municipalités. Avec le soutien de la section, l'une d'entre elles a désormais adopté un arrêté sur la transparence et le droit à l'information.

## ASIE-PACIFIQUE

La section Orissa de TI Inde a mené une enquête sur un système de garantie d'emplois ruraux pour évaluer si les dispositions de la Loi sur le droit à l'information et les audits sociaux étaient bien respectées. La section du Western Uttah Pradesh a organisé six réunions publiques d'information pour faire mieux connaître la Loi sur le droit à l'information. La section a également ouvert une ligne d'assistance téléphonique dédiée à la Loi sur le droit à l'Information, qui reçoit entre 50 et 100 appels par jour.

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

En septembre 2007, **Transparency International Croatie** a célébré avec plusieurs organisations de la société civile croate la Journée internationale du droit à l'information. Au cours de cette manifestation, la section a fait circuler une pétition demandant la réforme de la Loi sur le droit à l'information, qui a été signée par des milliers de citoyens. Un concert de rock organisé pour promouvoir une gouvernance plus transparente et plus démocratique a attiré plusieurs milliers de spectateurs à qui ont été remis des documents sur la lutte contre la corruption.

# Les marchés publics

Depuis la création du mouvement, la promotion de l'intégrité dans les marchés publics constitue l'une des priorités de TI. Les marchés publics sont notoirement sensibles à la corruption car les contrats impliquent souvent des montants financiers élevés, l'information relative au processus d'attribution des marchés n'est pas toujours rendue publique, les responsables politiques défendent quelquefois leurs intérêts privés, et les pots-de-vin versés par certaines entreprises privées peuvent accroître la pression. Pour TI, l'absence d'intégrité dans les marchés publics débouche sur la corruption politique et le détournement des fonds publics, et affecte le développement.

TI travaille à promouvoir de meilleures pratiques dans les marchés publics par la mise en œuvre de ses Pactes d'intégrité, qui évaluent la transparence des systèmes de marchés publics, en militant pour la réforme du cadre législatif et en surveillant les procédures d'attribution des marchés publics, entre autres initiatives. TI accorde une attention particulière aux contrats passés dans les secteurs de la défense et des travaux publics, qui absorbent tous deux d'importants montants de fonds publics, afin de développer des outils anticorruption et d'encourager de bonnes politiques publiques.

Dans le cadre de sa collaboration permanente avec de nombreuses organisations internationales et banques multilatérales de développement, TI participe à de nombreuses consultations et contribue ainsi à l'élaboration des documents de politique générale, des directives et des règles de ces institutions. A chaque fois, TI souligne le rôle essentiel, pour la prévention de la corruption, d'une implication plus forte et plus efficace de la société civile dans le contrôle des marchés publics.

## AMÉRIQUES

Grâce à la mise en œuvre de plus de 50 *Pactes d'intégrité*, la section de TI au **Mexique**, **Transparencia Mexicana**, exerce un contrôle sur les processus d'attribution des marchés publics, à hauteur d'environ \$30 milliards (€ 21 milliards). La section exerce un contrôle sur les marchés qui ont un impact en termes de développement et d'accès aux services publics, à toutes les étapes de la procédure d'attribution.

Le concept de contrôle par "un témoin social" (une personnalité indépendante de haute probité possédant une expertise dans ce domaine) a été développé par la section et intégré dans les règles relatives aux procédures d'attribution des marchés publics au niveau fédéral. En 2007, la section s'est notamment consacrée au contrôle de la procédure d'attribution de deux grands marchés publics : un grand programme hydroélectrique et la fabrication des principaux documents d'identité.

**Transparencia Paraguay**, la section de TI au **Paraguay**, a élaboré, à l'échelle d'une commune, une carte des risques contractuels, qui a révélé que la municipalité employait un nombre excessif de fonctionnaires, qu'elle ne lançait pas toujours des appels d'offre ouverts, et qu'elle ne permettait pas l'accès aux informations. A la suite de cette étude, une association locale a invité la section à devenir un organisme de contrôle proactif de la municipalité.

La section de TI de **Trinité-et-Tobago**, **Transparency Institute**, a assuré une formation de fonctionnaires de niveau intermédiaire sur l'éthique et la transparence dans les marchés publics. Cette action s'inscrivait dans la mise en œuvre de la réforme du régime des marchés publics et visait à développer une approche concrète de l'éthique dans les marchés publics.

» A CAUSE DE LA CORRUPTION, ON BATIT DES MAISONS INDIVIDUELLES AU LIEU DE PONTS; ON CREUSE DES PISCINES AU LIEU DE SYSTEMES D'IRRIGATION; LES FONDS DESTINES AUX HOPITAUX ET A L'ACHAT DE MEDICAMENTS ATTERRISSENT DANS LES POCHEs DE RESPONSABLES CORROMPUS; LA CROISSANCE ECONOMIQUE EST FREINEE ET LE PUBLIC PERD TOUTE CONFIANCE EN SON GOUVERNEMENT «

OCDE /BAD: " Juguler la corruption dans les marchés publics en Asie et dans la zone Pacifique"

## ASIE-PACIFIQUE

En août 2007, le contact de TI en **Chine**, le '**Anticorruption and Governance Research Center**' de l'Université de Tsinghua, a organisé avec le département Asie-Pacifique du Secrétariat de TI un atelier de renforcement des capacités intitulé *la lutte contre la corruption dans le secteur du bâtiment et des travaux publics: les meilleures pratiques pour des marchés publics transparents*. Cet atelier s'est appuyé sur les recommandations du *Guide TI pour juguler la corruption dans les marchés publics* publié en version chinoise en 2007.

TI **Inde** a remporté un succès important avec la signature de Pactes d'intégrité par 17 entreprises du secteur public indien. De plus, la Commission Centrale de Vigilance a publié une ordonnance recommandant l'adoption des Pactes d'intégrité pour les marchés publics les plus importants.

Grâce à l'intervention active de TI **Indonésie**, un Pacte d'intégrité a été signé par le maire de la ville de Banjarbaru, le Président de la Chambre de Commerce, le responsable du centre local d'information des citoyens et le Président du Parlement local. A ce titre, le gouvernement local s'engage à ne pas exiger ou accepter de pots-de-vin, et les entreprises privées à ne pas verser ni proposer des pots-de-vin. L'accord comprend en outre des dispositions visant à protéger les individus qui dénoncent les pratiques de corruption (*whistle-blowers*) ainsi que diverses mesures visant à faciliter la participation des citoyens au contrôle de la mise en œuvre du Pacte.

TI **Pakistan** a salué les progrès réalisés dans le domaine des marchés publics avec l'établissement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics de la province du Sindh, au Conseil d'Administration de laquelle la section occupera un siège. Des protocoles d'accord relatifs à la passation des marchés publics ont ainsi pu être signés avec des agences nationales, ce qui devrait permettre de réaliser d'importantes économies. De plus, la section, à qui la Banque mondiale a accordé le statut d'observateur indépendant dans le cadre du Projet d'Amélioration de l'Eau de la province du Sindh, est à ce titre chargée de contrôler la procédure d'appel d'offre, de s'assurer de sa conformité aux règles applicables et de certifier, le cas échéant, cette conformité.

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

TI **République tchèque** a publié un *Document d'orientation* consacré à la question des listes noires dans le domaine des marchés publics, qui évalue les avantages et les inconvénients des listes noires et l'opportunité d'adopter un tel système. Le document aborde les questions suivantes : objectifs poursuivis, élaboration et mise en œuvre des listes noires, moyens permettant de mettre en œuvre ce système et d'éviter tout abus.

La section a également publié une étude sur des projets pilotes impliquant un Partenariat Public Privé. Cette étude fait état d'un possible manque de transparence dans les projets et met en garde contre les risques financiers encourus si ces procédures sont utilisées de manière inappropriée, avec pour conséquence que des projets au coût surestimé se révèlent être des échecs et constituent un fardeau supplémentaire pour les budgets publics.

Pendant toute l'année 2007, la section de TI en **Serbie**, **Transparentnost Srbija**, a fait des recommandations pour que les principes de transparence, d'efficacité et de responsabilité soient pris en compte dans la législation en cours d'élaboration relative aux marchés publics, et que les nouvelles règles soient conformes aux normes européennes.

Dans le cadre d'un projet triennal, TI Serbie a développé et testé un outil permettant d'évaluer l'efficacité des autorités responsables de la passation des marchés publics. Les résultats ont servi à « former les formateurs » qui animeront les stages de formation des personnels employés par les autorités responsables des marchés publics, qui seront organisés en 2008.

TI **UK** a publié un document intitulé *Projet de Système Anticorruption*, qui définit des règles globales et intégrées permettant de prévenir la corruption dans les projets de construction privés ou publics. Le Projet comprend une série de normes et de mesures anticorruption ainsi que des outils de mise en œuvre.

# Le secteur privé

Le travail de TI avec le secteur privé est fondé sur la certitude que le combat contre la corruption est une responsabilité qui doit être partagée par l'ensemble des parties prenantes, y compris le secteur privé. Avec les entreprises, l'objectif de TI est de renforcer les politiques et les programmes anticorruption des sociétés, et de faire progresser la transparence dans le monde des affaires.

En 2007, TI a achevé l'élaboration de nouveaux outils anticorruption destinés aux entreprises. Une attention particulière a été portée aux petites et moyennes entreprises (PME), souvent moins conscientes des obligations juridiques résultant des nouvelles lois anticorruption, leurs ressources humaines et financières étant souvent limitées, et plus aisément démunies face à des demandes de pots-de-vin. La version destinée aux PME des Principes pour contrer la corruption dans le secteur privé propose des règles de conduite et prodigue des conseils permettant de limiter le risque de corruption dans les négociations commerciales.

Le travail de TI avec les entreprises s'est également traduit par le développement d'un outil d'auto-évaluation, lancé en 2008, dont une version interactive a été élaborée en partenariat avec Enablon, un éditeur de solutions logicielles dédiées au développement durable.

Les entreprises contrôlées par l'Etat sont confrontées à des défis spécifiques, s'agissant de la mise en œuvre des politiques et des procédures de lutte contre la corruption. Au cours de l'année écoulée, TI a travaillé en Chine avec des entreprises publiques du secteur du bâtiment et des travaux publics pour faire connaître et diffuser les bonnes pratiques en matière de lutte contre la corruption, et notamment les Principes pour contrer la corruption dans le secteur privé. Les activités de TI dans les Balkans ont également confirmé que ces Principes sont tout à fait applicables aux entreprises publiques.

La résistance initiale des entreprises privées à la notion de contrôle ou de certification externe des politiques anticorruption a nettement diminué au cours des dernières années. Cette évolution s'explique en partie par l'intensification des campagnes menées par les parties prenantes, et notamment TI, pour que les informations publiées par les entreprises dans ce domaine soient plus crédibles, et également parce que l'évaluation par des tiers des programmes anticorruption est de plus en plus perçue comme un complément logique du cycle mise en œuvre, auto-évaluation et retour d'expérience. En 2007, TI a poursuivi son travail avec d'importants cabinets d'expertise comptable en formant le Groupe de certification anticorruption (l'Anti-bribery Assurance Group) pour mettre au point une démarche de certification des programmes anticorruption, qui vise à définir des objectifs et des critères spécifiques de certification qui feront l'objet d'un débat public.



« LA CORRUPTION EST UNE ATTITUDE À COURT TERME, CAR ON TROUVE TOUJOURS PLUS FORT QUE SOI » Mark Pieth, responsable du Groupe de travail anticorruption de l'OCDE, lauréat du Prix de l'Intégrité 2007

## AFRIQUE ET MOYEN ORIENT

Le groupe **Middle East and North Africa (MENA)** du Secrétariat de TI a organisé une série d'ateliers dans le cadre du projet *Promotion des Principes pour contrer la corruption dans le secteur privé dans la région MENA*. Ce projet visait à présenter à un auditoire arabe les Principes de TI pour combattre la corruption dans le secteur privé, en vue de développer une pratique commune. Les ateliers se sont déroulés en Jordanie, au Maroc et au Bahreïn.

En février 2007, la version arabe du *Code libanais de gouvernance des entreprises* a été publiée par la section de TI, **Lebanese Transparency Association (LTA)**. La section a organisé une série d'ateliers consacrés aux questions soulevées par l'adoption du Code et les principes qu'il promeut, auxquels ont participé plusieurs entreprises libanaises.

**TI Zambie** et **TI Norvège** ont organisé une série d'ateliers chargés d'établir des coalitions avec des institutions et des individus prêts à conduire des actions de sensibilisation à la question de la corruption dans le secteur privé. Les participants venaient de tous les horizons de la société zambienne, et notamment du gouvernement, du monde des affaires et de la société civile.

## AMÉRIQUES

Le Réseau Amérique Latine de TI (TILAC) se donne pour mission prioritaire de favoriser des réponses collectives à la question de la corruption dans le secteur privé. En partenariat avec l'Association latino-américaine des fabricants de canalisations, les sections de TI et les autres partenaires de la société civile ont encouragé différents fabricants de conduites en **Argentine**, au **Brésil** et en **Colombie** à signer des accords anticorruption.

La section de TI au **Chili**, **Chili Transparente**, et l'université Alberto Hurtado de Santiago ont élaboré un programme pour l'intégrité dans les entreprises afin d'encourager une gestion transparente et responsable. Les entreprises qui ont adopté ce programme ont bénéficié d'une augmentation de leur productivité et de leur compétitivité ainsi qu'une réduction de leurs dépenses. Aussi, la section a été sollicitée pour adapter ce programme aux collectivités locales, sous forme de règles de bonne administration, et deux municipalités ont désormais adopté ces règles.

En **Colombie**, la section de TI, **Transparencia por Colombia**, a évalué les pratiques anticorruption des entreprises. L'étude a mis en évidence l'existence de pressions concurrentielles incitant les entreprises à se livrer à des actes de corruption et a examiné les pratiques en vigueur en matière de lutte contre la corruption. La section est parvenue à la conclusion qu'il était nécessaire de renforcer la volonté des acteurs concernés de libérer le secteur privé de toute corruption. Les résultats de cette étude serviront à définir des stratégies visant à sensibiliser les responsables du secteur privé à l'importance de la mise en œuvre de programmes anticorruption.

Dans le cadre des campagnes menées par **TI USA** en faveur de l'adoption par les entreprises de programmes d'intégrité, la section s'est exprimée à l'occasion de plusieurs grandes conférences organisées à l'intention de juristes d'entreprises, appelant à un plus grand respect des lois fédérales réprimant la corruption de fonctionnaires étrangers.

## PROMOUVOIR LA TRANSPARENCE DES REVENUS

En 2007, l'action de TI dans le domaine de la transparence des revenus a essentiellement consisté en la production d'un rapport portant sur 42 grandes entreprises de l'industrie du gaz et du pétrole du monde entier. Ce document, publié en 2008, est le fruit d'une collaboration étroite avec de nombreuses parties prenantes y compris les entreprises elles-mêmes. L'objectif de cette étude et des activités de plaidoyer qui y sont associées est de fournir des informations fiables aux entreprises, aux investisseurs, aux gouvernements et à la société civile afin de favoriser une utilisation plus responsables des richesses générées par l'exploitation des ressources naturelles.

Évaluant les politiques, les systèmes de gestion et les performances de ces entreprises en matière de transparence, à l'occasion des opérations d'extraction de gaz et de pétrole, l'étude a montré qu'elles ne publiaient pas toujours suffisamment d'informations relatives aux paiements effectués en faveur des gouvernements des pays où elles opèrent.

Le projet Promouvoir la transparence des revenus (*Promoting Revenue Transparency*) soutient les efforts entrepris par l'EITI (Initiative pour la transparence des revenus dans les industries extractives), une importante coalition rassemblant de nombreuses parties prenantes. En plus de son partenariat avec l'EITI, TI a également collaboré avec plusieurs grandes associations, notamment Revenue Watch Institute, CARE, CAFOD, Secours Catholique-Caritas France et Publish What You Pay Network.

Les sections d'Algérie, d'Autriche, d'Australie, d'Azerbaïdjan, du Canada, de France, d'Indonésie, d'Italie, du Japon, du Kazakhstan, de Malaisie, du Nigeria, du Royaume-Uni, des États-Unis et du Venezuela, pays où les entreprises de l'industrie du gaz et du pétrole opèrent et/ou ont leur siège social, ont participé aux recherches et aux actions de sensibilisation. La question de la raréfaction des ressources naturelles étant désormais en haut de l'ordre du jour de la communauté internationale, TI pense pouvoir apporter une forte contribution à la transparence et à la responsabilité dans ce domaine en incitant les entreprises à publier les informations relatives aux paiements qu'elles effectuent en faveur des gouvernements des pays où elles opèrent.

## ASIE-PACIFIQUE

TI Japon a adapté les *Principes pour lutter contre la corruption dans le secteur privé* pour le monde des affaires japonais et, afin de sensibiliser l'opinion publique, a diffusé un document rapportant les 10 plus graves scandales de corruption qui ont secoué le pays.

TI Australie et le Secrétariat International de TI ont activement participé à la consultation conduite par l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique), à l'occasion de l'élaboration des Principes pour la transparence et la lutte contre la corruption de l'APEC, en se basant sur les *Principes pour lutter contre la corruption dans le secteur privé*.

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

TI Estonie a rassemblé des représentants du secteur privé et du secteur public au sein d'un groupe de travail qui a élaboré un Code de Déontologie pour le secteur privé.

La section de TI en Grèce, TI Hellas, en partenariat avec l'Association des Banques Grecques, a organisé une conférence sur la corruption et le blanchiment dans les opérations bancaires, qui a attiré plus de 300 participants et a été largement couverte par les médias. Des intervenants de premier plan ont animé cette conférence, et notamment le ministre grec de l'Economie et des Finances et le directeur adjoint de l'initiative anticorruption du Groupe Wolfsberg.

Transparency International Lettonie a contrôlé des travaux de construction entrepris dans une zone de dunes protégée pour veiller à ce que ces projets respectent les principes de transparence et de responsabilité.



# Les conventions internationales

Les conventions internationales jouent un rôle essentiel du fait de la nature mondiale et transnationale de la corruption. En établissant des règles et des normes mutuellement acceptables et en facilitant la coopération entre les Etats, les conventions internationales constituent un cadre global d'action contre la corruption.

La ratification et la mise en œuvre de ces instruments permettent d'évaluer la volonté politique des Etats de lutter contre les méfaits de la corruption transnationale. Les conventions internationales établissent des règles de conduite transparentes qui permettent aux citoyens et aux Etats signataires d'évaluer les progrès accomplis par chaque Etat, en tant que membre de la communauté internationale.

## AFRIQUE ET MOYEN ORIENT

Les sections africaines se sont jointes en juin 2007 à leurs homologues des pays membres du G8 pour publier une déclaration commune à l'occasion de la réunion des dirigeants du G8 à Heiligendamm, en Allemagne. Cette déclaration demandait aux pays industrialisés de lutter contre la corruption et de veiller à ce que les entreprises multinationales dont leur siège est établi dans les Etats membres du G8 ne puissent plus se livrer impunément à des actes de corruption, à l'occasion de leurs activités avec l'Afrique. Elle affirmait qu'une meilleure application de la Convention pour la Lutte contre la corruption de fonctionnaires étrangers dans les transactions commerciales internationales de l'OCDE constituerait un progrès essentiel à cet égard.

La section de TI au Koweït, la **Koweït Transparency Society**, a organisé une *Conférence Nationale sur la Transparence*, essentiellement consacrée à la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) à laquelle ont participé des experts internationaux de haut rang spécialistes de la lutte contre la corruption qui ont débattu des meilleurs moyens de rendre sa mise en œuvre plus efficace.

Reconnaissant le rôle important des chefs religieux dans le combat contre la corruption, la section de TI au **Sierra Leone**, le **National Accountability Group**, a tenu dans les différentes capitales régionales du pays plusieurs ateliers de formation dans le cadre de la Campagne pour la transposition et la mise en œuvre de la CNUCC.

## AMÉRIQUES

2007 a marqué le 10<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention Interaméricaine Contre la Corruption (CIACC). **Transparencia Venezuela**, **Transparency International Canada** et le Département **Amériques** du Secrétariat de TI ont organisé à Caracas, au Venezuela, une conférence pour débattre des progrès réalisés et des défis à relever pour mettre en œuvre cette convention. Le renforcement de la participation de la société civile dans le cadre du mécanisme d'évaluation de la CIACC et la production de données statistiques officielles sur la mise en œuvre de cette Convention sont au nombre des questions dont les gouvernements devraient se préoccuper davantage.

En 2007, 10 pays ont fait l'objet de la procédure officielle d'évaluation prévue par la CIACC. Les sections de TI et d'autres organisations de la société civile de **Bolivie**, du **Chili**, de **Colombie**, de **République dominicaine**, du **Salvador**, du **Mexique**, du **Pérou** et de **Trinité-et-Tobago**, ont présenté leur propre évaluation des performances de leur pays en matière de marchés publics, de protection des *'whistle-blowers'* et de pénalisation de la corruption.

Les sections de TI au **Canada**, au **Guatemala** (où l'évaluation est prévue pour 2008) et aux **USA**, ont adressé leurs rapports à l'Organisation des Etats Américains.

A l'occasion de manifestations publiques organisées par **TI USA** et le Département **Amériques** du Secrétariat de TI, les sections de la région ont pu partager leurs analyses sur le respect de la convention avec un large auditoire composé de décideurs et de représentants de la société civile. Le gouvernement vénézuélien a empêché la section de TI au **Venezuela**, **Transparencia Venezuela**, de présenter ses conclusions lors de cette rencontre. En réponse, de nombreuses organisations de la société civile des Amériques ont déclenché une campagne en faveur d'une participation accrue de la société civile au Venezuela.

» LA CONVENTION CONSTITUE UNE AVANCE ESSENTIELLE VERS L'ADOPTION DE REGLES APPLICABLES A TOUS. IL Y A TOUTEFOIS UNE DIFFERENCE ENTRE L'ADOPTION DE REGLES ET LEUR APPLICATION EFFECTIVE « Angel Gurría, Secrétaire Général de l'OCDE

Un an après la signature de la *Déclaration du Guatemala pour une région exempte de corruption*, les sections de TI et d'autres organisations de la société civile d'**Amérique centrale** et de **République Dominicaine** ont évalué sa mise en œuvre dans des domaines tels que le droit à l'information, la protection des *whistle-blowers* et la transparence du financement politique. Bien que sa mise en œuvre soit considérée comme insuffisante, l'importance de cet instrument politique a toutefois été réaffirmée en tant que complément des conventions internationales et des initiatives anticorruption nationales.

Au **Mexique**, pour sensibiliser l'opinion publique aux questions liées aux Conventions internationales, la section de TI, **Transparencia Mexicana**, a lancé un portail Internet, [www.anticorrupcion.org.mx](http://www.anticorrupcion.org.mx), qui donne la liste des Conventions ratifiées par le Mexique, fait le point sur leur mise en œuvre et indique de quelle manière la société civile peut s'impliquer.

## ASIE-PACIFIQUE

**TI Bangladesh** et **TI Pakistan** se sont félicités de l'adoption par leur pays en 2007 de la Convention des Nations Unis contre la Corruption (CNUCC), en faveur de laquelle ces deux sections avaient mené campagne depuis de nombreuses années.

Pendant la phase préparatoire de la deuxième Conférence des Etats-Parties à la CNUCC à Bali, **TI Indonésie** a organisé un groupe de travail consacré à la question du recouvrement d'avoirs, qui a permis de sensibiliser les associations de la société civile participantes à l'actualité et au potentiel de cette Convention.

Dans le cadre de sa campagne en faveur de la CNUCC, **TI Népal**, ainsi que d'autres organisations partenaires de la société civile ont présenté au Président du Parlement népalais un mémorandum en faveur de la ratification de la CNUCC. Suite aux assurances formulées par le Président du Parlement, les députés ont adopté une résolution demandant au gouvernement d'entamer la procédure en vue de la ratification.

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

Dans le cadre d'un projet d'évaluation de la mise en œuvre des recommandations faites par le Réseau anticorruption de l'OCDE, **Transparency International Géorgie** a examiné les obstacles réglementaires à leur application. Le projet a permis de déterminer quelle est la capacité des collectivités locales à mener leurs actions anticorruption. Les résultats de cette étude ont été présentés au réseau de l'OCDE, au gouvernement géorgien et au public.

La section de TI en **Allemagne**, **Transparency International Deutschland**, a profité du sommet du G8 à Heiligendamm en juin 2007 pour demander au gouvernement allemand de ratifier le plus rapidement possible la Convention des Nations Unis contre la corruption en soulignant la responsabilité particulière de l'Allemagne en tant que pays hôte de ce sommet.

La campagne menée par **TI Russie** en faveur du respect des accords internationaux pour la lutte contre la corruption a contribué à sensibiliser la société russe aux notions de transparence, de responsabilité et d'intégrité, ainsi qu'aux principales Conventions internationales anticorruption, et notamment la CNUCC et la Résolution anticorruption du G8.

## CONVENTION DES NATIONS UNIS CONTRE LA CORRUPTION

En 2007, TI a dirigé la campagne en faveur d'un suivi efficace de la Convention des Nations Unis contre la corruption (CNUCC), qui est à ce jour la convention internationale anticorruption la plus complète. TI a formulé des propositions relatives au dispositif de suivi, qui ont fait l'objet de discussions entre de nombreuses sections nationales et leur gouvernement respectif.

TI a également continué à fédérer le large soutien apporté à la Convention par les organisations de la société civile en faveur de la CNUCC, notamment en constituant la Coalition des associations de la société civile pour la CNUCC.

Dans le cadre de la campagne de TI en faveur d'un contrôle indépendant des performances gouvernementales en matière de mise en œuvre de la Convention, 20 sections ont évalué la mise en œuvre de la convention dans leur pays respectif et répondu, parallèlement à leur gouvernement, au questionnaire officiel d'auto évaluation.

Cette évaluation indépendante a été conduite par les sections de TI des pays suivants : Algérie, Argentine, Arménie, Bangladesh, Chili, Colombie, Allemagne, Guatemala, Kenya, Koweït, Lituanie, Mexique, Niger, Nigeria, Papouasie–Nouvelle–Guinée, Paraguay, Roumanie, USA, Venezuela, Zimbabwe.

Une attention particulière a été apportée aux dispositions de la CNUCC relatives au recouvrement d'avoirs qui ouvrent des perspectives aux pays en voie de développement et devraient exercer à l'avenir un effet dissuasif.

## CONVENTION DE L'OCDE POUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DES FONCTIONNAIRES ETRANGERS DANS LES TRANSACTIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

TI a également poursuivi son travail sur la Convention de l'OCDE pour la Lutte contre la Corruption des Fonctionnaires Etrangers dans les Transactions Internationales, en publiant son troisième rapport d'étape sur la mise en œuvre de la convention, rapport qui couvre 34 des 37 pays signataires.

Les experts des sections de TI de nombreux pays (Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Italie, Japon, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Suisse et USA) ont contribué au rapport.

En dépit de quelques progrès, l'exposé souligne que plus de la moitié des Parties à la convention, dont certains pays exportateurs importants tels que le Royaume-Uni ou le Japon, n'ont pas ou quasiment pas mis en œuvre les dispositions du texte.

La décision du Service britannique de la répression des graves d'interrompre son enquête relative à des allégations de corruption de fonctionnaires étrangers pour raison de sécurité nationale constitue un dangereux précédent pour l'avenir de la Convention.

TI estime que faute d'une mise en œuvre effective, la Convention court un risque de désagrégation et a souligné ce point lors des cérémonies organisées à l'OCDE à l'occasion du 10<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention.

# La pauvreté

Le rôle de la corruption dans la perpétuation de la pauvreté est une des raisons essentielles pour lesquelles TI combat la corruption. En faire un champ d'action prioritaire reflète la volonté de TI de s'attaquer davantage aux problèmes de corruption qui affectent directement la vie des gens. Lorsque la corruption prive des individus et des groupes de leurs droits et libertés fondamentaux, cela affecte le fondement même des processus de développement et porte directement atteinte aux efforts visant à réduire la pauvreté. TI estime que la corruption entraîne une inégalité des chances dans la participation aux prises de décisions et pour l'accès aux services publics de base.

En affrontant la corruption sous l'angle du processus de développement, TI s'appuie sur les Conventions nationales ou internationales qui font obligation aux Etats d'agir en faveur des droits humains, de la démocratie et du développement. Au niveau national, TI utilise le réseau qu'elle a tissé avec de nombreuses parties prenantes tant au sein des gouvernements et des milieux de la politique et de l'administration, que de la société civile et de tous les secteurs de la société. Utilisant des outils spécifiques d'analyse et d'enquête, TI aborde directement les problèmes de gouvernance qui limitent les droits ou les possibilités offerts aux citoyens de participer au développement politique, économique et social. Cette action rejoint les autres efforts de TI, en particulier dans le domaine de la corruption politique, en demandant que les Etats rendent compte de leurs actes devant leurs citoyens marginalisés.

Les sections de TI conduisent à la fois des actions de sensibilisation du public et des campagnes ciblées en faveur de réformes politiques, réglementaires et institutionnelles. Le travail de TI sur l'accès aux services publics a montré la nécessité d'une participation effective des plus démunis dans les processus d'évaluation des risques, de planification et de mise en œuvre des projets. Ce travail continue de servir de base aux recommandations de TI auprès des institutions multilatérales afin de prévenir la corruption lors d'opérations de coopération internationale pour le développement.

## AFRIQUE ET MOYEN ORIENT

La section de TI au **Liban**, **Lebanese Transparency Association (LTA)**, a mené deux études qui analysent les finances publiques au Liban. La première examine le cadre juridique du budget et la deuxième examine la dette publique, la décomposition du budget et le rôle de la société civile dans le processus budgétaire.

La section de TI à Madagascar, **Transparency International Initiative Madagascar**, a travaillé avec les autorités locales, les groupes communautaires et les médias pour introduire plus de transparence dans la gestion budgétaire de quatre villes. Le projet vise à renforcer les capacités de la société civile à contrôler efficacement les processus budgétaires.

Au **Sénégal**, la section de TI, **Forum Civil**, a poursuivi le travail entrepris à l'occasion de deux études antérieures sur les problèmes potentiels dans les secteurs de la santé, des ressources naturelles et de l'environnement, afin de sensibiliser le public au lien entre pauvreté et corruption. Une série de tables rondes ont rassemblé des décideurs politiques, des prestataires de services issus de différents secteurs et des intervenants de la société civile concernés, et ont fait l'objet d'une communication active auprès des médias.

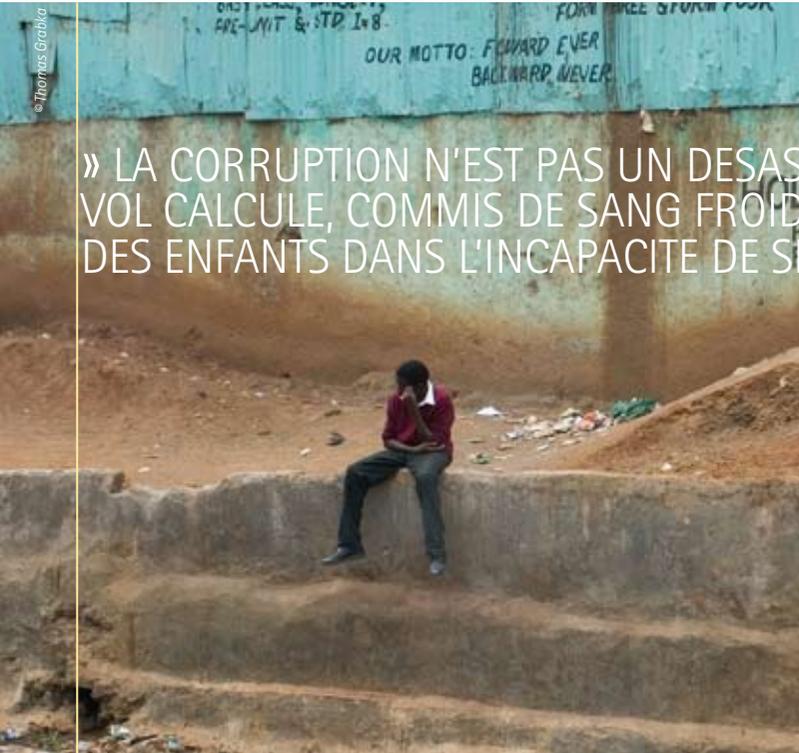
Grâce à ces actions, la section a réussi à faire des questions de transparence et d'intégrité dans ces secteurs le centre des discussions relatives aux progrès réalisés par le Sénégal en matière de développement.

La section de TI, **National Accountability Group** en **Sierra Leone** a mené campagne en faveur de la participation de la société civile dans le processus budgétaire, en exerçant un contrôle sur le budget et les dépenses publiques dans le cadre des initiatives de réduction de la pauvreté. Son *Guide des finances publiques pour les citoyens* a servi de référence lors de sessions régionales de formation destinées aux organisations de la société civile, et consacrées à la gestion budgétaire et aux finances publiques. Ces formations ont débouché sur un sommet de la société civile qui a également préconisé le dialogue avec les parlementaires et les responsables gouvernementaux sur la question des finances publiques.

En coopération avec l'Institute for Security Studies d'Afrique du Sud, **TI Zimbabwe** a coordonné les recherches sur la corruption et l'accès aux traitements du VIH/Sida en Afrique du Sud. A cette occasion, un rapport a été publié, intitulé *Un cocktail mortel : impact de la corruption sur les efforts de prévention et de traitement du VIH/Sida en Afrique du Sud*.

» LA CORRUPTION N'EST PAS UN DESASTRE NATUREL: IL S'AGIT D'UN VOL CALCULÉ, COMMIS DE SANG FROID CONTRE DES HOMMES, DES FEMMES ET DES ENFANTS DANS L'INCAPACITÉ DE SE PROTÉGER «

*Bhuran Hasan, journaliste*



## AMÉRIQUES

La **Fundación para el Desarrollo de la Libertad Ciudadana**, la section de **TI au Panama**, en collaboration avec d'autres organisations de la société civile, a réussi à imposer l'établissement d'un Programme national de développement. TI Panama a proposé d'affecter à des projets sociaux les US \$30 milliards (€21 milliards) de bénéfices supplémentaires provenant de l'extension du Canal de Panama et de la mise en place d'un dispositif de contrôle de l'exploitation du Canal. L'Etat a répondu à cette proposition par un plan d'action comprenant l'adoption d'une loi relative aux cotisations sociales, à la décentralisation et à la participation des citoyens.

La section **péruvienne** de TI, **Proética**, s'est intéressée au fonctionnement des services publics de l'éducation et de la santé dans des districts caractérisés par une grande pauvreté, à l'occasion d'une analyse en profondeur sur le lien entre corruption et pauvreté. Dans une deuxième étape, Proética examinera les ressources affectées aux districts, en prêtant une attention particulière aux risques potentiels de corruption. Cette analyse servira à élaborer et à promouvoir un système de contrôle des conditions de délivrance des services publics, afin d'éviter que la corruption ne provoque des livraisons irrégulières de matériel scolaire et de médicaments ou d'autres difficultés de même ordre.

**TI USA** a continué d'apporter sa contribution aux recommandations faites par TI à la Banque Mondiale, en vue d'éviter que les fonds d'aide au développement soient détournés, et afin que soient encouragés une bonne gouvernance des pays emprunteurs, le renforcement de la transparence, et la participation de la société civile. TI USA a également poursuivi sa collaboration avec le bureau pour le développement social de la Banque mondiale pour promouvoir le développement de la société civile.

## ASIE-PACIFIQUE

**TI Papouasie-Nouvelle-Guinée**, dans le cadre de son projet de sensibilisation électorale, a organisé des manifestations de théâtre de rue pour informer la population du nouveau système électoral, à l'adoption duquel la campagne conduite par la section a largement contribué.

Avec le soutien du gouvernement provincial, **TI Vanuatu** a organisé des ateliers de sensibilisation aux questions de gouvernance, d'intégrité et de responsabilité ainsi qu'au rôle respectif des citoyens et des gouvernements. En tout, 980 personnes ont participé à ces ateliers.

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

**TI Danemark**, en coopération avec l'Association danoise pour la Coopération Internationale a organisé, dans le cadre de sa politique de sensibilisation, un forum pour débattre des conséquences de la corruption sur le développement et le combat contre la pauvreté.

# L'accès aux services publics

## AFRIQUE ET MOYEN ORIENT

Transparency International **Zambie** a publié un rapport intitulé *'Montre-moi l'argent'* : il s'agit d'une analyse complète des rapports annuels rédigés depuis 20 ans par la Cour des Comptes montrant que de très importantes sommes d'argent ne sont pas correctement utilisées.

Selon ce rapport, chaque année, environ 350.000 milliards de kwacha zambiens (soit US \$100 millions ou €70 millions) sont détournés, volés ou font l'objet d'une gestion désastreuse. Le rapport a rencontré un très fort intérêt et a été présenté dans tout le pays.

## AMÉRIQUES

La section de TI en **Argentine**, **Poder Ciudadano**, a travaillé en collaboration avec la Direction de la Culture et de l'Éducation de la province de Buenos Aires pour améliorer la transparence de la procédure d'attribution d'un marché public d'un montant de US \$1,6 million (€1,1 million) portant sur la fourniture d'ouvrages scolaires. La section a organisé des auditions publiques pour sensibiliser le public aux procédures d'attribution du contrat. Cette initiative a facilité la participation des entreprises et de la société civile à la procédure d'appel d'offres. Cette action a également eu pour effet de renforcer les compétences des autorités responsables ; elle sera reconduite au cours de la prochaine année scolaire.

**Acción Ciudadana**, la section de TI au **Guatemala**, a signé un Pacte d'intégrité avec l'Institut de Sécurité sociale du Guatemala et l'Ordre National des pharmaciens. Ce pacte formalise les voies de communication existantes afin de renforcer la transparence des procédures d'achat des médicaments. La signature du Pacte a également permis un accord sur le contenu des appels d'offres et une procédure de contrôle de la mise en œuvre a été définie.

La section de TI en **Haïti**, la **Fondation Héritage pour Haïti**, a réalisé un diagnostic de l'état de la gouvernance dans deux hôpitaux publics, qui a permis d'évaluer la quantité et la qualité des services, et analysé de quelle manière le système existant peut encourager la corruption et affecter le service rendu. Un rapport de 25 pages a été présenté lors de la Journée Internationale contre la Corruption.

## AFRICA EDUCATION WATCH

*Africa Education Watch*, un programme triennal visant à améliorer la transparence et la responsabilité dans la gestion et l'utilisation des ressources affectées à l'éducation primaire, a été lancé en juillet 2007 par plusieurs partenaires de TI au **Ghana**, à **Madagascar**, au **Maroc**, au **Niger**, en **Ouganda**, au **Sénégal** et en **Sierra Leone**.

S'inspirant des conclusions de la phase de diagnostic, qui a permis d'évaluer les gaspillages, les détournements et la corruption dans le secteur de l'éducation primaire, les sections de TI vont faire des recommandations en faveur de réformes politiques et d'une amélioration du service rendu, grâce au renforcement de la transparence dans l'utilisation des ressources affectées à l'éducation.

L'un des points clefs du programme est l'implication de la société civile locale ainsi que des responsables de l'éducation et des finances des pays participants. L'analyse comparative des évaluations nationales, ainsi qu'un rapport régional sur les actions de plaidoyer, permettront à la campagne de prendre une dimension internationale.

» LES PAUVRES NE PEUVENT PAS VERSER DES POTS-DE-VIN. C'EST POUR CELA QUE LA CORRUPTION LES PRIVE DU DROIT A UN ACCES EQUITABLE A L'EDUCATION ET DONC A L'UN DES MECANISMES LES PLUS PUISSANTS POUR ECHAPPER A LA MISERE « UNESCAP/PNUD PNUD/ADB, Accès aux services publics de base pour les pauvres et les marginalisés "

## ASIE-PACIFIQUE

L'outil développé par **TI Inde**, *Les Chartes citoyennes*, officialise l'engagement des organismes signataires en faveur du respect des normes, de la qualité et de la fourniture des services publics dans les meilleurs délais. Ces chartes comprennent des mécanismes de dépôts de plaintes et un outil de contrôle de la transparence et de la responsabilité. Dix ans après l'introduction du concept, en 1997, 118 *Chartes citoyennes* ont été élaborées par le gouvernement central et les ministères et 711 ont été développées par divers Etats et administration locales.

En 2007, pour s'assurer de l'efficacité de ces chartes et pour aider les fournisseurs de services intéressés à les adopter en fonction des besoins locaux, quatre modèles de base des *Chartes citoyennes*, déclinés pour correspondre aux spécificités de l'éducation, des hôpitaux, de la police et des systèmes publics de distribution, ont été élaborés et diffusés.

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

Un document d'orientation publié par **TI Autriche** sur *La corruption dans le secteur de la santé* a déclenché un débat public sur la question des dessous-de-table versés pour raccourcir les délais d'attente dans le secteur de la santé. Le premier résultat de ce débat a été une plus grande transparence des listes d'attente des hôpitaux de Vienne, limitant ainsi les risques de manipulation.

**TI République tchèque** a publié une étude qui a attiré l'attention sur l'insuffisance du financement du secteur de la santé en République tchèque. Selon cette étude, le déficit du système de santé tchèque s'élevait en 2005 à environ US \$1,3 milliard (€830 millions) soit 9,5% des dépenses, tandis que le déficit du système d'assurance invalidité s'élevait à US \$400 000 (€255 000).

Suite à la privatisation du secteur hospitalier en **Géorgie**, **Transparency International Géorgie** a préconisé la mise en place d'un dispositif de contrôle par la société civile. La section a surveillé la mise en œuvre des différents accords de privatisation, dispensé à des journalistes une formation leur permettant de suivre l'application de la réforme du secteur de la santé, et formulé des recommandations à l'attention des ministères de tutelle.

**TI Roumanie** a mis en point un instrument de promotion de l'intégrité publique et de la participation des citoyens au contrôle des services publics. La méthodologie est le résultat d'un projet pilote mis en œuvre avec succès par la section au niveau local. L'élément essentiel est la conception d'un outil de mesure objectif et efficace pour évaluer la fourniture des services publics au niveau national.

# L'assistance humanitaire

TI cherche à combattre la corruption qui peut se développer à l'occasion de la mise en œuvre de programmes humanitaires ou de reconstruction destinés à gérer les conséquences des désastres naturels ou des conflits civils. TI considère qu'il est essentiel d'encourager au sein de la communauté humanitaire l'échange d'informations relatives aux initiatives anticorruption, généralement définies en interne, et qu'il y a beaucoup à apprendre des efforts conduits par d'autres organisations dans le domaine de la lutte contre la corruption.

En 2007, TI a engagé un partenariat avec de grandes organisations humanitaires telles que Action Aid, CARE International/USA, Catholic Relief Services, Islamic Relief Worldwide, Lutheran World Federation, Save the Children USA et World Vision International. Le Secrétariat de TI a travaillé avec une équipe d'experts du Feinstein International Center de l'Université Tufts (Boston, USA) et du Département Humanitarian Policy Group de l'Institut de développement d'outre-mer (Overseas Development Institute, Londres, Royaume-Uni), spécialisés dans l'étude des politiques humanitaires, afin de développer un dialogue constructif avec ces organisations partenaires, au niveau du siège ou sur le terrain. Les débats ont porté sur les risques de corruption auxquels elles sont confrontées dans leur travail, l'efficacité ou les lacunes des mesures anticorruption déjà en place, les progrès à réaliser, ainsi que l'intérêt éventuel de nouvelles initiatives de lutte contre la corruption. La Carte des risques de corruption, développée en 2006, a servi d'outil de diagnostic.

En 2008, ce travail se traduira par la publication d'un guide des meilleures pratiques et la présentation d'outils permettant d'aider les personnels des organisations humanitaires à prévenir et à réduire les risques de corruption associés à leur action.

## AFRIQUE ET MOYEN ORIENT

Un an après la fin de la guerre de 2006, la section de TI au **Liban**, **Lebanese Transparency Association** (LTA), a lancé sa *Campagne pour la transparence et l'intégrité de la reconstruction et de l'indemnisation*. S'adressant à toutes les parties prenantes concernées (gouvernement libanais, parlement, formations politiques, municipalités et institutions publiques, secteur public et privé et organisations de la société civile), cette initiative a été le point de départ d'un dialogue national sur la question de la corruption dans la reconstruction après-guerre.

## ASIE-PACIFIQUE

A l'occasion du troisième anniversaire du tsunami de 2004, **TI Sri Lanka** a fait publiquement état de ses préoccupations relatives aux écarts possibles entre le montant des fonds pour la reconstruction promis et les montant versés et dépensés, et appelé à un meilleur accès à l'information ainsi qu'à l'ouverture d'enquêtes sur les procédures d'indemnisation.

**TI Indonésie** s'est intéressé aux activités de l'Agence de réhabilitation et de reconstruction d'Aceh, examinant les mécanismes anticorruption mis en place par l'Agence pour prévenir la corruption dans le cadre de la reconstruction suite au tsunami.

# Le Réseau pour l'Intégrité dans le secteur de l'eau

TI est un des membres fondateurs du Réseau pour l'Intégrité dans le secteur de l'eau (Water Integrity Network, WIN), établi en 2006 en partenariat avec des organisations clés du secteur de l'eau pour lutter activement contre la corruption dans ce secteur. La mauvaise gouvernance et la corruption sont étroitement corrélées avec l'insuffisance des services de distribution d'eau et d'assainissement, la pollution et la raréfaction de la ressource en eau, ce qui rend encore plus difficile la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies. L'accès à l'eau est souvent déterminé non pas par son éventuelle rareté mais par le degré d'intégrité de la gestion dans les secteurs de la distribution, de l'assainissement, de l'hydroélectricité et de l'irrigation. Il est donc vital d'encourager la bonne gouvernance et la responsabilité dans le secteur de l'eau.

Hébergée au Secrétariat de TI, WIN est une organisation qui rassemble aujourd'hui plus de 400 individus et organisations du monde entier. WIN vise à sensibiliser l'opinion aux enjeux de la corruption dans le secteur de l'eau, de favoriser le partage des connaissances et les partenariats et de développer des outils permettant de lutter contre la corruption dans ce secteur.

En 2007, WIN a organisé pour les régions Afrique, Amérique latine et Asie du Sud des ateliers rassemblant des représentants des secteurs privé et public, de la société civile et des donateurs. Les participants ont pu partager leurs expériences en matière de bonnes pratiques et se familiariser avec différents concepts et démarches en vue de développer des partenariats. WIN a également publié des documents de recherche analysant le lien entre la pauvreté et la corruption affectant le secteur de l'eau.

Au cours de l'année écoulée, les experts de WIN ont contribué à la rédaction du Rapport mondial sur la corruption 2008 de TI, qui s'intéresse à la question de la corruption dans tous les segments du secteur de l'eau. Le rapport présente des études de cas, des exemples de bonnes pratiques, des leçons tirées de l'expérience et des recommandations en vue de progresser dans la connaissance des différents dispositifs utilisés pour lutter contre la corruption dans le secteur de l'eau. Le Rapport mondial sur la corruption 2008, publié pendant l'été 2008, constitue un outil de plaidoyer essentiel pour faire progresser l'intégrité dans ce secteur.

## ATELIERS REGIONAUX

Les sections et les partenaires de TI de plusieurs **pays francophones d'Afrique**, dont le **Forum Civil du Sénégal**, l'**Association nigérienne de lutte contre la corruption** du Niger et **TI Cameroun** ont activement participé à l'atelier de WIN organisé au **Burkina Faso**. En septembre, **Ghana Integrity Initiative** a co-organisé un atelier similaire pour l'**Afrique de l'Ouest anglophone**.

Un atelier pour les pays d'**Amérique latine** a eu lieu à Cali, en **Colombie**. 36 organisations de la société civile de 13 pays y ont participé, dont des représentants de **TI Colombie**. L'atelier a permis de présenter et d'analyser des initiatives de lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau.

**TI Bangladesh** a organisé l'atelier de WIN pour la région d'**Asie du Sud** qui a été largement couvert par les médias et a permis de placer la question au devant de l'actualité. Les membres des organisations participantes, comme **TI Pakistan**, se sont engagés à mener des actions de lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau, tandis que d'autres organisations actives dans le domaine de l'eau ont été incitées à se concentrer sur la question de la corruption.

# Mesurer la corruption

L'évaluation globale de la corruption constitue l'un des éléments essentiels du travail de recherche de TI. Les outils d'évaluation développés par TI constituent un moyen efficace pour attirer l'attention de l'opinion sur la persistance et l'importance de la corruption et pour exercer une influence sur les priorités d'action de la communauté internationale, de sorte que la prévention et la sanction de la corruption demeurent des préalables indispensables pour améliorer la gouvernance et la responsabilité.

L'Indice de perception de la corruption 2007 de TI (IPC), publié en septembre, évalue la perception de la corruption dans le secteur public dans 180 pays et territoires, soit le nombre le plus élevé de pays couverts par l'IPC à ce jour. L'IPC 2007, établi sur la base de 14 enquêtes d'experts, classe les pays sur une échelle allant de 0 à 10, (0 indiquant le degré maximum de corruption perçue, et 10 le degré minimum de corruption perçue).

Comme déjà observé au cours des années précédentes, l'IPC 2007 reflète une forte corrélation entre la corruption et la pauvreté. 40% des pays dont le score est inférieur à 3 (ce qui indique une corruption perçue comme endémique) sont classés par la Banque Mondiale dans la catégorie des pays à faibles revenus. De plus, les pays ravagés par des conflits sont souvent affectés par un niveau élevé de perception de la corruption. Pour l'IPC 2007, la Somalie et le Myanmar obtiennent les notes les plus faibles tandis que la Finlande et la Nouvelle-Zélande sont classées en tête de liste. Quelques pays africains ont amélioré leur score en 2007, ce qui indique que la volonté de réforme peut avoir un impact sur le niveau de corruption, tandis que la progression des scores dans certains pays d'Europe du Sud-est et d'Europe de l'Est témoigne de l'effet positif du processus d'élargissement de l'Union européenne sur le niveau de perception de la corruption.

L'IPC constitue un indicateur de référence pour les médias et les leaders d'opinion en matière de corruption. Il est de plus en plus utilisé dans des dépêches ou articles de presse pour décrire l'environnement du pays. La couverture médiatique de l'IPC, telle qu'analysée par TI, a donné lieu en 2007 à 680 articles dont 71 dans des médias internationaux comme la BBC, Deutsche Welle, le Financial Times, l'International Herald Tribune, l'agence Reuters et le Wall Street Journal. Par ailleurs, la fréquentation du site web de TI s'accroît considérablement à cette occasion. Les sections de TI ont organisé plus de 40 événements dans le monde entier lors de la parution de l'IPC, ce qui montre l'importance de l'indice IPC pour les sections, qui adaptent cet outil au contexte local.



## INDICE 2007 DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION

La note reflète la perception du degré de corruption du pays, tel qu'exprimée par les entreprises et les experts nationaux. Elle varie entre 10 (forte probité) et 0 (forte corruption).

Rang	Pays/Territoire	Note	Rang	Pays/Territoire	Note	Rang	Pays/Territoire	Note
1	Danemark	9,4	46	Bhoutan	5,0	84	Thaïlande	3,3
1	Finlande	9,4	46	Costa Rica	5,0	94	Madagascar	3,2
1	Nouvelle-Zélande	9,4	49	Cap-Vert	4,9	94	Panama	3,2
4	Singapour	9,3	49	Slovaquie	4,9	94	Sri Lanka	3,2
4	Suède	9,3	51	Lettonie	4,8	94	Tanzanie	3,2
6	Islande	9,2	51	Lituanie	4,8	98	Vanuatu	3,1
7	Pays-Bas	9,0	53	Jordanie	4,7	99	Algérie	3,0
7	Suisse	9,0	53	Maurice	4,7	99	Arménie	3,0
9	Canada	8,7	53	Oman	4,7	99	Belize	3,0
9	Norvège	8,7	56	Grèce	4,6	99	République dominicaine	3,0
11	Australie	8,6	57	Namibie	4,5	99	Liban	3,0
12	Luxembourg	8,4	57	Samoa	4,5	99	Mongolie	3,0
12	Royaume-Uni	8,4	57	Seychelles	4,5	105	Albanie	2,9
14	Hong Kong	8,3	60	Koweït	4,3	105	Argentine	2,9
15	Autriche	8,1	61	Cuba	4,2	105	Bolivie	2,9
16	Allemagne	7,8	61	Pologne	4,2	105	Burkina Faso	2,9
17	Irlande	7,5	61	Tunisie	4,2	105	Djibouti	2,9
17	Japon	7,5	64	Bulgarie	4,1	105	Egypte	2,9
19	France	7,3	64	Croatie	4,1	111	Erythrée	2,8
20	USA	7,2	64	Turquie	4,1	111	Guatemala	2,8
21	Belgique	7,1	67	Salvador	4,0	111	Moldavie	2,8
22	Chili	7,0	68	Colombie	3,8	111	Mozambique	2,8
23	Barbade	6,9	69	Ghana	3,7	111	Rwanda	2,8
24	Sainte-Lucie	6,8	69	Roumanie	3,7	111	Salomon	2,8
25	Espagne	6,7	71	Sénégal	3,6	111	Ouganda	2,8
25	Uruguay	6,7	72	Brésil	3,5	118	Bénin	2,7
27	Slovénie	6,6	72	Chine	3,5	118	Malawi	2,7
28	Estonie	6,5	72	Inde	3,5	118	Mali	2,7
28	Portugal	6,5	72	Mexique	3,5	118	Sao Tomé et Príncipe	2,7
30	Israël	6,1	72	Maroc	3,5	118	Ukraine	2,7
30	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	6,1	72	Pérou	3,5	123	Comores	2,6
32	Qatar	6,0	72	Suriname	3,5	123	Guyana	2,6
33	Malte	5,8	79	Géorgie	3,4	123	Mauritanie	2,6
34	Macao	5,7	79	Grenade	3,4	123	Nicaragua	2,6
34	Taiwan	5,7	79	Arabie Saoudite	3,4	123	Niger	2,6
34	Emirats arabes unis	5,7	79	Serbie	3,4	123	Timor-Leste	2,6
37	Dominique	5,6	79	Trinité-et-Tobago	3,4	123	Viêt-Nam	2,6
38	Botswana	5,4	84	Bosnie-Herzégovine	3,3	123	Zambie	2,6
39	Chypre	5,3	84	Gabon	3,3	131	Burundi	2,5
39	Hongrie	5,3	84	Jamaïque	3,3	131	Honduras	2,5
41	République tchèque	5,2	84	Kiribati	3,3	131	Iran	2,5
41	Italie	5,2	84	Lesotho	3,3	131	Libye	2,5
43	Malaisie	5,1	84	Macédoine	3,3	131	Népal	2,5
43	Afrique du Sud	5,1	84	Maldives	3,3	131	Philippines	2,5
43	Corée du Sud	5,1	84	Monténégro	3,3	131	Yémen	2,5
46	Bahreïn	5,0	84	Swaziland	3,3	138	Cameroun	2,4
						138	Ethiopie	2,4
						138	Pakistan	2,4
						138	Paraguay	2,4
						138	Syrie	2,4
						143	Gambie	2,3
						143	Indonésie	2,3
						143	Russie	2,3
						143	Togo	2,3
						147	Angola	2,2
						147	Guinée-Bissau	2,2
						147	Nigeria	2,2
						150	Azerbaïdjan	2,1
						150	Biélorussie	2,1
						150	Congo	2,1
						150	Côte d'Ivoire	2,1
						150	Equateur	2,1
						150	Kazakhstan	2,1
						150	Kenya	2,1
						150	Kirghizistan	2,1
						150	Liberia	2,1
						150	Sierra Leone	2,1
						150	Tadjikistan	2,1
						150	Zimbabwe	2,1
						162	Bangladesh	2,0
						162	Cambodge	2,0
						162	République centrafricaine	2,0
						162	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,0
						162	Turkménistan	2,0
						162	Venezuela	2,0
						168	République démocratique du Congo	1,9
						168	Guinée équatoriale	1,9
						168	Guinée	1,9
						168	Laos	1,9
						172	Afghanistan	1,8
						172	Tchad	1,8
						172	Soudan	1,8
						175	Tonga	1,7
						175	Ouzbékistan	1,7
						177	Haïti	1,6
						178	Irak	1,5
						179	Myanmar	1,4
						179	Somalie	1,4

### LE BAROMETRE MONDIAL DE LA CORRUPTION

Le Baromètre mondial de la corruption 2007 de TI (BMC) a été présenté en décembre 2007. Il s'agit d'une enquête d'opinion menée auprès du public dans plus de 60 pays. Il offre des informations propres à chaque pays sur la façon dont la corruption est ressentie, et notamment quelles sont les institutions qui réclament le plus souvent des pots-de-vin, quels secteurs sont perçus par l'opinion comme étant les plus corrompus, et indique si les citoyens estiment que la corruption progressera ou reculera à l'avenir et ce qu'ils pensent des efforts entrepris par leur gouvernement pour lutter contre la corruption. Le BMC, qui en est aujourd'hui à sa cinquième édition, fournit également des tendances au niveau mondial, et depuis cette année, les tendances dans le temps.

Selon le BMC 2007, ce sont les familles à faible revenu qui sont les plus touchées par les demandes de pots-de-vin, que ce soit dans les pays en voie de développement ou dans les pays industrialisés. Autre conclusion du BMC, qui corrobore celles des précédentes éditions : les citoyens continuent de penser que les partis politiques et les parlements sont les institutions les plus corrompues.

L'impact du BMC a encore progressé en 2007 et la couverture par la presse écrite du lancement du BMC a donné lieu à près de 200 articles, y compris dans des médias internationaux tels que Associated Press, la BBC, le Financial Times, l'Agence Reuters et la Voice of America. La fréquentation du site web a également augmenté lors de la présentation et 10 sections de TI ont organisé des manifestations pour accompagner le lancement du BMC 2007.

### AFRIQUE ET MOYEN ORIENT

Pour la sixième année consécutive, **TI Kenya** a présenté en août 2007 son *Indice de la Corruption au Kenya* qui mesure l'étendue, la prévalence et l'importance de la corruption au sein des institutions publiques du pays. 13 ministères et institutions publiques étaient représentés lors de la présentation. Un groupe d'experts établis dans le cadre du Programme de Réforme de la Justice pour l'Etat de Droit a décidé de se servir de l'Indice comme point de référence pour les réformes. Au niveau des collectivités locales, TI Kenya a préparé des brochures d'éducation civique destinées à aider le public dans le cadre de ses relations avec les institutions, et notamment la police, les tribunaux et les autorités locales.

### AMÉRIQUES

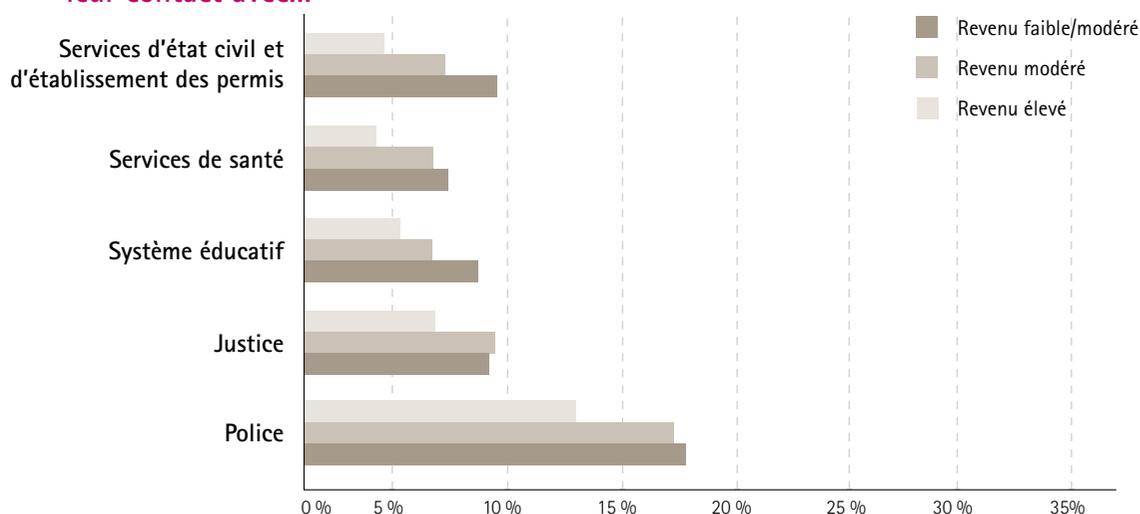
En **Colombie**, la section de **TI Transparencia por Colombia** est l'une des premières de la région à élaborer des dispositifs de mesure. L'*Indice National de Transparence* évalue le niveau de transparence et les risques de corruption dans les institutions publiques. En 2007, cet indice a été adopté comme point de référence du dispositif officiel qui enregistre les objectifs, les performances et les progrès en matière de corruption.

**Participación Ciudadana**, la section de TI en **République dominicaine**, a publié un *Indice de Transparence des Institutions Publiques*. Cet indice s'inspire de la méthodologie mise au point par TI Colombie et évalue les institutions publiques en fonction du respect des lois et des procédures qui assurent le fonctionnement effectif et efficace des institutions publiques. Sur l'ensemble des indicateurs de l'indice, comme la responsabilité, l'efficacité, la capacité de mener des enquêtes et à prendre des sanctions, la performance moyenne des institutions était inférieure à 50%.

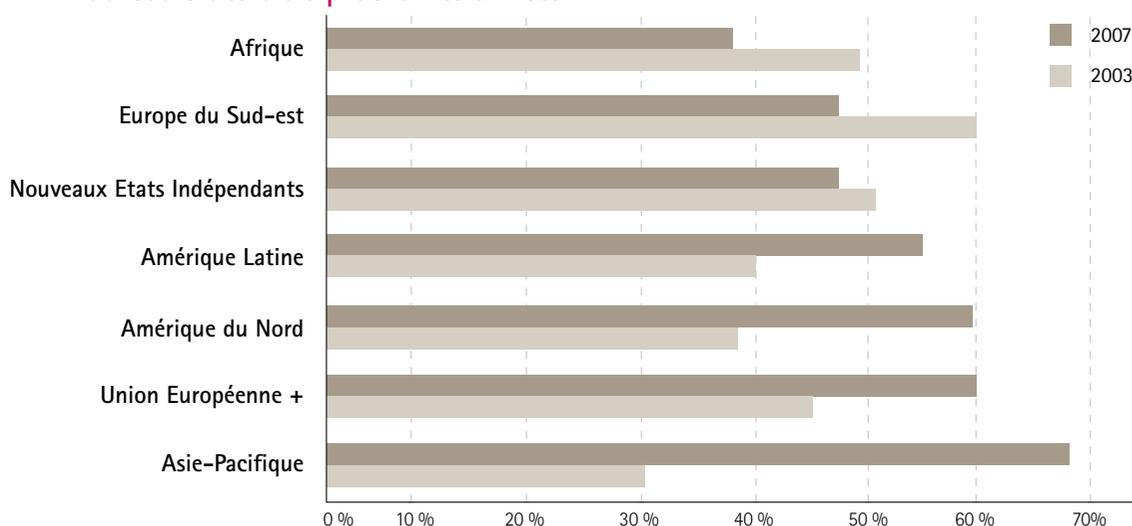
**Transparencia Venezuela** a appliqué au Budget national l'*Indice de Transparence Budgétaire*, développé au niveau régional par l'association Fundar. Le Venezuela arrive au dernier rang du classement de 9 pays d'Amérique latine et n'a pas dépassé la note de 39 sur 100 pour aucun des critères considérés, tels que la participation des citoyens, de la participation au processus législatif, ou de la responsabilité.

## BAROMETRE MONDIAL DE LA CORRUPTION

Pourcentage des ménages dans le monde qui ont versé un pot-de-vin lors de leur contact avec...



Pourcentage des personnes interrogées qui estiment que la corruption va augmenter au cours des trois prochaines années



» LA CORRUPTION EST UN CANCER QUI VOLE LES PAUVRES, RONGE LA GOUVERNANCE ET LA FIBRE MORALE ET DETRUIT LA CONFIANCE «

Robert B. Zoellick, Président de la Banque Mondiale

### ASIE-PACIFIQUE

L'Enquête sur la Perception de la Transparence en Malaisie en 2007 conduite par TI Malaisie a fait l'objet d'une vaste couverture médiatique et suscité un débat national sur le degré de corruption en Malaisie.

La section taïwanaise de TI, Chinese Taipei, a élaboré et publié un *Indice de la Performance de l'Etat* qui mesure la performance des organismes publics tant du point de vue de l'utilisation des ressources que des services fournis. S'intéressant également aux collectivités locales, la section a appliqué la méthodologie de son *Indice d'Intégrité gouvernementale* à 21 villes de Taiwan.

TI Thaïlande a mené une enquête relative à la perception par les citoyens du degré de démocratie, de la qualité de la gouvernance, de la corruption, du recours et de l'accès aux médias. Selon cette étude, un nombre élevé d'individus est prêt à tolérer ou accepter les abus de pouvoir. Ainsi, environ 30% des personnes interrogées ont indiqué accepter la corruption politique si les hommes politiques corrompus sont efficaces. Les conclusions de cette étude ont servi de support à une opération de communication auprès des médias.

### EUROPE ET ASIE CENTRALE

En janvier 2007, CRD/TI Arménie a publié les résultats de son enquête sur la *Perception de la corruption en Arménie* en 2006, qui montre que 9 citoyens sur 10 estiment que la corruption constitue un problème. La majorité des personnes interrogées a souligné la nécessité de garantir des élections libres et équitables ainsi que des mécanismes efficaces de contrôle et de prévention de la corruption. Une campagne de sensibilisation a été menée en direction des citoyens de tous horizons et les conclusions de l'enquête ont été reprises dans de nombreux rapports, dans les médias ainsi que dans les programmes de certains partis politiques.

La section de TI en Grèce, TI Hellas, a mené une enquête nationale sur la corruption dans les secteurs privé et public, à partir d'entretiens menés avec plus de 6.000 personnes. L'enquête décrit un large éventail d'expériences de corruption, contient la liste des institutions qui exigent le plus souvent le versement de pots-de-vin et indique quels sont les 'tarifs' pratiqués. Cette enquête a constitué l'une des références les plus citées lors de débats publics à propos de la corruption et a fait l'objet d'une large couverture médiatique.

# Le Système National d'Intégrité

Les études conduites dans le cadre du Système National d'Intégrité (SNI) se concentrent sur les institutions et les domaines les plus pertinents pour le combat contre la corruption et constituent une base de référence essentielle pour évaluer l'intégrité et la transparence d'un pays. Les études pays du SNI sont souvent utilisées par les sections de TI, que ce soit dans le cadre de campagnes de lutte contre la corruption ou en faveur de réformes politiques, ou pour établir des bases d'informations en ligne. A plusieurs reprises les recommandations formulées dans ces études ont débouché sur la mise en œuvre de nouvelles politiques. Les études SNI sont également considérées comme essentielles par les autres parties prenantes, et notamment les gouvernements, qui les utilisent souvent pour définir les priorités du combat contre la corruption ou dans le cadre d'initiatives visant à évaluer la gouvernance.

En 2007, TI a mené des études SNI en Bosnie-Herzégovine, au Botswana, au Cameroun, au Costa Rica, en République démocratique du Congo, au Guatemala, au Honduras, en Hongrie, à Maurice, au Mozambique, au Nicaragua, au Panama, au Swaziland, en Zambie et au Zimbabwe – la plupart de ces études ont été réalisées par les sections locales de TI.

La démarche globale du Système national d'intégrité a été revue en 2007, avec le soutien actif des sections, afin de compléter les analyses par une évaluation quantitative. TI a donc élaboré un dispositif de notation qui sera mis en œuvre en 2008. La notation des SNI facilitera la comparaison des forces et des faiblesses des différentes institutions d'un pays, et permettra d'apprécier l'évolution du pays dans le temps. Des expériences pilotes de notation sont conduites actuellement en Amérique centrale et TI espère pouvoir utiliser ces nouvelles études SNI renforcées pour susciter encore plus d'intérêt. Par ailleurs, les dernières études pays du SNI ont été lancées au Moyen Orient.



### AFRIQUE ET MOYEN ORIENT

Transparency International Zimbabwe a coordonné cinq études *Système national d'intégrité* (SNI) au **Botswana**, en **Mozambique**, au **Swaziland**, en **Zambie** et au **Zimbabwe**. TI a également chapeauté la réalisation d'autres études à **Maurice**, en **République démocratique du Congo**, au **Cameroun**, au **Rwanda** et en **Guinée Conakry**.

Une comparaison régionale montre que les cadres législatifs adoptés en vue de juguler la corruption n'ont pas encore été effectivement mis en œuvre. Lorsque le multipartisme n'est pas accompagné d'une pleine transparence, de nouveaux risques de corruption politique apparaissent. On constate néanmoins que les pressions en faveur d'une réglementation du financement des partis se multiplient. Dans de nombreux pays, le pouvoir judiciaire demeure faible, politisé et corrompu et si des réformes en matière de marchés publics sont en cours, le degré de responsabilité à l'égard de l'utilisation des fonds publics reste limité.

Dans le cadre de son étude SNI, **TI Cameroun** a organisé une série de tables rondes et d'ateliers de renforcement des capacités centrés sur la justice. Les débats ont rassemblé des juristes, des juges, des professeurs de droit, des représentants du ministère de la Justice et des militants des droits civiques.

En **République démocratique du Congo**, la version finale de l'étude SNI et les recommandations qui en résultent ont été débattues à l'occasion d'un atelier rassemblant des acteurs de la société civile, puis d'une table ronde réunissant des représentants d'organisations de la société civile, du gouvernement et de la communauté internationale.

Lors du lancement de son étude SNI, en décembre, **TI Maurice** a distribué des exemplaires papier du document et des CD ont été remis aux représentants du gouvernement et aux journalistes. Le rapport a fait l'objet d'une large couverture médiatique et les parties prenantes impliquées ont accepté de participer au suivi du rapport.

### AMÉRIQUES

TI a établi le réseau *Recrea* (*Central American anticorruption Resource Network /Réseau de ressources anticorruption pour l'Amérique centrale*), qui rassemble les sections de TI et d'autres organisations de la société civile de pays d'**Amérique centrale** et de **République Dominicaine**. Ce réseau fournit des informations sur les acteurs et les institutions impliqués dans la lutte contre la corruption.

Les membres de Recrea mènent des études en lien avec les principes directeurs du SNI et actualisent les informations lorsque des réformes sont mises en œuvre. Cette version actualisée des outils de diagnostic du SNI constitue une analyse détaillée des systèmes anticorruption. Elle est disponible à l'adresse suivante : [www.transparency.org/recrea](http://www.transparency.org/recrea).

## ASIE-PACIFIQUE

Grâce à la persévérance de **TI Bangladesh**, la Commission Anticorruption du Bangladesh bénéficie d'un statut qui assure son indépendance depuis février 2007, date à laquelle elle a été reconstituée et y ont été nommés des membres et un Président crédibles. La Loi anticorruption a été amendée afin d'étendre de manière significative les compétences de la Commission. Depuis, celle-ci a rapidement pris des mesures pour pénaliser la corruption et a engagé des actions très commentées pour lutter contre la culture de l'impunité. TI Bangladesh a également aidé à réformer les autres piliers du Système National d'Intégrité, comme les règles électorales, la commission électorale, la commission chargée des services publics et le pouvoir judiciaire.

En **Inde**, le gouvernement de Delhi a suivi les recommandations du rapport de **TI Inde** qui évaluait l'étendue des transactions immobilières officieuses et les pertes qui en résultaient pour le Ministère des Finances à Delhi. Les réformes entreprises, qui devraient se traduire par une progression des ressources de l'Etat, s'attaquent au problème de l'argent issu de l'économie informelle et des bénéfices non déclarés.

En **Indonésie**, lors du vote par le Parlement d'un projet de loi fiscale, les députés ont adopté 5 des 9 recommandations formulées par **TI Indonésie**, dont l'introduction de systèmes automatisés pour l'enregistrement des déclarations fiscales. Cette procédure permet de réduire les interactions entre les contribuables et les autorités fiscales, rendant le règlement des litiges fiscaux plus équitable et plus transparent.

Aux **Philippines**, la section de TI a diffusé une étude SNI et organisé une série de tables rondes pour débattre des conclusions du rapport et décider des prochaines actions à entreprendre dans le cadre des priorités déterminées par l'étude.

A **Taiwan**, la section de TI, **Chinese Taipei**, a organisé un séminaire avec le ministère de la Justice pour étudier le développement du système d'intégrité.

Avec le procureur général et des organisations de la société civile, la section a également formé la *Coalition pour la promotion d'élections équitables* en République de Chine, et fait pression pour l'adoption de dispositions relatives aux revenus non déclarés des fonctionnaires.

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

**TI Bosnie-Herzégovine** a lancé une étude SNI et organisé des ateliers consacrés à la question de l'intégrité dans la société rassemblant des représentants du pouvoir exécutif, législatif et judiciaire ainsi que des experts et des représentants d'organisations de la société civile afin de débattre des problèmes majeurs du Système national d'intégrité et des progrès à réaliser.

A partir de l'analyse du SNI, les participants ont formulé des recommandations pour améliorer le cadre législatif et le fonctionnement des institutions, et notamment le renforcement de la prévention de la corruption, l'établissement d'une agence spécialisée et les réformes législatives à entreprendre pour lutter contre la corruption. La nécessité d'adopter une loi spécifique permettant la confiscation des profits acquis illégalement a été soulignée.

En 2007, **TI Hongrie** a présenté la première partie de son étude du SNI hongrois. Selon le rapport, le pays est miné à la fois par une corruption de l'administration et par une corruption sévissant aux échelons les plus élevés du pouvoir. Les lois régissant le financement des partis politiques et des campagnes électorales ainsi que la passation des marchés publics doivent être amendées car la législation actuelle peut favoriser la corruption. Le document préconise en outre l'élaboration et la diffusion auprès du public de codes de déontologie et la mise en place de dispositifs de protection des whistle-blowers. La deuxième partie de cette étude s'intéressera au secteur privé.

# Susciter les réformes

L'année 2007 a été la première année au cours de laquelle TI a conduit des actions dans tous les domaines de la lutte contre la corruption. A cette occasion, TI a élaboré des lignes directrices pour les politiques de lutte contre la corruption. Le Secrétariat de TI a coordonné le travail entrepris en partenariat avec de nombreuses sections. Six documents d'orientation ont été produits : quatre portent sur la question de la corruption dans la justice, rédigés à partir des conclusions et des recommandations contenues dans le Rapport mondial sur la corruption 2007 ; un traite des liens entre assistance humanitaire et corruption et le dernier traite de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC).

Ces documents ont été largement utilisés. Les documents relatifs à la justice ont été intégrés au kit d'outils de plaidoyer (Advocacy Toolkit) qui accompagnait le Rapport mondial sur la corruption 2007 et ont été utilisés dans le cadre de sessions de formation au niveau national et régional. Le document d'orientation relatif à la CNUCC a permis d'orienter les efforts de TI pour promouvoir un mécanisme de contrôle à l'occasion de la deuxième Conférence des Etats-Parties à la CNUCC en Indonésie.

Les documents d'orientation continueront d'accompagner les priorités de TI et la publication des principaux rapports du mouvement. Un document relatif à la gouvernance des entreprises viendra accompagner la publication du Rapport mondial sur la corruption 2009 consacré à la question de la corruption dans le secteur privé. Un autre document d'orientation sera publié pour compléter le rapport sur transparence des revenus des compagnies gazières et pétrolières. L'ensemble des documents d'orientation s'appuie sur l'expertise globale de TI et cherche à établir des synthèses et à diffuser les connaissances acquises dans le domaine de la lutte contre la corruption.

Un autre aspect de l'activité de TI est la publication d'une série de documents de travail. En 2007, ces documents ont traité des thèmes suivants :

- Corruption et Ressources naturelles renouvelables
- Corruption et Défense
- Corruption et Egalité des Sexes
- Corruption et Education

Ces documents constituent des outils de travail importants pour le mouvement anticorruption en permettant de cerner les enjeux liés à la corruption dans plusieurs domaines essentiels. Tous ces documents sont traduits en plusieurs langues afin de leur assurer un impact maximum. Ils sont utiles pour établir le contact avec les parties prenantes et les partenaires, et permettent aussi de faire la synthèse des meilleures pratiques pour les actions que TI mène sur le terrain. TI collabore toujours plus étroitement avec des experts au sein du mouvement mais aussi avec des grandes institutions pour élaborer ces documents d'orientation.

## ETUDES POUR LES PARTIES PRENANTES CLEFS: LE SERVICE D'ASSISTANCE ANTICORRUPTION U4

En 2007, TI a fourni plus de 30 réponses d'experts pour le service d'assistance du U4 anticorruption Resource Centre (ACRC), basé au Chr. Michelson Institute à Bergen, en Norvège. Le service d'assistance U4 ACRC vise à fournir des conseils ciblés dans les meilleurs délais aux employés des agences internationales de développement au Canada, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Norvège, au Royaume-Uni et en Suède.

Les réponses aux questions posées au service d'assistance sont disponibles sur le site public du projet ([www.U4.no](http://www.U4.no)), ainsi que sur le site de TI. Le Secrétariat de TI encourage également le recours aux réponses d'experts au sein du mouvement de TI.

Les thématiques abordées sont diverses, mais la grande majorité des questions touche aux problèmes de corruption dans le cadre des politiques de développement et d'amélioration de la gouvernance, et à ses implications en Afrique et au Moyen Orient. L'éventail des thèmes abordés est le suivant:

- Analyse comparative des mécanismes anticorruption ;
- Lutte contre la corruption dans les systèmes juridiques et administratifs en Afrique ;
- Intégration de la thématique de l'égalité des sexes dans les politiques de lutte contre la corruption ;
- Conséquences et mise en œuvre de la CNUCC ;
- Compréhension de l'approche islamique de la corruption

Le travail effectué avec le service d'assistance U4 ACRC constitue un lien direct avec les préoccupations des professionnels dans le cadre de leurs activités de lutte contre la corruption, et permet à TI d'être informé en temps réel. Ce service permet de faire la synthèse des réflexions en cours, des meilleures pratiques, des études de cas et des enquêtes de terrain.

# Action citoyenne et assistance juridique

Avec les Centres d'assistance juridique et d'action citoyenne (Cajac), les sections de TI du monde entier cherchent à impliquer directement les citoyens dans le combat contre la corruption.

Les premiers centres créés étaient des projets pilotes développés en 2003 dans les sections de TI en Bosnie-Herzégovine, Macédoine et Roumanie. A la fin de l'année 2007, il y avait 19 Cajac opérant dans 15 pays. Au cours de l'année dernière, des dizaines de milliers de victimes et de témoins d'actes de corruption ont appelé les lignes d'assistance téléphonique des Cajac pour témoigner et recevoir des conseils juridiques ou une assistance en vue de demander réparation ou de porter plainte. A partir des informations recueillies, les centres ont pu entreprendre des actions et mener des campagnes de plaidoyer.

Les témoignages mentionnent différents types de corruption, allant du versement de pots-de-vin d'un montant peu élevé à la grande corruption impliquant des centaines de millions de dollars. Les personnes qui font appel aux Cajac sont aussi bien des retraités et des chômeurs que des entrepreneurs ou des cadres. La diversité des cas et des individus qui font appel aux Cajac démontre l'omniprésence de la corruption à tous les niveaux de la société.

L'efficacité et la crédibilité des Cajac reposent sur le fait qu'ils s'appuient sur les préoccupations des citoyens et sur les témoignages très concrets qu'ils recueillent en matière de corruption pour réclamer des réformes institutionnelles, procédurales et administratives, tout en respectant la confidentialité la plus stricte.

L'action des Cajac s'inscrit dans la tradition de partenariat de TI. Ils cherchent à établir un dialogue, des échanges informels et des partenariats avec les institutions responsables de la lutte contre la corruption. Certains Cajac ont entrepris de conseiller les organismes publics responsables sur la manière dont ils peuvent s'engager dans la lutte contre la corruption et faire face aux plaintes des citoyens. L'existence des Cajac permet de réfuter l'idée que les individus sont apathiques face à la corruption, et démontre bien au contraire que les citoyens de base peuvent s'impliquer lorsqu'ils disposent de dispositifs simples, crédibles et fiables pour lutter contre la corruption.



## AFRIQUE ET MOYEN ORIENT

Grâce à la *Public Complaints Unit* (cellule chargée de recevoir les plaintes du public), **Ti Kenya** a aidé des personnes issues de toutes les couches de la société kenyane à porter plainte pour des faits de corruption auprès des organismes officiels appropriés. De même que les Cajac, cette cellule ne mène pas d'enquêtes mais suit activement les cas qui lui sont soumis, en particulier lorsqu'ils font l'objet d'une plainte enregistrée auprès des organismes anticorruption. En 2007, la *Public Complaints Unit* a traité 70 plaintes par mois en moyenne. L'objectif principal de la cellule est d'aider les personnes concernées à comprendre quels sont leurs droits et quels sont les devoirs des autorités avant de définir conjointement une stratégie pour demander réparation. Le travail de la cellule a servi de trame au documentaire intitulé *Vivre avec la corruption* de Sorious Samura, diffusé en novembre 2007 sur CNN.

La section de TI au **Maroc**, **Transparency Maroc**, s'est dotée d'un *Observatoire national de la corruption* à Rabat qui évalue l'incidence de la corruption et suit l'évolution de la gouvernance au Maroc, et fournit des données et des analyses indépendantes sur la façon dont la corruption affecte la société marocaine. Cet observatoire comprend également une équipe de juristes capable de fournir une assistance juridique aux victimes et aux témoins d'actes de corruption, permettant ainsi aux individus lésés de demander réparation.

**Transparency International Zambie** a établi un Cajac qui permet au public d'obtenir des conseils ou de signaler des cas de corruption dans les services publics. Le projet vise également à renforcer la coopération avec la Commission nationale anticorruption, l'organisme officiel chargé d'enquêter et de poursuivre en justice les auteurs d'actes de corruption, avec laquelle un protocole d'accord a été signé. Au cours du premier mois suivant son inauguration par le ministre de la Justice, le Cajac a reçu plus de 300 plaintes. Après avoir été attentivement examinés, plus de 50 cas ont été retenus et transmis soit aux organismes officiels compétents, soit à des organisations non gouvernementales.

## AMÉRIQUES

Le lancement d'un Cajac exige plusieurs mois de planification et de préparation sérieuse. Le Secrétariat de TI fournit une assistance technique, assure la traduction de la documentation nécessaire et, lorsque cela est possible, aide à organiser des visites de formation dans des Cajac déjà opérationnels.

En 2007, deux sections dans la région des Amériques se sont engagées dans cette voie : **Acción Ciudadana** au **Guatemala** et la **Fondation Héritage pour Haïti**. Ces deux sections devraient commencer à offrir leurs services en 2008. Ce seront alors les premiers Cajac hispanophones et francophones du réseau de TI.

### ASIE-PACIFIQUE

A l'heure actuelle, il existe des adaptations locales des Cajac en Asie et dans la région pacifique. Pour développer les compétences en matière de participation citoyenne, **TI Australie** a lancé un rapport intitulé *Ce qui fonctionne et pourquoi dans les programmes anticorruption fondés sur la participation des citoyens*. Le rapport présente 15 initiatives locales et analyse les leçons tirées de ces expériences en examinant comment les appliquer à l'Australie et la région Pacifique.

**TI Bangladesh** a élaboré une stratégie qui s'appuie sur l'intervention des citoyens pour exiger la mise en œuvre d'actions anticorruption efficaces. L'engagement civique est l'un des trois axes directeurs de l'activité de la section, avec la recherche et les actions de plaidoyer. La section a ainsi créé 36 *Comités de vigilance citoyenne*, qui agissent en tant qu'organismes locaux de contrôle et gèrent des *centres de conseil et d'information*.

Une ligne d'assistance téléphonique anticorruption a été lancée par le groupe Tamil Nadu de **TI Inde**. Elle fournit un service gratuit destiné à guider les citoyens dans leurs relations avec les organismes officiels centraux. Ce service permet également d'évaluer les perceptions en matière de demandes de pots-de-vin. Le service dispose d'un bureau dans la Tamil Nadu Foundation à Kilpauk, une association de la société civile.

**TI Sri Lanka** a aussi lancé une ligne téléphonique d'assistance et de formation permettant d'établir une relation directe avec les citoyens et de recueillir leurs expériences en matière de corruption. Le public est invité à se joindre au combat contre la corruption en déposant plainte et en faisant part de ses préoccupations relatives à la question de la corruption dans le secteur de l'éducation. Le ministère de l'Éducation a apporté son soutien entier à cette initiative.

### EUROPE ET ASIE CENTRALE

En **Albanie**, le Cajac, où travaillent six juristes, a reçu en moyenne 40 appels par jour en 2007. Du fait de l'importance des plaintes qui concernent la justice, le centre préconise l'adoption d'un programme de réformes judiciaires. Ayant constaté que moins de la moitié des requêtes reçues par le centre concernant la Loi sur la liberté d'informations recevaient une réponse de l'administration centrale ou locale, une campagne pour un meilleur accès à l'information a été lancée. D'autres Cajac en Albanie traitent de questions liées à la planification urbaine et à l'environnement.

En adaptant avec succès le modèle des Cajac aux spécificités de la région du Caucase, **TI Azerbaïdjan** opère un Cajac à Bakou, la capitale, mais aussi quatre Cajac régionaux destinés à recueillir les plaintes des populations rurales. Ces Cajac régionaux ont organisé un programme d'ateliers en vue de toucher la population des zones les plus pauvres et les plus reculées du pays et ont reçu des milliers d'appels et de plaintes. A partir des informations ainsi collectées, les centres d'Azerbaïdjan ont commencé à organiser des sessions destinées aux responsables d'institutions publiques, telles que la police, les magistrats du ministère public, l'armée et le cadastre.

En **Bosnie-Herzégovine**, plusieurs organismes officiels ont adopté l'une des principales recommandations formulées par le Cajac, qui visait à ce que les institutions et les autorités établissent un service ou nomment un responsable chargé de recevoir les plaintes des citoyens et de veiller à ce que ces plaintes reçoivent un traitement effectif. Ce succès témoigne que le centre est désormais reconnu et a gagné la confiance du public.



En **Bulgarie**, le Centre de Consultations Juridiques pour les Victimes de la Corruption mène campagne pour une réforme de la législation sur les marchés publics et offre des conseils juridiques aux sociétés.

Le Cajac de **Croatie** a lancé une campagne ciblée de sensibilisation visant à promouvoir le droit constitutionnel des citoyens à se prévaloir de la Loi sur la liberté d'information.

Le Cajac de **République tchèque** a reçu plus d'un millier d'appels en trois mois, après avoir lancé un service d'assistance téléphonique gratuit qui a reçu le soutien direct du ministère de l'Intérieur.

Le Cajac de **Moldavie** a offert son soutien permanent aux victimes d'une affaire d'extorsion concernant un permis de construire. Le Cajac a réussi à convaincre le Centre pour la Lutte contre les Crimes Economiques et la Corruption de lancer une procédure pénale à ce sujet. Le fonctionnaire impliqué a été condamné à payer une amende équivalente à 50 fois le montant du pot-de-vin exigé ainsi qu'à une peine de cinq ans de prison.

Le Cajac de **Pologne** a continué à utiliser de manière originale ses bonnes relations avec les médias. Menant campagne autour de cas soumis au Cajac, le centre a publié un guide recensant les questions juridiques à la fois les plus problématiques et les plus courantes auxquelles sont confrontés les citoyens dans les affaires de corruption.

Le soutien apporté par le Cajac de **TI Roumanie** a débouché, dans environ deux tiers des affaires de dénonciation impliquant des whistle-blowers dont il a été saisi, à une issue positive, soit au sein des entreprises concernées, soit devant les tribunaux civils.

Le Cajac de **Serbie** mène actuellement campagne auprès des organismes officiels compétents pour l'adoption d'une loi portant sur la création d'une agence anticorruption, ainsi que d'une loi réformant la passation des marchés publics.

Grâce à l'implication de **TI Suisse** dans la protection des whistle-blowers, une ligne téléphonique de dénonciation anonyme a été établie et la campagne de la section a permis de réaliser de grands progrès dans la protection juridique des whistle-blowers.

## PLAIDOYER AU NIVEAU DE L'UNION EUROPEENNE

En 2007, le **Bureau de liaison de TI à Bruxelles** a déménagé dans de nouveaux bureaux pour pouvoir renforcer son activité de plaidoyer auprès de l'Union européenne (UE). Le Bureau de liaison a développé une nouvelle stratégie anticorruption et réévalué ses priorités, telles que l'importance des contrôles anticorruption dans les procédures d'adhésion à l'UE, la passation des marchés publics, l'interdiction de répondre aux appels d'offres pour les entreprises soupçonnées de corruption, l'accès à l'information et des fonds européens.

Durant toute l'année 2007, TI a activement soutenu le combat contre la corruption mené par la Commission Européenne dans les Etats candidats à l'adhésion. TI a également mené campagne pour la publication du nom des entités bénéficiaires des fonds structurels européens, pour un système de marchés publics plus transparent et pour la création au niveau européen d'un système interdisant aux entreprises soupçonnées d'avoir commis des actes de corruption de répondre aux appels d'offres.

A partir de l'expérience de TI en matière de contrôle de la corruption dans le cadre du processus d'élargissement de l'UE, TI a commencé à mener campagne en faveur d'un dispositif garantissant que, dans les pays membres, des valeurs telles que la lutte contre la corruption soient respectées après la période d'adhésion.

# Education et formation à la lutte contre la corruption

## AFRIQUE ET MOYEN ORIENT

La section de TI au **Ghana**, **Ghana Integrity Initiative**, a organisé une série d'ateliers dans les régions et les districts pour sensibiliser l'opinion aux méfaits de la corruption et à la nécessité de lutter contre elle. Grâce à cette initiative, de hauts dignitaires religieux se sont exprimés publiquement contre la corruption, parfois même en chaire.

La section de TI au **Liban**, **Lebanese Transparency Association (LTA)**, a évalué les principaux programmes anticorruption du pays, organisé des ateliers avec des représentants des médias sur le journalisme d'investigation et conçu un livre pour les 7-10 ans sur le thème de la gouvernance.

A l'occasion d'une série d'ateliers soutenus par le Center for International Private Enterprise, le partenaire local de TI au **Liberia**, le **Center for Transparency and Accountability**, a organisé une formation pour les responsables des collectivités locales et des habitants des communautés axée sur la stratégie nationale de lutte contre la corruption et la manière dont elle peut enrayer la corruption. Cette initiative de sensibilisation a été consolidée par des ateliers qui ont bénéficié du soutien de la Commission pour la Gouvernance.

Un programme de TI **Madagascar** intitulé '*Les jeunes contre la corruption*', présenté aux élèves et aux étudiants de trois villes du pays, visait à sensibiliser les jeunes à la question de la corruption en projetant des cours métrages et en distribuant des dépliants d'information.

La section de TI au **Niger**, l'**Association nigérienne de lutte contre la corruption**, a produit un CD avec des chansons anticorruption enregistrées par plusieurs musiciens locaux. Cet album est distribué gratuitement pour encourager les individus à agir contre la corruption.

Grâce à un cours universitaire consacré à la lutte contre la corruption à l'université de Bizerte en **Palestine**, la section de TI, **AMAN Coalition**, a réussi à sensibiliser les étudiants. Elle a en outre élaboré le programme d'un cours obligatoire sur l'intégrité et la bonne gouvernance pour la faculté d'Administration publique de l'université.

La section de TI en **Sierra Leone**, **National Accountability Group**, a conçu une version abrégée de la Stratégie nationale anticorruption destinée au grand public et distribuée dans tout le pays.

## AMÉRIQUES

Suite au processus de décentralisation au Pérou, les responsables publics régionaux ont dû prendre en charge de nouvelles responsabilités sans formation appropriée. La section de TI au **Pérou**, **Proética**, a organisé pour ces responsables des stages de renforcement des capacités. Qui ont souligné les liens entre le combat contre la corruption et les autres problèmes auxquels les autorités locales sont confrontées quotidiennement. Cette initiative a été activement soutenue par les présidents des régions.

## ASIE-PACIFIQUE

Le travail de TI **Bangladesh** a permis de développer la conscience sociale des jeunes au Bangladesh. Les activités des *Groupes pour l'Engagement des Jeunes* ont permis aux jeunes d'exprimer leur rejet du statu quo et entraîné une amélioration qualitative et quantitative significative des prestations des services publics tels que la santé, l'éducation et l'administration locale. En collaboration avec la Commission anticorruption, TI Bangladesh a réussi à faire intégrer des dissertations sur la lutte contre la corruption dans les programmes scolaires.

Le contact de TI en **Chine**, l'**Anticorruption and Governance Research Center** de l'université Tsinghua travaille sur l'enseignement de l'intégrité et développe une série de cas pratiques, un manuel et un cursus spécifique pour les universités chinoises. Il a également établi un réseau national d'éducateurs spécialistes des questions d'intégrité. Le centre a organisé une conférence internationale sur l'enseignement de l'intégrité au cours de laquelle des chercheurs anticorruption et des formateurs spécialistes de l'intégrité ont convenu de développer un cursus axé sur les questions d'intégrité pour les étudiants de licence et de troisième cycle.

Dans le même temps, le contact de TI a travaillé avec le Secrétariat International pour promouvoir la transparence dans les marchés publics et la responsabilité sociale des entreprises en Chine. Les cinq principales entreprises de bâtiments et travaux publics du pays ainsi que des responsables des organismes chargés d'attribuer les marchés publics ont participé à un atelier de formation organisé par le centre.

**TI Corée du Sud** est à l'origine du *Programme de promotion de l'intégrité auprès des jeunes* lancé en 2007. Un voyage d'étude au Cambodge a permis de sensibiliser les participants aux méfaits de la corruption pour les jeunes tout en encourageant les échanges internationaux. La section a également organisé, parmi d'autres activités, une journée anticorruption avec des élèves de la Gangnam Middle School de Séoul et un stage à Busan et Daegu pour des formateurs anticorruption.

» L'EDUCATION EST L'ARME LA PLUS PUISSANTE DONT ON PEUT SE SERVIR POUR CHANGER LE MONDE « Nelson Mandela



En juin 2007, le vice-Président de **TI Malaisie** et l'ambassadeur suisse ont lancé la *Campagne d'information sur l'intégrité pour les écoliers du primaire*. Cette campagne vise à compléter les cours de morale et d'éducation civique du ministère de l'Éducation destinés aux élèves du primaire âgés de 10 à 12 ans. Des bandes dessinées véhiculant des messages en faveur de l'intégrité sont parues chaque lundi pendant quatre mois dans les principaux quotidiens nationaux, qui ont été distribués dans les 60 écoles parrainées par les journaux concernés. Des concours de rédactions, de jeux et de réalisations artistiques ont été organisés autour de la notion d'intégrité.

**TI Népal** a travaillé avec 14 établissements de formation pour lancer son *Manuel de formation à la lutte contre la corruption*. Le Nepal Administrative Staff College et la Nepal Telecommunications Corporation ont intégré un élément anticorruption dans leur programme de formation, et 19 organisations locales de la jeunesse se sont engagées à agir pour contrôler la corruption et ont établi les *Réseaux de la jeunesse contre la corruption*. Le groupe de soutien de TI Népal dans la ville de Pokhara a incité les jeunes générations à prendre part à ce réseau de manière active et le groupe de Katmandou a lancé un programme de sensibilisation scolaire.

Le projet de **TI Papouasie-Nouvelle-Guinée**, *Éducation et sensibilisation des électeurs à la gouvernance démocratique*, conduit dans les régions montagneuses du pays, s'est achevé en septembre 2007. Durant la campagne pour les élections législatives, on estime à 74.000 le nombre de personnes qui ont assisté à des représentations théâtrales modernes consacrées à la lutte contre la corruption, qui visaient à faire prendre conscience de l'importance de questions telles que la bonne gouvernance, la responsabilité des électeurs, le rôle des membres du parlement, les conséquences des tentatives d'intimidation électorales, l'achat des bulletins de vote et le secret du vote. L'utilisation du théâtre pour l'éducation civique des communautés locales s'est révélée très efficace pour réaliser des progrès durables en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Le programme à destination de la jeunesse mené par **TI Thaïlande** visait à promouvoir les valeurs démocratiques et accroître la sensibilisation aux questions de corruption en organisant des camps de jeunes et en montant des pièces de théâtre réalisées par et pour les jeunes. Environ 300 étudiants ont participé à des jeux de rôle sur le thème de la corruption, des divertissements sur le thème du droit à l'information et un spectacle d'ombres chinoises. En outre, des livres de contes pour enfants devraient permettre de sensibiliser environ deux millions d'écoliers du pays aux enjeux de la bonne gouvernance.

**TI Vanuatu** a mené un programme de *Sensibilisation à l'éducation civique* en 2007, et organisé dans ce cadre des ateliers de sensibilisation des populations locales dans les 61 régions du pays. Plus de 400 participants, des chefs locaux des deux sexes, ont participé à des ateliers intitulés *Forger une citoyenneté responsable et dynamique*, leur permettant de former les populations de leurs villages respectifs. Par ailleurs, une nouvelle Commission anticorruption, établie sur l'île de Motalava, collaborera avec TI Vanuatu pour combattre la corruption au niveau local.

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

**TI Russie** a élaboré un cours intitulé *Stratégies anticorruption* pour la faculté de Sciences Politiques de l'Institut Supérieur d'Economie. Le cours s'attache à définir la corruption, et traite notamment de la typologie et des formes de la corruption, des outils nationaux et internationaux de lutte contre la corruption et des stratégies anticorruption. Ce cours a permis de sensibiliser les étudiants aux questions de corruption et à son impact sur la jeunesse et suggère de combattre la corruption par l'adoption de mesures institutionnelles et civiques.

# Récompenses et médias

## AFRIQUE ET MOYEN ORIENT

Transparency International Israël a remis son prix annuel, le *Trophée de la Transparence* au professeur Isaac Zamir pour sa contribution à la lutte contre la corruption gouvernementale et à l'association à but non lucratif Développement durable au Negev pour son engagement en faveur de l'environnement.

La section de TI au Liban, **Lebanese Transparency Association (LTA)**, a organisé une série d'ateliers destinés à des journalistes pour les former au journalisme d'investigation et aux questions de corruption. Dans le cadre d'une initiative de la Banque mondiale, un concours intitulé *Les jeunes et la gouvernance : construire l'avenir* a remis des prix d'un montant total de US \$230.000 (€160.000) à différents projets originaux conçus par des jeunes. En 2007, LTA a évalué le travail des 13 organisations ainsi récompensées.

La section de TI en Palestine, la **Coalition Aman**, a remis des diplômes de bonne gouvernance à plusieurs organisations de la société civile pour encourager ces organisations à continuer de contribuer à la construction d'une société civile et pour renforcer leur crédibilité internationale à travers la consolidation de leur responsabilité et de leur transparence. Les organisations participant au projet pilote comprenaient le Forum arabe de réflexion, le Centre pour la conservation architecturale, Riwaq, et le Centre palestinien pour l'indépendance du judiciaire et des professions juridiques, Musawah.

## AMÉRIQUES

La section de TI in Haïti, la **Fondation Héritage pour Haïti**, a produit un feuilleton radiodiffusé intitulé *Mari Poukipa Koripsyon Non*, écrite par Gary Victor, romancier haïtien plusieurs fois primé, afin de sensibiliser et d'informer le public sur la corruption. A ce jour, le feuilleton a été diffusé sur 6 radios commerciales et 16 radios locales.

Depuis 2002, TI et le *Press and Society Institute* au Pérou récompensent le travail de journalistes qui enquêtent sur des cas de corruption et, de cette manière, sensibilisent le public aux méfaits de la corruption. Le vainqueur reçoit une récompense d'un montant de US \$25.000 (€17.000) et les deuxièmes et troisièmes prix reçoivent chacun US \$5.000 (€3.500). En 2007, le premier prix a été attribué conjointement à un journaliste d'un quotidien brésilien et à ses confrères journalistes au sein d'un magazine colombien. Les lauréats dont les reportages ont été récompensés ont été distingués parmi 176 candidats représentant 18 pays. La réputation des membres du jury a permis d'accroître la notoriété de ce prix, unique en son genre dans la région.

Le journal brésilien 'Correio Bresiliense' a révélé l'un des plus importants scandales parlementaires de l'histoire du Brésil, impliquant le détournement de plusieurs millions de fonds publics. En Colombie, les articles sur l'influence croissante des groupes paramilitaires sur la politique du pays rédigés par les journalistes primés du magazine d'informations Semana ont entraîné des mouvements sociaux et affecté les institutions gouvernementales. Un journaliste péruvien a reçu le deuxième prix pour ses enquêtes sur les réseaux de narcotrafiquants et le troisième prix a été remis à des journalistes du Guatemala pour leurs révélations sur l'achat de bulletins électoraux en échange d'emplois dans la fonction publique.

## NOUVELLES DU MOUVEMENT

Les pages *In Focus* du site web de TI, régulièrement mises à jour, offrent un aperçu des dernières activités de TI. En 2007, *In Focus* a mis en exergue des outils et des publications majeurs comme l'*Indice de perception de la corruption* et le *Rapport mondial sur la corruption*, a présenté des thématiques liées à la corruption dans le secteur éducatif et à la transparence des revenus, et donné les actualités des régions.

*Transparency Watch*, le bulletin mensuel en ligne de TI, a continué d'informer ses lecteurs sur la corruption en les tenant au courant des dernières activités anticorruption, de l'actualité de TI et des événements organisés dans le monde entier. Au cours de l'année 2007, *Transparency Watch* a présenté des entretiens consacrés à la question de la corruption avec différentes personnalités telles que Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente du Liberia, Jeffrey

Sachs, économiste spécialisé dans la lutte contre la pauvreté et directeur du Earth Institute à l'université Columbia, ou Simon Channing Williams, producteur du film « La constance du jardinier ».

# » JE SUIS CONVAINCUE DE LA JUSTESSE DE MON COMBAT. JE ME BATS POUR LA JUSTICE « Le Hien Duc, Lauréate du Prix de l'Intégrité 2007

## LES PRIX DE L'INTEGRITE

Depuis 2000, les Prix de l'Intégrité de TI récompensent le courage d'individus ou d'organisations dont l'action permet de faire reculer la corruption. Les lauréats de 2007 sont une militante de base et un juriste éminent engagé dans le combat contre la corruption internationale. Le Hien Duc, une retraitée de l'éducation nationale au Viêt-Nam âgée de 75 ans, a déposé plusieurs plaintes et aidé des citoyens à lutter contre la petite et la grande corruption. En dépit des menaces dont elle a fait l'objet, elle aide les victimes de la corruption à faire prévaloir leurs droits et est devenue un symbole d'espoir en refusant la fatalité de la corruption.

Le professeur Mark Pieth, professeur de droit pénal et de criminologie dans sa Suisse natale, mène brillamment le combat contre la corruption à l'échelle internationale. En tant que Président du groupe de travail de l'OCDE sur la corruption et fondateur de l'Institut de Bâle pour la gouvernance, il a fait du combat contre la corruption à l'étranger et le blanchiment d'argent sa priorité.

Les prix ont été remis aux lauréats lors d'une émouvante cérémonie à Berlin, en présence de membres de la direction de Transparency International qui les ont félicités et encouragés à poursuivre leur combat. Les lauréats se sont félicités de cette reconnaissance de leur travail et ont confirmé leur détermination à continuer à combattre la corruption dans leurs pays et au niveau international.



## ASIE-PACIFIQUE

Pour honorer les journalistes qui conduisent des investigations sur les affaires de corruption, **TI Inde** a récompensé les représentants des médias qui ont permis les plus importantes révélations.

La bourse accordée par **TI Népal** aux journalistes d'investigation a également favorisé le changement, la publication d'informations sur des cas de corruption dans des journaux locaux hors de Katmandou ayant permis de faire pression pour obtenir des réformes en matière de services publics.

**Transparency Thaïlande** a activement conduit des opérations de communication, et recouru aux services de professionnels des médias pour produire des programmes pour la radio, des spots et des sitcoms destinés à être diffusés à la radio et à la télévision, qui promeuvent les valeurs démocratiques et de bonne gouvernance. Des stations de radio des communautés, des villes mais aussi des villages et des écoles ont sélectionné ces programmes et 13 épisodes d'une sitcom ont été diffusés les samedi après-midi.

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

**TI Lituanie** a présenté les résultats de l'enquête conduite dans le cadre du projet *Promotion de la transparence dans les médias*, qui portait sur plus de 500 entreprises. La majorité des entrepreneurs du pays ont affirmé avoir fait l'objet de tentatives d'intimidation par les médias et estiment que les journalistes sont corrompus. Pour engager le débat sur la déontologie des médias et la transparence, TI Lituanie a organisé une conférence internationale à laquelle ont pris part des journalistes et des experts spécialisés dans les questions d'éthique venant de Lituanie, de Lettonie et de Suède. La section a publié un rapport sur *La transparence dans les médias*, qui offre au public des clés pour comprendre les médias.

# Des coalitions efficaces

## AFRIQUE ET MOYEN ORIENT

La section de TI en **Palestine**, la **Coalition Aman**, a lancé un projet de plan national d'action contre la corruption lors de sa conférence annuelle à l'occasion de la Journée internationale anticorruption. La conférence qui a eu lieu à Ramallah a permis de constituer un réseau national anti-corruption représentant tous les secteurs de la société. Ouvrant la conférence, le Premier ministre palestinien Dr Salam Fayyad a affirmé l'engagement de son gouvernement d'adopter une nouvelle politique de lutte contre la corruption fondée sur la transparence et la responsabilité

La section a également élaboré, en partenariat avec d'autres organisations, un *Code de conduite des ONG* qui définit des règles de conduite professionnelles et éthiques pour la société civile. Ce code vise à améliorer les performances des organisations de la société civile, de leur direction, leurs employés et leurs bénévoles en mettant en place un dispositif de contrôle efficace. Plus de 100 organisations de la société civile ont déjà signé ce code de conduite.

**TI Afrique du Sud** et l'organisation sud africaine SANGOCO, qui regroupe plusieurs associations de la société civile, ont conduit, dans toutes les provinces du pays, une campagne impliquant les communautés locales sur le thème de la gouvernance. Par ailleurs, la section a développé un projet de gouvernance pour la société civile ainsi qu'un code de conduite des organisations qui définit des normes d'intégrité, des bonnes pratiques et des règles de conduite en cohérence avec les aspirations de ces organisations à plus de justice sociale.

**TI Ouganda** a joint ses forces aux associations Joint Christian Council Union et Action for Development pour conduire un projet visant à renforcer et à approfondir le processus de bonne gouvernance dans le pays en consolidant le processus démocratique.

## AMÉRIQUES

**Transparency International Canada** et la Sheldon Chumir Foundation for Ethics in Leadership ont joint leurs forces pour entreprendre des actions de renforcement des capacités anticorruption des responsables chinois. Des responsables chinois et canadiens issus d'organisations gouvernementales, du secteur privé, d'organisations de la société civile et du monde universitaire ont débattu de questions aussi variées que la transparence, les marchés publics et le droit à l'information. Les responsables chinois ont exprimé l'intention de mettre en œuvre les leçons tirées de ces échanges à l'occasion de l'élaboration de leurs politiques et de diffuser cette expérience dans les autres régions de Chine.

La section de **TI Transparencia por Colombia**, ainsi que plus de 50 autres organisations de la société civile **colombiennes** ont mis sur pied le Réseau des *ONG pour la responsabilité* qui milite pour le développement de la culture de la transparence dans les organisations de la société civile. La section cherche à renforcer le réseau, promouvoir la responsabilité sociale et envisage de lancer une campagne publique d'information. Au cours de l'année écoulée, le réseau a organisé pour plus de 200 organisations des ateliers sur le thème de la responsabilité afin d'encourager la participation civique dans la société.

**Participación Ciudadana**, la section de TI en **République dominicaine**, ainsi que 12 autres organisations de la société civile ont organisé une *Marche contre l'impunité et la corruption* à laquelle des milliers de citoyens ont pris part. A cette occasion, les organisateurs de l'événement ont présenté les conclusions de la première étude nationale sur le coût de la corruption. Selon cette étude, les citoyens des classes pauvres et moyennes sont ceux qui souffrent le plus de la corruption, qui leur coûte environ US \$180 millions (€125 millions) chaque année.

La section de TI au **Paraguay**, **Transparencia Paraguay**, a participé au renforcement de la coalition de la société civile intitulée l'*Observatoire citoyen anticorruption*. Grâce à la mobilisation des citoyens qui ont participé à des manifestations et à une campagne d'opinion, l'observatoire a réussi à faire ré-ouvrir des investigations sur une affaire de corruption, après que les procureurs qui enquêtaient sur une affaire de corruption impliquant de hauts fonctionnaires aient été dessaisis.



## L'ASSEMBLEE GENERALE DE 2007

Organisée en octobre 2007 à Bali, en Indonésie, l'Assemblée Générale de TI a permis de rassembler plus de 200 délégués venus des sections de TI du monde entier, qui ont échangé des informations, des expériences et des opinions. L'Assemblée a permis de débattre de thèmes centraux comme la pauvreté et le développement, la corruption politique, la transparence des revenus, le contrôle de la société civile, la corruption dans le secteur de la défense et dans la justice ainsi que les questions de gouvernance propres à TI.

### ASIE-PACIFIQUE

La nouvelle Commission Anticorruption du Bangladesh a engagé un partenariat avec **TI Bangladesh** pour travailler sur des actions essentielles pour la prévention de la corruption, et notamment une campagne de sensibilisation 'Citoyens, levez-vous' organisée pendant toute l'année. Il s'agit d'une coopération unique entre une institution publique et une organisation non gouvernementale.

**TI Malaisie** a développé un Protocole de Collaboration, qui constitue un outil pour promouvoir la transparence, l'intégrité et la responsabilité afin de lutter de manière plus efficace contre la corruption. De nombreuses organisations, dont des associations, des organismes publics, des sociétés privées, ont été invitées à adopter ce protocole pour collaborer à construire une société libérée de la corruption. Cette politique de partenariat vise à transformer la société malaise sur le long terme, notamment grâce à la mise en œuvre de *Pactes d'intégrité* par les partenaires dans leurs institutions respectives.

A la tête de la *Marche contre la corruption* organisée par **TI Papouasie-Nouvelle-Guinée** se trouvait le gouverneur général, Sir Paulias Matane suivi de plus de 300 habitants de Port Moresby. En outre, 30 organisations, dont des entreprises, des chambres de commerce et d'industrie, des associations de la société civile, des organismes publics, des hauts-commissariats, des départements ministériels et des agences de donateurs ont participé à la première marche pour les valeurs, qui a recueilli plus de US \$30.000 (€21.000) de fonds qui vont permettre à TI Papouasie-Nouvelle-Guinée de poursuivre sereinement son combat contre la corruption.

La section de TI **Transparency Salomon** a joué un rôle essentiel dans la coordination des actions des associations de la société civile, du Conseil National des Femmes, des jeunes, de l'église et du mouvement syndical pour lutter contre les actes de corruption et la répression. La section a été au cœur de la création de la nouvelle organisation appelée *Coalition de Salomon contre la Corruption* qui va prendre la tête du combat national contre la corruption.

La section de TI en Thaïlande, **Transparency Thaïlande** et le *Center for Philanthropy and Civil Society du National Institute of Development Administration* ont encouragé le dialogue public. Agissant comme « communicateurs du changement », 300 étudiants ont débattu, avec des villageois des quatre régions du pays, de thèmes tels que l'information, les questions et les concepts démocratiques, la bonne gouvernance et la corruption, et ont encouragé les villageois à poursuivre cet apprentissage.

### CAMPAGNE AUPRES DU G8

TI s'est félicité du message anticorruption très fort contenu dans le communiqué publié par le G8 en 2007 lors du sommet de Heiligendamm en Allemagne. Le chapitre consacré à la question de la corruption est ainsi introduit : « Encourager la lutte contre la corruption, tant au niveau international que national, demeure l'une des tâches les plus importantes du G8. » Ce remarquable résultat est l'aboutissement d'une campagne de courriers et de nombreuses

réunions tenues avec des dirigeants du G8, des ministres, des conseillers et d'autres associations de la société civile avant le sommet des chefs d'Etat. Cette campagne a été menée par un groupe de travail rassemblant les sections de TI des pays membres du G8 et bénéficiant du soutien du Secrétariat de TI. L'événement le plus considérable de cette campagne a sans doute été la rencontre entre la Présidente de TI, Huguette Labelle, accompagnée de responsables

d'associations de la société civile, avec la chancelière allemande Angela Merkel, un mois avant le sommet, puis à l'occasion d'une autre réunion à la fin de l'année 2007 alors que l'Allemagne se préparait à remettre au Japon la présidence du G8. Le groupe de travail a continué à travailler à la préparation du sommet 2008 du G8 à Hokkaido et constitue un élément essentiel de la stratégie de plaidoyer de TI auprès des institutions internationales.

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

Une conférence anticorruption très médiatisée, intitulée *Combattre la corruption et réformer les institutions des économies de transition*, a permis des échanges sur le thème de la corruption dans les économies émergentes des pays disposant de vastes ressources naturelles. Organisée à l'occasion de la réunion des sections TI de la région Europe et Asie centrale à Bakou, en Azerbaïdjan, cette conférence a permis de rassembler plus de 200 personnes venues de 40 pays de la région, et notamment des représentants des sections de TI, des gouvernements, des entreprises et des organisations de la société civile azerbaïdjanaise. Lors d'ateliers consacrés à la définition d'une stratégie, les **sections d'Europe et d'Asie centrale de TI** ont élaboré un plan d'action concret pour les sections de la région.

Pour parodier les pratiques inéquitables qui ont marqué la campagne des élections législatives, **CRD/TI Arménie** et ses partenaires ont organisé une foire électorale comprenant, entre autres, une conférence de presse en plein air. A l'occasion de cette manifestation, le public et les participants ont débattu de l'attribution inéquitable de monopoles, de l'absence de transparence dans la nomination des fonctionnaires, de l'achat des bulletins de vote et d'autres questions d'intérêt général. L'événement visait à protester contre la fraude électorale et la corruption politique et à encourager le public à effectuer des choix éclairés lors des scrutins. Des T-shirts portant des messages anticorruption ont été distribués aux participants. Cette foire électorale a été largement couverte par la télévision, la presse écrite et les médias en ligne.

Avec plusieurs organisations partenaires, **CRD/TI Arménie** a préparé une manifestation pour protester contre les Lois sur la télévision et la radio et la Loi sur les State Duty, soumises au parlement le lendemain de ce meeting, qui menaçaient l'existence même de Radio Liberty, une station de radio critique à l'égard du gouvernement. Les participants à la manifestation s'étaient bâillonnés pour symboliser la potentielle atteinte à la liberté d'expression et portaient une banderole de dix mètres de long sur laquelle on pouvait lire « *Ils ont voté contre la Liberté* » portant les noms et les portraits des 79 députés ayant voté en faveur de ces lois. En l'absence du quorum requis, le parlement n'a pas pu voter la nouvelle législation et un nouveau contrat a été signé avec la station de radio.

Le projet de **TI Géorgie**, *Un gouvernement responsable et des citoyens éclairés*, vise à encourager le dialogue entre les parlementaires et leurs électeurs et à sensibiliser le public sur la procédure législative. Avec les députés de la majorité, TI Géorgie a organisé des réunions publiques où les citoyens ont été informés de l'évolution des débats et des projets parlementaires et ont pu faire état de leurs principales préoccupations au niveau local.

Le programme de forum civique de **TI Géorgie** pour la population azéri de la province de Kvemo Kartli comprend des cours de langue géorgienne et des cours d'éducation civique. Dans le cadre de ce programme, des débats ont rassemblé plus de 300 participants sur des thèmes tels que les partis politiques, les services publics, les élections, le budget, l'intégration des minorités nationales et les médias. La synthèse de ces débats a permis à TI Géorgie de transmettre au gouvernement les préoccupations qui s'étaient exprimées et aux participants de poursuivre leurs recherches relatives aux réformes anticorruption de manière plus active et plus efficace.

**TI Mongolie** a lancé un projet de suivi de la mise en œuvre de la Loi sur la corruption dans le pays. Le projet, développé avec les organisations de la société civile, *Femmes pour le progrès social et Mouvement national Soyombo*, est conçu pour contrôler et évaluer la mise en œuvre de la législation anticorruption du pays et les efforts du gouvernement pour prévenir la corruption et pour veiller à la transparence de l'Agence de Lutte Contre la corruption.

**TI Espagne** a accueilli à Madrid la *Réunion ibéro américaine sur la transparence et la lutte contre la corruption*. Des délégués de 15 pays ibéro américains et des représentants d'institutions internationales se sont retrouvés pour analyser et débattre des méthodes et des outils de lutte contre la corruption. Parmi les thèmes abordés : la corruption dans l'administration locale, les conventions de lutte contre la corruption, la corruption dans le secteur privé et la corruption en tant qu'obstacle au développement. La *Déclaration de Madrid* qui a suivi cette réunion contient des recommandations politiques pour lutter plus efficacement contre la corruption.

# Un mouvement en développement

TI dispose d'une organisation originale qui permet de garantir et de protéger l'intégrité du mouvement, sa cohésion, sa réputation ainsi que sa diversité et la richesse des sensibilités et des actions au sein du mouvement. La coalition anticorruption de TI permet de réunir des sections indépendantes administrées localement.

L'accréditation des sections auprès de TI s'effectue conformément à une série de règles objectives et comporte trois étapes : contact national puis section en formation, enfin section officiellement accréditée auprès de TI. Ces dernières font l'objet tous les trois ans d'une inspection qui permet de vérifier que les sections se conforment bien aux règles de conduite de TI et de renforcer l'action des sections.

D'année en année, le mouvement se développe. En 2007, les sections qui se sont vues accorder le statut de sections officielles sont les suivantes : Transparency International Cameroun, Acción Ciudadana au Guatemala, Transparency Salomon, Transparency Suomi en Finlande, Transparency International Irlande, Transparency International Suède et Transparency International Pays-Bas.

Le statut de sections en formation a été accordé à : Participación Ciudadana en République Dominicaine, Uruguay Transparente, Citizen Advocacy Office en Albanie et Transparency International Magyarország Alapítvány en Hongrie.

Quant aux nouveaux contacts établis, ils comprennent : Zero Corruption en Macédoine, un groupe de contact en Turquie et Transparency International Ukraine.

## CONNECTER LE MOUVEMENT

La partie de l'extranet de TI intitulée *Chapter Zone* permet de relier entre eux les membres du mouvement de l'Albanie au Zimbabwe. C'est là que les membres peuvent s'informer, débattre avec les autres et partager leurs connaissances et leur expertise.

*Chapter Zone* sert de base de données à TI pour les questions de gouvernance et vise à consolider les informations et l'expertise du réseau. *Chapter Zone* favorise les échanges entre les utilisateurs des sections, du Secrétariat et du conseil d'administration grâce à des forums de

discussions, des services d'abonnement et des pages de projets. En outre, elle fournit des informations sur les communiqués de presse, les événements et les activités ainsi qu'une base de données des membres de TI.

En 2007, *Chapter Zone* a doublé le nombre de ses abonnés et propose désormais un contenu plus interactif, une galerie de photographies et la possibilité de partager des dossiers en ligne.

# Merci pour votre contribution!

## GOUVERNEMENTS, ORGANISATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT ET FONDATIONS

### 500.000 € et plus

Département pour le Développement International, Royaume-Uni (DfID)  
Office Fédéral des Affaires étrangères, Allemagne  
Fondation Ford\*  
Ministère de de la Coopération économique et du Développement (BMZ), Allemagne  
Ministère des Affaires Etrangères, Pays-Bas  
Ministère danois des Affaires Etrangères (DANIDA)

### Entre 200.000 € et 499.999 €

Agence australienne pour le Développement International (AusAID)  
Agence canadienne pour le Développement International (ACDI)  
Ministère britannique des Affaires Etrangères et du Commonwealth, Royaume-Uni (FCO)  
Ministère irlandais des affaires étrangères (Irish Aid)  
Ministère des Affaires étrangères, Finlande  
Agence norvégienne pour le Développement International (NORAD)  
Fondation OSI pour le développement, Suisse  
Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI), Suède

### Entre 50.000 € et 199.999 €

Centre international pour l'entreprise privée (CIPE), USA  
Institut Christian Michelsen (CMI), Norvège  
Commission européenne  
Banque Européenne d'Investissement (EIB)  
Ministère des Affaires étrangères, France  
Gouvernement du Guatemala  
Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA)  
Direction du développement et de la coopération suisse (DDC)  
Fondation William et Flora Hewlett

### Entre 10.000 € et 49.999 €

Agence espagnole pour la coopération internationale (AECI)  
Groupe AVINA, Suisse  
Gouvernement d'Azerbaïdjan  
Coopération technique allemande (GTZ), Allemagne  
Banque Inter-Américaine de Développement (BIAD)  
Legatum Global Development  
Starr Foundation, USA  
Banque mondiale (IBRD)  
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)  
Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID)  
Forum Economique Mondial (WEF)

Pour une ventilation détaillée des contributions à TI, merci de consulter les comptes audités 2007. Le Classement des contributions correspond aux dons enregistrés dans les comptes 2007.

## LES ENTREPRISES POUR TRANSPARENCY INTERNATIONAL

TI cherche à impliquer tous les secteurs de la société dans le combat contre la corruption. Le succès de cette stratégie se reflète dans le nombre croissant de sociétés du secteur privé qui apportent leur soutien à TI. Anglo American, Ernst & Young, Exxon Mobil, General Electric, Merck & Co., Nexen Inc., Norsk Hydro, Procter & Gamble, SAP, Shell International, Tyco, Wal-Mart participent à l'initiative 'Global Corporations for Transparency International' (GCTI), et versent chaque année une somme de 50.000 € ou plus. TI exprime sa reconnaissance à toutes ces entreprises.

TI remercie également Ernst & Young et SAP pour leurs généreuses contributions, au-delà de l'initiative GCTI.

\* En 2007, la Fondation Ford a fait un don de 2 millions de dollars au Fonds de dotation de TI.

"Nous apprécions et reconnaissons la valeur des généreuses contributions de nos donateurs. Ils partagent notre vision et comprennent que nous sommes engagés dans un combat de longue haleine contre la corruption. C'est grâce à leur soutien que nous pourrions relever efficacement les défis, et contribuer à l'avènement d'un monde où la corruption ne sera plus un obstacle au développement. C'est avec une immense gratitude que nous les remercions pour leur soutien."

Huguette Labelle, Présidente de TI

## AUTRES DONATEURS DU SECTEUR PRIVE

FLUIR, KPMG, UBS

## ORGANISATIONS PARTICIPANT AU COMITE DE PILOTAGE 2007 SUR LES PRINCIPES POUR LUTTER CONTRE LA CORRUPTION DANS LE SECTEUR PRIVE

### Sociétés

BP plc, F&C Asset Management plc, General Electric, HSBC, Norsk Hydro ASA, Organización Corona S.A., Pfizer, PricewaterhouseCoopers, Rio Tinto plc, SAP, SGS, Royal Dutch Shell, Sika AG, Tata Sons Ltd.

### Autres membres du comité de Pilotage

AccountAbility, The Conference Board, Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), Fédération internationale des agences d'inspection, Fédération internationale des ingénieurs-conseils, Social Accountability International, Trace International.

## INDIVIDUS ET AUTRES DONATEURS

Transparency International tient à remercier les individus et organisations suivants pour leurs généreuses contributions : A. Armitage, William F. Biggs, The Carter Center, J. W. Christmas, Comunidad de Madrid, Connective Capital, Corporación Andina de Fomento (CAF), Hartmut Fischer, Future Forest, Gary Geoghegan, Arnesto Goncalves Segredo, Rolf Hellenbrand, Hungarian National Development Office, Hunter White Foundation, IFES, K-Pact Council, The Lee & Gund Foundation, Giovanna Longo, Middle East Partnership Initiative (MEPI), Nordiska Afrika Institut, Save the Children Fund, Judith Schultz, Seoul Metropolitan Government.

TI souhaite exprimer ses sincères remerciements à tous ceux qui ont fait des dons allant jusqu'à €1.000 en 2007 et aux nombreux individus et organisations qui ont bénévolement offert leurs services.

En particulier, TI remercie le cabinet d'avocats Covington and Burling pour l'assistance juridique prodiguée à titre bénévole durant toute l'année 2007.

## FAIRE UN DON

Le soutien des donateurs individuels est très important pour TI. Si vous voulez exprimer votre soutien au mouvement international de lutte contre la corruption, vous pouvez faire un don par carte de crédit ou par virement bancaire.

### DONS EN LIGNE

Vous pouvez faire des dons en ligne avec votre carte de crédit VISA ou Master Card. Vous pouvez vous rendre sur la page sécurisée pour les dons en ligne à l'adresse suivante : [www.transparency.org/donate](http://www.transparency.org/donate)

### VIREMENTS BANCAIRES

Si vous souhaitez effectuer un virement bancaire, merci d'utiliser les comptes bancaires suivants:

Pour les dons en euros  
Compte n°: 09 33 21 45 00

Pour les dons en Dollars US  
Compte n°: 09 33 21 45 00/ 400

Pour les dons en Livres sterling  
Compte n°.: 09 33 21 45 00/ 006

Titulaire du compte  
Transparency International c. V.

Nom de la banque: Dresdner Bank AG  
Code de la banque: 100 800 00  
Code SWIFT: DRES DE FF 100  
IBAN: DE64 1008 0000 0933 2145 00  
Adresse de la banque:  
Pariser Platz 6, 10117 Berlin

Veillez noter que lorsque vous effectuez un don par virement bancaire, nous ne recevons pas automatiquement votre adresse postale. Merci de nous faire parvenir vos coordonnées par courriel, télécopie ou courrier postal pour nous permettre de vous adresser un reçu.

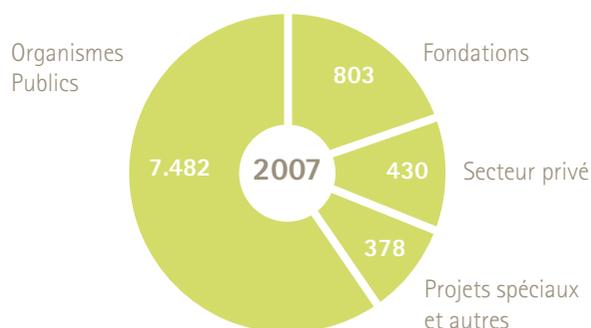
Si vous souhaitez apporter votre soutien à TI d'une autre manière (dons de titres par exemple) ou pour avoir davantage d'informations sur le Fonds de dotation de TI, veuillez contacter ;

Patrick Mahassen, Directeur des ressources.  
Téléphone: +49 30 3438 2039  
Courriel: [pmahassen@transparency.org](mailto:pmahassen@transparency.org)

# Rapport financier

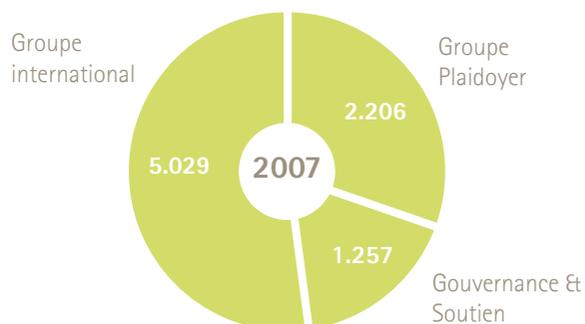
## D'OU VIENT L'ARGENT

Revenus du Secrétariat de TI	2007	2006	2005
Organismes Publics	7.482	6.769	5.692
Fondations	803	586	512
Secteur privé	430	554	523
Projets spéciaux et autres	378	255	341
<b>Total des Revenus</b>	<b>9.093</b>	<b>8.164</b>	<b>7.068</b>



## OU VA L'ARGENT

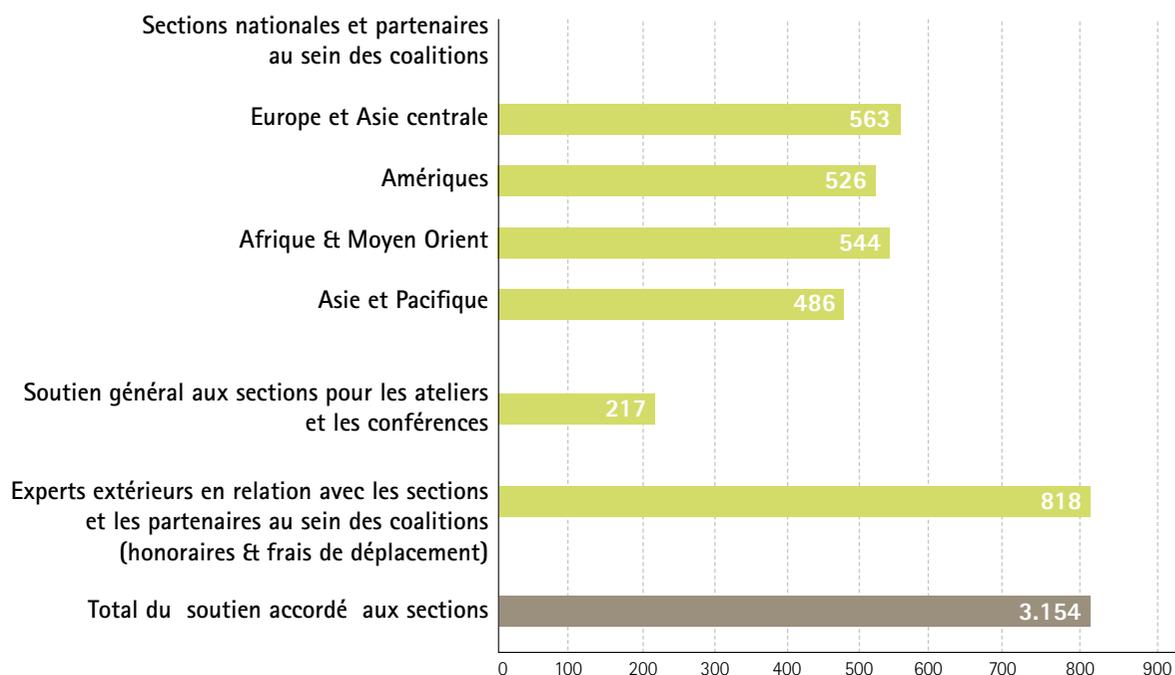
Dépenses du Secrétariat de TI	2007	2006	2005
<b>Groupe International</b>			
Programmes mondiaux	1.816	1.062	782
Amériques	725	704	516
Afrique Et Moyen Orient	1.012	1.023	1.244
Asie et Pacifique	686	962	621
Europe Et Asie centrale	790	1.126	814
	<b>5.029</b>	<b>4.877</b>	<b>3.977</b>
<b>Groupe Plaidoyer</b>			
Politique et Recherche	1.094	788	515
Communications	941	803	1.174
Projets spéciaux et autres	171	239	188
	<b>2.206</b>	<b>1.830</b>	<b>1.877</b>
<b>Gouvernance Et Soutien</b>	<b>1.257</b>	<b>628</b>	<b>442</b>
<b>Total des Dépenses</b>	<b>8.492</b>	<b>7.335</b>	<b>6.296</b>
Utilisation des réserves		-13	
Affectation aux réserves	601	843	772
<b>Total</b>	<b>9.093</b>	<b>8.164</b>	<b>7.068</b>



Les chiffres contenus dans ces pages sont exprimés en millier d'euros (€)



## AFFECTATIONS DES FONDS



Transparency International E.V. (TI) est une organisation à but non lucratif immatriculée à Berlin, en Allemagne. Conformément à sa charte, TI ne poursuit que des objectifs caritatifs et, à ce titre, est exemptée d'impôt. Les comptes audités de TI sont consultables sur le site web de TI. A l'heure de mettre sous presse, les comptes audités n'étaient pas encore disponibles.

# Conseil d'administration



**Huguette Labelle**  
Présidente,  
Canada

Huguette Labelle est titulaire d'un doctorat en Education. Elle a été Directrice Adjointe dans divers services publics fédéraux canadiens, et Présidente de l'Agence Canadienne pour le Développement International. Elle est actuellement Présidente de l'Université d'Ottawa et membre du Conseil d'Administration de diverses organisations internationales. Elle est Vice-présidente du Conseil de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, membre du Conseil d'Administration du Pacte mondial des Nations Unies et vice-présidente de Katimavik, programme de service volontaire pour la jeunesse au Canada. Elle fut co-Présidente du Comité Consultatif National du Forum Urbain Mondial et du Groupe d'Etudes et de Prospective pour l'Environnement et le Développement en Chine. Elle a été élue présidente TI en 2005.



**Akere Muna**  
Vice-Président,  
Cameroun

Akere T. Muna est l'un des fondateurs et ancien Président de Transparency International Cameroun. Avocat de formation, il est Président de l'Union Panafricaine des Avocats et ancien Président de l'Ordre des Avocats du Cameroun. Il a été membre de la Commission ad hoc de Lutte contre la Corruption et fait partie de plusieurs commissions nationales pour les réformes juridiques et la lutte contre la corruption. Activement impliqué dans le groupe de travail de TI qui a contribué à l'élaboration de la Convention de l'Union Africaine pour la Prévention et la Lutte contre la Corruption, il est l'auteur d'un guide sur la Convention. En 2005, il a été élu vice-Président du Conseil d'administration de TI.



**Sion Assidon**  
Maroc

Sion Assidon, mathématicien et économiste de formation, est un homme d'affaires. Il est le fondateur et premier Secrétaire général de Transparency Maroc et est aujourd'hui membre de son Conseil National. M. Assidon a été emprisonné de 1972 à 1984 pour avoir fait campagne contre l'autocratie au Maroc. Il participe activement aux travaux de plusieurs organisations de la société civile engagées dans le mouvement pour les droits civiques au Maroc, dont AMRASH, qui travaille en faveur du développement durable dans les montagnes de l'Atlas, et Espace Associatif, qui encourage le développement de la société civile marocaine. Il a été élu membre du Conseil d'administration de TI en 2005.



**Nancy Boswell**  
USA

Nancy Boswell a été Directrice générale de TI USA depuis 1994, et en est la Présidente. Juriste de profession, elle a pratiqué le droit public international et le droit commercial. Elle est engagée dans le combat pour les droits civiques et les droits de la femme. Elle a exercé une activité de conseil dans le domaine de la finance internationale. Elle est membre du Conseil d'administration du PACT, une association pour le renforcement des capacités de la société civile, de l'International Senior Lawyers Project, qui prodigue à titre bénévole des conseils dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie. Elle copréside le Comité Corruption de l'Association du Barreau Américain. Elle est consultante auprès du Département d'Etat américain et du Représentant américain au Commerce. En 2003, elle a été élue membre du Conseil d'administration de TI et réélue en 2006.



**John Devitt**  
Irlande

John Devitt est le fondateur et le Directeur général de TI Irlande. Cet ancien attaché de presse de l'ambassade du Royaume-Uni à Dublin, fut également le premier membre irlandais du Public Diplomacy Committee. Il a été attaché commercial au consulat d'Irlande en Nouvelle-Zélande et siège au Comité de pilotage de l'UE, au Comité consultatif du SNI et au Comité de pilotage de TI Sports. Diplômé de l'université de Limerick et du Public Relations Institute of Ireland, il est membre du Syndicat national des journalistes et de l'Institut Européen des Affaires. Il est également assistant de recherche au Trinity College de Dublin. John Devitt a été élu en octobre 2007 au Conseil d'administration de TI.



**Boris Divjak**  
Bosnie-Herzégovine

Boris Divjak est économiste, titulaire d'un Master en Etudes internationales de l'université de Reading. En 2000, il rejoint TI comme fondateur et membre du conseil d'administration de TI Bosnie-Herzégovine. Il a conduit des recherches et formulé des recommandations pour l'adoption de réformes législatives, a travaillé sur la question des marchés publics et de la corruption en lien avec l'aide humanitaire, formé des responsables publics, des organisations de la société civile et des journalistes. Il a aussi préparé et conduit des enquêtes d'opinion, en assurant le suivi et les analyses. Son travail est centré sur les Balkans. M. Divjak est aujourd'hui Directeur de projet pour l'IFC en Azerbaïdjan. En 2005, il a été élu au Conseil d'administration de TI et à la Présidence du Comité d'accréditation des membres.



**Geo-Sung Kim**  
Corée du Sud

Geo-Sung Kim est Secrétaire général et fondateur de TI Corée du Sud. Ce pasteur ordonné est titulaire de diplômes en théologie et en sociologie. Il a participé au mouvement pour la démocratie et les droits de l'homme en Corée du Sud et a été emprisonné à deux reprises du fait de ces activités. Le révérend Kim participe à différentes associations de la société civile et a reçu en 2006 la médaille Moran de l'Ordre du Mérite pour sa contribution au mouvement anticorruption. Geo-Sung Kim a participé à la Commission Coréenne Indépendante contre la Corruption en 2005 et 2008. Il est un des dirigeants du conseil du K-PACT. Il a été élu au Conseil d'administration de TI en 2004 puis en 2007.



**Chong San Lee**  
Malaisie

Chong San Lee a été vice-Président puis Président de Transparency International Malaisie. Auparavant, il occupait la fonction de conseil fiscal et en 1988 a été nommé contrôleur financier des compagnies Esso en Malaisie. A ce titre il était notamment responsable de la supervision des questions éthiques et des pratiques commerciales, chargé de veiller au respect par les employés des règles de conduite de la compagnie et de contrôler les pratiques contractuelles de la compagnie. Après avoir pris sa retraite en 2001, il a travaillé bénévolement pour de nombreux projets entrepris par TI Malaisie. Il a été élu membre du Conseil d'administration de TI en 2005.



**Devendra Raj Panday**  
Népal

Le Dr Panday est titulaire d'un doctorat en Affaires publiques et internationales de l'université de Pittsburgh, aux Etats-Unis. Il a été Secrétaire permanent au Ministère des Finances du Népal et a démissionné lorsqu'il a réalisé que des fonds publics étaient détournés. Il s'est ensuite engagé dans des associations de la société civile au Népal avant de devenir Ministre des Finances en 1990-1991. Ensuite, il a participé à la création de TI Népal dont il a été Président et membre du Conseil d'administration. Il a participé à la rédaction de différents ouvrages et articles consacrés au développement, à la démocratie et à la gouvernance. Il a été emprisonné à plusieurs reprises, et a encore passé plus de 100 jours en prison en 2006. Il a été élu membre du Conseil d'administration de TI en 2006.



**Laura Puertas Meyer**  
Pérou

Laura Puertas Meyer est économiste et journaliste. Depuis 20 ans, elle se consacre à la défense des droits de l'homme et de la démocratie et à la lutte contre la corruption. Elle est Directrice générale de l'information pour America Tv et Canal N, les deux plus importantes chaînes de télévision péruviennes. Entre 2002 et 2005, elle a été la Directrice générale de TI au Pérou. Elle a travaillé pour le New York Times et El País ainsi que pour différents médias péruviens. En 1993, elle a cofondé IPYS (Instituto Prensa y Sociedad), pour promouvoir le journalisme d'investigation dans la région andine. Laura Puertas Meyer a été élue au Conseil d'administration de TI en 2005.



**Frank Vogl**  
Etats-Unis

Frank Vogl est l'un des fondateurs de TI où il a occupé le poste de Vice-Président de 1993 à 2002. Il est fondateur et Président du conseil d'administration du Partnership for Transparency Fund, membre du 'Fellows Program' de l'Ethics Resource Centre, administrateur du Comité pour le Développement Economique et membre du Conseil Consultatif International du New Israël Fund. Ancien Directeur de l'Information et des Affaires publiques à la Banque mondiale, il est également journaliste, auteur et professeur spécialisé dans les questions internationales. Il est Président de Vogl Communications à Washington et rédacteur en chef de www.EthicsWorld.org. Vogl a été élu au Conseil d'administration de TI en 2005.



**Gérard Zovighian**  
Liban

Gérard Zovighian est vice-Président et membre fondateur de Lebanese Transparency Association, la section de TI au Liban. Il est auditeur et associé gérant de BDO Fiduciaire du Moyen Orient au Liban. Il a travaillé comme auditeur à Paris pour Price Waterhouse et à Londres pour BDO. Il a occupé différentes fonctions : membre de l'Association libanaise des experts-comptables, avocat au barreau de Paris, membre de la Chambre nationale des conseillers financiers, conseiller auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Beyrouth et conseiller auprès du conseil de l'Ordre de Malte en tant que Chevalier de l'Ordre. Il a été élu au Conseil d'administration de TI en 2005.

# Conseil consultatif, conseillers spéciaux, permanents du Secrétariat

## CONSEIL CONSULTATIF

### Peter Eigen

Président du Conseil consultatif-Allemagne  
Fondateur et ancien Président de  
Transparency International  
Président d'EITI (Initiative pour la  
transparence dans les industries extractives)  
et membre de l'African Progress Panel

### Paul Batchelor

Royaume-Uni  
Président de Crown Agents et ancien  
Directeur adjoint de Global Geographies,  
PricewaterhouseCoopers

### Peter Berry

Royaume-Uni  
Ancien Président Exécutif de Crown Agents

### John Brademas

USA  
Président émérite de l'Université de New  
York

### Jimmy Carter

USA  
Ancien Président

### Ugo Draetta

Italie  
Professeur de droit international, Université  
catholique de Milan, ancien Vice-Président  
de General Electric Company

### Dolores L. Español

Philippines  
Ancienne Présidente du Tribunal Régional de  
Première Instance

### Dieter Frisch

Allemagne  
Ancien Directeur Général du développement  
à la Commission européenne

### Goh Kun

Corée du Sud  
Ancien Premier Ministre et ancien maire de  
Séoul

### Ekaterina Genieva

Russie  
Directrice Générale de la Bibliothèque  
d'Etat des littératures étrangères Moscou

### Fritz Heimann

USA  
Membre fondateur de TI

### Kamal Hossain

Bangladesh  
Ancien Ministre des Affaires étrangères

### Pascal Lamy

France  
Directeur général de l'Organisation  
mondiale du commerce, Président de la  
Fondation Notre Europe et ancien  
commissaire européen au commerce

### Ronald MacLean Abaroa

Bolivie  
Ancien Maire de La Paz, ancien Ministre des  
Affaires étrangères

### Hans Matthöfer

Allemagne  
Ancien Ministre des Finances, ancien PDG  
de la compagnie Beteiligungsgesellschaft  
der Gewerkschaften

### Ira Millstein

USA  
Associé principal de Weil, Gotshal & Manges

### Festus Mogae

Botswana  
Ancien Président du Botswana

### Miklós Németh

Hongrie  
Ancien Premier ministre, ancien  
vice-Président de la Banque Européenne  
pour la Reconstruction et le Développement

### John Noonan

USA  
Juge de la Cour d'Appel fédérale

### Olusegun Obasanjo

Nigeria  
Ancien Président

### Ahmedou Ould-Abdallah

Mauritanie  
Représentant spécial du Secrétaire général  
de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest, ancien  
Secrétaire exécutif de la Global Coalition for  
Africa

### Khun Anand Panyarachun

Thaïlande  
Ancien Premier ministre, Président du  
Saha-Union Plc.

### Mary Robinson

Irlande  
Ancienne Présidente et ancienne Haut  
commissaire des Nations unies pour les  
droits de l'Homme

### Peter Rooke

Australie  
Ancien associé, Clifford Chance

### Hartmut Ruppel

Namibie  
Conseil des membres du parlement, ancien  
Procureur Général

### Augustine Ruzindana

Ouganda  
Ancienne membre du Parlement

### Louis Schweitzer

France  
Président de Renault

### Soli J. Sorabjee

Inde  
Ancien Procureur Général

### Virginia Tsouderos

Grèce  
Ancien Ministre Délégué aux Affaires  
étrangères

### Jessica Tuchman Mathews

USA  
Présidente de la fondation Carnegie pour la  
paix internationale

### Joe Wanju

Kenya  
Chancelier de l'Université de Nairobi

### Richard von Weizsäcker

Allemagne  
Ancien Président

### Michael Wiehen

Allemagne  
Ancien cadre de la Banque Mondiale et  
avocat

*Le Conseil consultatif est composé de  
personnalités provenant de pays, régions,  
cultures et professions d'une grande diversité  
et reconnues pour leur expérience et leur  
intégrité personnelle. Le Conseil est nommé  
par le Conseil d'Administration. Il a pour  
tâche de conseiller le Conseil d'Administra-  
tion et d'appuyer le travail de Transparency  
International.*

## CONSEILLERS SPECIAUX

*Transparency International tient à remercier  
tous ceux qui en 2007 ont consacré leur  
temps, leurs compétences et leur travail au  
mouvement, en particulier les conseillers  
suivants:*

Arun Duggal, Hansjörg Elshorst,  
Dieter Frisch, Roslyn Hees, Fritz Heimann,  
Kerstin Leitner, Donal O'Leary,  
Rosa Inés Ospina, Peter Rooke, Sylvia  
Schenk, Jose Ugas, Michael Wiehen.

## PERMANENTS DU SECRETARIAT INTERNATIONAL

### Directeur Général

Cobus de Swardt

### GROUPE INTERNATIONAL

#### Afrique et Moyen Orient

Doris Bäsler, Directrice régionale par intérim,  
Jeffrey Bower, Arwa Hassan, Minna Nauclér,  
Job Ogonda, Nicolas Sérís, Stéphane Stassen

#### Amériques

Silke Pfeiffer, Directeur régional, Marta  
Erquicia, Andrés Hernández, Manfredo  
Marroquin, Alejandro Salas, Bruno Speck

#### Asie et Pacifique

Pascal Fabie, Directeur régional, Lisa Elges,  
Liao Ran, Nikola Sandoval

### Europe et Asie centrale

Miklos Marschall, Directeur régional,  
Conny Abel, Angela Keller-Herzog,  
Jana Mittermaier, Svetlana Savitskaya,  
Kate Sturgess

### GROUPE PLAIDOYER

#### Communication

André Doren, Directeur des communica-  
tions, Inken Denker, Jesse Garcia,  
Gypsy Guillén Kaiser, Andrew Kelly, Nadja  
Kostka, Georg Neumann, Mike Sidwell,  
Renate Trowers

#### Programmes internationaux

Christiaan Poortman, Directeur des  
Programmes internationaux, Jermyn Brooks,  
Directeur du Programme du secteur privé,  
Marie-Luise Ahlendorf, Kulan Amin, Teun  
Bastemeijer, Susan Côté-Freeman, Gillian  
Dell, Andrea Figari, Manoj Nadkarni, Marcela  
Rozo

### Politique et Recherche

Robin Hodess, Directeur du Programme de  
la Politique et de la Recherche, Marie Chêne,  
Krina Despota, Rebecca Dobson, Craig  
Fagan, Alesia Kachur, Juanita Olaya, Juanita  
Riano, Dieter Zinnbauer

### Plaidoyer

Casey Kelso, Directeur du Programme de  
plaidoyer

### Conférence internationale anticorruption

Miklos Marschall, Directeur, Paula O'Malley,  
Roberto Pérez-Rocha, Nikolai Schweingru-  
ber

### GROUPE DES RESSOURCES

#### Département des ressources extérieures

Patrick Mahassen, Directeur du Départe-  
ment des ressources extérieures, Alan  
Warburton, Conrad Zellmann

### Département des ressources internes

Monika Ebert, Directeur du département des  
Finances et des Ressources humaines,  
Leticia Andreu, Neal Limonte-Brett, Sergei  
Chereikin, Hannah Deimling, Jessica  
Eitelberg, Sylvia Fiebig, Andrea Figari, Frank  
Gabriel, Edward Hughes, Nüket Kiliçli, Astrid  
Laue, Angela McClellan, Annegret Neth,  
Afiefah Osman, Christine Stellfeld,  
Christiane Werner

### Gouvernance

Stan Cutzach, Inken Seltmann

*(Liste à jour à la date de mai 2008)*

# Contacts dans les

## ● Afrique du Sud

Transparency Afrique du Sud  
M. Danny Titus, Président  
Téléphone: +27-11-403 7746  
Courriel: dtitus@atkv.org.za  
www.tisa.org.za

## ◎ Albanie

Transparency International Albanie /Citizens  
Advocacy Office  
Mme Marjana Papa, Directeur exécutif  
Téléphone: +355-4-267 457 / 253 999  
Courriel: leginet@albaniaonline.net  
www.cao.al

## ● Allemagne

Transparency International Allemagne  
Mme Sylvia Schenk, Présidente  
Téléphone: +49-30-549 898-0  
Courriel: office@transparency.de  
www.transparency.de

## ● Argentine

Poder Ciudadano  
M. Delia Ferreira Rubio, Présidente  
Téléphone: +54-11-4331 4925  
Courriel: fundacion@poderciudadano.org  
www.poderciudadano.org

## ● Arménie

Transparency International anticorruption  
Center (Centre anticorruption de  
Transparency International)  
Mme Amalia Kostanyan, Présidente  
Téléphone: +374-10-585 578  
Courriel: info@transparency.am  
www.transparency.am

## ● Australie

Transparency International Australie  
M. Michael Ahrens, Directeur  
Téléphone: +61-29389 5930  
Courriel: tioz@transparency.org.au  
www.transparency.org.au

## ◎ Autriche

Transparency International –  
Austrian Chapter (TI Autriche)  
Dr. Eva Geiblinger, Présidente  
Téléphone: +43-1-960 760  
Courriel: office@ti-austria.at  
www.ti-austria.at

## ● Azerbaïdjan

Transparency Azerbaïdjan  
Mme Rena Safaraliev, Directrice exécutive  
Téléphone: +994-12-418 11 09  
Courriel: rena@transparency.az  
www.transparency.az

## ◎ Bahreïn

Bahreïn Transparency Society (BTS)  
Abdulnabi Alekry, Président  
Téléphone: +973-1781 1677  
Courriel: anhalekry@yahoo.com

## ● Bangladesh

Transparency International Bangladesh  
M. Iftekhar Zaman, Directeur exécutif  
Téléphone: +880-2-882 6036  
Courriel: edtib@ti-bangladesh.org  
www.ti-bangladesh.org

## ● Belgique

Transparency International Belgique  
Mme Chantal Hébert-Van den Broeke,  
présidente  
Téléphone: +32-2-7820708

## ● Bénin

Transparency International Bénin  
(Statut de membre en cours d'examen,  
merci de contacter le Secrétariat de TI)

## ◎ Bolivie

Transparencia Bolivia  
M. Rolando Miranda, Secrétaire de direction  
Téléphone: +591-2-2 119241 / 2 412658  
Courriel: dejusol@yahoo.com

## ● Bosnie-Herzégovine

Transparency International Bosnie-  
Herzégovine  
M. Srđjan Blagovcanin, Directeur exécutif  
Téléphone: +387-51-216 928  
Courriel: info@ti-bih.org  
www.ti-bih.org

## ● Botswana

Transparency International Botswana  
(TIBOT)  
(Statut de membre en cours d'examen,  
merci de contacter le Secrétariat de TI)

## ● Bulgarie

Transparency International Bulgarie  
Mme Diana Kovatcheva, Directrice exécutive  
Téléphone: +359-2-986 7920/7713  
Courriel: mbox@transparency-bg.org  
www.transparency-bg.org

## ◆ Burkina Faso

M. Blaise Sondo, Secrétaire exécutif  
Téléphone: +226-50-33 04 73  
Courriel: renlac@renlac.org  
www.renlac.org

## ◆ Burundi

ABUCO  
M. Noel Nkurunziza, Président  
Téléphone: +257-237 686  
Courriel: abuco@ymail.com

## ● Cameroun

TI Cameroun  
M. Léopold Nzeusseu, Directeur exécutif  
Téléphone: +237-2-222 45 05  
Courriel: ticameroun@yahoo.fr  
www.ti-cameroun.org

## ● Canada

Transparency International Canada  
Mme Clare Bonnell, Présidente  
Téléphone: +1-416-488 3939  
Courriel: ti-can@transparency.ca  
www.transparency.ca

## ● Chili

Chile Transparente  
M. Javier Cox Irarrázabal, Président  
Téléphone: + 56-2-2743627  
Courriel: chiletransparente@  
chiletransparente.cl  
www.chiletransparente.cl

## ○ Chine

Anti Corruption and Governance Research  
Center (Centre de recherche anticorruption  
sur la gouvernance)  
M. Ren Jianmin, Directeur  
Téléphone: +86-10-6277 2999  
Courriel: lianzheng@tsinghua.edu.cn

## ● Colombie

Transparencia por Colombia  
Mme Margareth Flórez, Directrice exécutive  
Téléphone: +57-1-2146870  
Courriel: transparencia@  
transparenciacolombia.org.co  
www.transparenciacolombia.org.co

## ● Corée du Sud

Transparency International – Corée du Sud  
M. Sung-Goo Kang, Secrétaire général  
Téléphone: +82-2-717 6211  
Courriel: ti@ti.or.kr  
www.ti.or.kr

## ● Croatie

TI Croatie (TI Hrvatska)  
M. Zorislav Antun Petrovic, Président  
Téléphone: +385 1 4830 654  
Courriel: ti-croatia@transparency.hr  
www.transparency.hr

## ● Danemark

Transparency International Danemark  
M. Jeppe Kromann Haarsted, Président  
Téléphone: +45-29 48 82 14  
Courriel: sekretariatet@transparency.dk  
www.transparency.dk

## ◎ Espagne

Transparency International España  
M. Jesús Lizcano, Président  
Téléphone: +34-91-700 41 05  
Courriel:  
transparency.spain@transparencia.org.es  
www.transparencia.org.es

## ● Estonie

TI Estonie / Corruption-free Estonia  
M. Tarmu Tammerk, Président  
Téléphone: +372-50-15 880  
Courriel: info@transparency.ee  
www.transparency.ee

## ◆ Ethiopie

Transparency Ethiopie  
M. Amare Aregawi, Président  
Téléphone: +251-1-43 1506  
Courriel: tirat.ti@ethionet.et

## ● Fidji

Transparency International Fidji  
M. Apisalome Tudreu, cadre supérieur  
Téléphone: +679-330 4702  
Courriel: seo@transparencyfiji.org  
www.transparencyfiji.org

## ● Finlande

TI Finlande  
M. Antti Pihlajamäki, président  
Téléphone: +358 50 3706073  
Courriel: info@transparency.fi  
www.transparency.fi

## ● France

Transparence-International France  
M. Daniel Lebègue, Président  
Téléphone: +33-1-47 58 82 08  
Courriel: transparence@online.fr  
www.transparence-france.org

## ● Géorgie

Transparency International Géorgie  
Mme Tamuna Karosanidze, Directrice  
exécutive  
Téléphone: +995-32-92 14 03  
Courriel: info@transparency.ge  
www.transparency.ge

## ● Ghana

Ghana Integrity Initiative  
Mme Audrey Gadzekpo, Présidente  
Téléphone: + 233-21-760884  
Courriel: tighana@4u.com.gh  
www.tighana.org

## ● Grèce

Transparency International Grèce /Diethnis  
Diafaneia-Hellas  
M. Constantinos Bacouris, Président  
Téléphone: +30-210-72 24 940  
Courriel: tihellas@otenet.gr  
www.transparency.gr

## ● Guatemala

Acción Ciudadana  
M Manfredo Marroquin  
Téléphone: +502-2 331 7566  
Courriel: acciongt@inteln.net.gt  
accionciudadana@accionciudadana.org.gt  
www.accionciudadana.org.gt

## ◆ Guinée

Association guinéenne pour la transparence  
M. Mamadou Taran Diallo, Président  
Téléphone: +224 11 25 41 95  
Courriel: mtaran2@yahoo.fr

## ● Haïti

La Fondation Héritage pour Haïti (LFHH) –  
Le Centre pour l'Éthique et l'Intégrité  
Publique et Privée  
Mme Marilyn Allien, Présidente  
Téléphone: +509-2513 7089  
Courriel: heritagehaiti@yahoo.com

## ◆ Honduras

Coordonnées disponibles auprès du  
Secrétariat de TI

## ◎ Hongrie

TI Hongrie  
Mme Noemi Alexa, Directrice exécutive  
Téléphone: +36-20-422 8584  
Courriel: info@transparency.hu  
www.transparency.hu

## ● Inde

Transparency International Inde  
Mme Anupama Jha, Directrice exécutive  
Téléphone: +91-11-2646 0826/ 2922 4519  
Courriel: info@transparencyindia.org  
www.transparencyindia.org

## ● Indonésie

Transparency International Indonésie  
Rezki Wibowo, directeur adjoint  
Téléphone: +62-21-720 8515  
Courriel: rwibowo@ti.or.id  
www.ti.or.id

# sections de TI

- Section nationale
- ⊗ Section nationale en formation
- Contact national
- ◆ Partenaire local

## ● Irlande

TI Irlande  
M. John Devitt, Directeur  
Téléphone: +353-1-896 3705  
Courriel: info@transparency.ie  
www.transparency.ie

## ● Israël

Transparency International Israël  
Mme Galia Sagy, PDG  
Téléphone: +972-3-640 9176  
Courriel: ceo@ti-israel.org  
www.ti-israel.org

## ● Italie

Transparency International Italie  
Mme Maria Teresa Brassiolo, Présidente  
Téléphone: +39-02-4009 3560  
Courriel: info@transparency.it  
www.transparency.it

## ● Japon

Transparency International Japon  
Tatsuro Kuroda, Président  
Téléphone: +81-3-5368 1691  
Courriel: information@ti-j.org  
www.ti-j.org

## ● Kazakhstan

Transparency Kazakhstan / Civic Foundation  
(Fondation Civique)  
M. Sergey Zlotnikov, Directeur exécutif  
Téléphone: +7-7272-774 061  
Courriel: zlotnikov@transparencykazakhstan.org  
www.transparencykazakhstan.org

## ● Kenya

Transparency International Kenya  
M. Job Ogonda, Directeur exécutif  
Téléphone: +254-20-27 277-63  
Courriel: transparency@tikenya.org  
www.tikenya.org

## ⊗ Kirghizistan

Future without Corruption / TI Kirghizistan  
Mme Aigul Akmatjanova, directrice exécutive  
Téléphone: +996-312-65 59 21  
Courriel: fwc-ti@elcat.kg

## ○ Kosovo

Kosova Democratic Institute (Institut  
démocratique kosovar)  
M. Ismet Kryeziu, Directeur exécutif  
Téléphone: +381-38 248 038  
Courriel: kdi.kosova@gmail.com  
www.kdi-kosova.org

## ⊗ Koweït

Koweït Transparency Society (Société pour  
la transparence du Koweït)  
M. Salah Al-Shammari, Coordinateur pour  
les relations internationales  
Téléphone: +965-53-58 901  
Courriel: salah.alshammari@transparencykuwait.org  
www.transparencykuwait.org

## ● Lettonie

TI-Lettonie DELNA  
Mme Lolita Cigane, Présidente  
Téléphone: +371-7285585  
Courriel: ti@delna.lv  
www.delna.lv

## ● Liban

The Lebanese Transparency Association (LTA)  
M. Badri el Meouchi, Directeur exécutif  
Téléphone: +961-1-388 11 3  
Courriel: info@transparency-lebanon.org  
www.transparency-lebanon.com

## ◆ Liberia

Center for Transparency and Accountability  
in Liberia (Centre pour la transparence et la  
responsabilité au Liberia)  
M. Thomas Doe Nah, Directeur exécutif  
Téléphone: +231-6511142  
Courriel: tnah@liberiatransparency.org  
www.liberiatransparency.org

## ● Lituanie

Transparency International Lituanie  
M Sergej Muravjov, Directeur exécutif  
Téléphone: +370-5-212 6951  
Courriel: sergejus@transparency.lt  
www.transparency.lt

## ⊗ Macédoine (ARYM)

Zero Corruption  
M. Metodi Zajkov, Secrétaire général  
Téléphone: +389-2-3217000  
Courriel: info@transparency.org.mk  
www.transparency.org.mk

## ● Madagascar

Transparency International Initiative  
Madagascar  
Mme Yveline Rakotondramboa, Présidente  
Téléphone: +261-20-226 5357  
Courriel: transparency.mg@moov.mg

## ● Malaisie

The Malaysian Society for Transparency Et  
Integrity (Association malaisienne pour la  
transparence et l'intégrité) - Transparency  
International Malaisie  
M. Mark Chay, directeur exécutif  
Téléphone: + 603 2284 0630/50  
Courriel: markchay@transparency.org.my  
www.transparency.org.my

## ○ Maldives

Transparency Maldives  
M. Ilham Mohamed, Directeur exécutif  
Téléphone: + 960 330 4017  
Courriel: ilham.mohamed@transparencymaldives.org  
www.transparencymaldives.org

## ● Maroc

Transparence Maroc  
M. Rachid Fillali Meknassi,  
Secrétaire général  
Téléphone: +212-22-542 699  
Courriel: transparency@menara.ma  
www.transparencemaroc.org

## ● Maurice

Transparency Maurice  
Mme Manda Boolell, Secrétaire exécutif  
Téléphone: +230-6748183  
Courriel: transparency@intnet.mu  
www.transparencymauritius.intnet.mu

## ● Mexique

Transparencia Mexicana  
M. Eduardo Bohórquez, Directeur exécutif  
Téléphone: +52-55-5659 4714  
Courriel: info@tm.org.mx  
www.transparenciamexicana.org.mx

## ● Moldavie

Transparency International Moldavie  
Mme Lilia Carasciuc, Directrice exécutive  
Téléphone: +373-22 203 485  
Courriel: office@transparency.md  
www.transparency.md

## ⊗ Mongolie

TI Mongolie  
Mme Sukhee Dugersuren,  
Directrice exécutive  
Téléphone: +976-11-7012 0012  
Courriel: sukhee@transparency.mn

## ◆ Monténégro

MANS (The Network for Affirmation of the  
NGO Sector, Réseau pour l'homologation du  
secteur des ONG)  
Mme Vanja Calcovic, Directrice exécutive  
Téléphone: +382-81-266 326  
Courriel: mans@cg.yu  
www.mans.cg.yu

## ⊗ Mozambique

Centro de Integridade Publica  
M. Marcelo Mosse, coordinateur  
Téléphone: +258 21 327661  
Courriel: cip@cip.org.mz  
www.integridadepublica.org.mz

## ● Népal

Transparency International Népal  
M. Ashish Thapa, Directeur exécutif  
Téléphone: +977-1-436 462  
Courriel: trans@tinepal.org  
www.tinepal.org

## ● Nicaragua

Grupo Civico Etica y Transparencia (Ethique  
et transparence)  
M. Roberto Courtney, Directeur exécutif  
Téléphone: +505 250-24-38  
Courriel: eyt@ibw.com.ni  
www.eyt.org.ni

## ● Niger

Association nigérienne de lutte contre la  
corruption  
Mme Aissata Bagnan Fall, Présidente  
Téléphone: +227-20-733 181  
Courriel: anlcti@yahoo.fr

## ● Nigeria

Transparency In Nigeria  
M. Osita Nnamani Ogbu, Secrétaire général  
Téléphone: +234-80 68 63 08 89  
Courriel: transparencynigeria@yahoo.com

## ● Norvège

Transparency International Norvège  
M. Jan Borgen, Secrétaire général  
Téléphone: +47-2283 4800  
Courriel: jborgen2@online.no  
www.transparency.no

## ● Nouvelle-Zélande

Transparency International  
Nouvelle-Zélande  
M. Paul Browne, Directeur exécutif  
Téléphone: +64-4-496 9625  
Courriel: tinz@paradise.net.nz  
www.transparencynz.org.nz

## ● Ouganda

Transparency Ouganda  
M. Robert Lugolobi, Directeur national des  
programmes  
Téléphone: +256-414-255836  
Courriel: tiuganda@gmail.com

## ● Pakistan

Transparency International Pakistan  
M. Saad Rashid, Directeur exécutif  
Téléphone: +92-21-539 0408  
Courriel: ti.pakistan@gmail.com  
www.transparency.org.pk

## ● Palestine

The Coalition for Accountability and  
Integrity - AMAN (La coalition pour la  
responsabilité et l'intégrité)  
Professeur Azmi Al Shuaibi,  
Coordinateur général  
Téléphone: +972-2-298 9506  
Courriel: aman@aman-palestine.org  
www.aman-palestine.org

## ● Panama

Fundación para la Libertad Ciudadana  
Mme Angélica Maytín, Directrice exécutive  
Téléphone: +507-223-4120  
Courriel: tipanama@cableonda.net  
www.libertadciudadana.org

## ● Papouasie-Nouvelle-Guinée

Transparency International Papouasie-  
Nouvelle-Guinée  
Mme Emily Taule, Directrice  
Téléphone: +675-320 2188/82  
Courriel: tipng@daltron.com.pg  
www.transparencypng.org.pg

## ● Paraguay

Transparencia Paraguay  
Mme María del Pilar Callizo,  
Directrice exécutive  
Téléphone: +595-21-228 194  
Courriel: transparencia@transparencia.org.py  
www.transparencia.org.py

## ● Pays-Bas

Transparency International Pays-Bas  
M. Gijs van der Mandele, Directeur  
Téléphone: +31-70-353 8280  
Courriel: gk@vandermandele.eu  
www.transparencyinternational.nl

## ● Pérou

Proética  
Mme Cecilia Blondet, Directrice exécutive  
Téléphone: +511-446 8589  
Courriel: proetica@proetica.org.pe  
www.proetica.org.pe

## ● Philippines

Transparency International Philippines  
Mme Dolores Español, Présidente  
Téléphone: +63-2-527 0573  
Courriel: transparencyinternational\_ph@yahoo.com  
www.transparencyintl.org

## ● Pologne

Transparency International Pologne  
Mme Anna Urbanska, Présidente  
Téléphone: +48-22-828 9244  
Courriel: ti@transparency.pl  
www.transparency.pl

## ● République dominicaine

Participación Ciudadana  
M. Isidoro Santana, Coordinateur général  
Téléphone: +809-685-6200  
Courriel: p.ciudadana@verizon.net.do  
www.pciudadana.org

## ● République slovaque

Transparency International Slovaquie  
Mme Emilia Sicáková-Beblavá, Présidente  
Téléphone: +421-2-53 41 72 07  
Courriel: ema@transparency.sk  
www.transparency.sk

## ● République tchèque

Transparency International  
République tchèque  
M. David Ondracka, Directeur exécutif  
Téléphone: +420-224-240-8957  
Courriel: info@transparency.cz  
www.transparency.cz

## ● Roumanie

Asociația Română pentru Transparență /  
Transparency International Roumanie  
M. Victor Alistar, Directeur exécutif  
Téléphone: +40-21-317 7170  
Courriel: office@transparency.org.ro  
www.transparency.org.ro

## ● Fédération de Russie

Center for anticorruption Research  
(Centre d'études anticorruption) et Initiative  
Transparency International Russie  
Mme Elena A. Panfilova, Directrice  
Téléphone: +7-495-915 0019  
Courriel: info@transparency.org.ru  
www.transparency.org.ru

## ● Royaume-Uni

Transparency International UK  
M. Laurence Cockcroft, Président  
Téléphone: +44-20-7785 6356  
Courriel: info@transparency.org.uk  
www.transparency.org.uk

## ◆ Rwanda

M. Paul Kananura, Secrétaire général  
Téléphone: +250-55100641  
Courriel: stademahoro2006@yahoo.fr

## ● Salomon

Transparency Salomon  
M. Bob Pollard, Président  
Téléphone: +677-28319  
Courriel: tsi@solomon.com.sb

## ● Salvador

FUNDE  
Mr Marcos Rodriguez, Directeur exécutif  
Téléphone: +503-2209-5300  
www.funde.org

## ● Sénégal

Forum Civil  
M. Mouhamadou Mbodj,  
Coordinateur général  
Téléphone: + 221 33 842 40 44  
Courriel: forumcivil@orange.sn  
www.forumcivil.sn

## ● Serbie

Transparency Serbie / Transparentnost Srbija  
M. Nemanja Nenadic, Directeur exécutif  
Téléphone: +381-11-303 38 27  
Courriel: ts@transparentnost.org.yu  
www.transparentnost.org.yu

## ⊗ Sierra Leone

National Accountability Group  
Mme Lavina Banduah, Directrice exécutive  
Téléphone: +232-22-240995  
Courriel: nagsl04@yahoo.co.uk

## ● Sri Lanka

Transparency International Sri Lanka  
M. J.C. Weliamuna, Directeur exécutif  
Téléphone: +94-11-2501474  
Courriel: tisl@tisrilanka.org  
www.tisrilanka.org

## ● Suède

Transparency International Suède  
M. Sven Hirdman, Président  
Téléphone: +46-8-791 40 40  
Courriel: info@transparency-se.org  
www.transparency-se.org

## ● Suisse

Transparency International Suisse  
Mme Anne Schwöbel, directrice  
Téléphone: +41-31-382 3550  
Courriel: info@transparency.ch  
www.transparency.ch

## ⊗ Taiwan

TI Chinese Taipei  
M. Yu Changsu, Directeur du bureau  
Téléphone: +886-2-2236 8225  
Courriel: transparency@ti-taiwan.org  
www.ti-taiwan.org

## ● Thaïlande

Transparency Thaïlande  
Docteur Juree Vichit-Vadakan,  
Secrétaire général  
Téléphone: +662-377 7206  
Courriel: juree@cpcsnida.com  
www.transparency-thailand.org

## ● Trinité-et-Tobago

The Trinidad Et Tobago Transparency  
Institute  
M. G. Boyd Reid, Directeur exécutif  
Téléphone: +1-868-676 7793  
Courriel: admin@transparency.org.tt  
www.transparency.org.tt

## ● Turquie

Transparency International Turquie  
Mme Oya Cetinkaya, Directrice exécutive  
Téléphone: +90-53-33 06 48 74  
Courriel: eoyac@hotmail.com

## ⊗ Uruguay

Uruguay Transparente  
M. Robert Gossi, Président  
Téléphone: +598-2-401 5606  
Courriel: uruguaytransparente@  
uruguaytransparente.org.uy  
www.uruguaytransparente.org.uy

## ● USA

Transparency International USA  
Mme Nancy Zucker Boswell, Présidente et  
PDG  
Téléphone: +1-202-589 1616  
Courriel:  
transparency@transparency-usa.org  
www.transparency-usa.org

## ● Vanuatu

Transparency International Vanuatu  
Mme Blandine Boulekone,  
Directrice exécutive  
Téléphone: +678-25715  
Courriel: tiv@vanuatu.com.vu

## ● Venezuela

Transparencia Venezuela  
Mme Mercedes de Freitas, Directrice  
exécutive  
Téléphone: +58-212-576 0863  
Courriel: prensa@transparencia.org.ve  
www.transparencia.org.ve

## ● Zambie

TI Zambie  
M. Goodwell Lungu, Directeur exécutif  
Téléphone: +260-1-290 080  
Courriel: glungu@tizambia.org.zm  
www.tizambia.org.zm

## ● Zimbabwe

TI-Zimbabwe  
Mme Mary-Jane Ncube, Directrice exécutive  
Téléphone: +263-4-793 246  
Courriel: mary-jane@transparency.org.zw

Les appellations contact national, section nationale en formation et section nationale n'impliquent aucun jugement de la part de TI sur l'indépendance des entités concernées. Elles sont utilisées uniquement dans le but de clarifier le statut de l'entité en termes d'accréditation au sein de TI. Les informations sur les contacts et le statut en termes d'accréditation sont à jour à la date de janvier 2008.

[www.transparency.org](http://www.transparency.org)



International Secretariat  
Alt-Moabit 96  
10559 Berlin, Germany  
Phone: +49 - 30 - 34 38 200  
Fax: +49 - 30 - 34 70 39 12  
[ti@transparency.org](mailto:ti@transparency.org)  
[www.transparency.org](http://www.transparency.org)